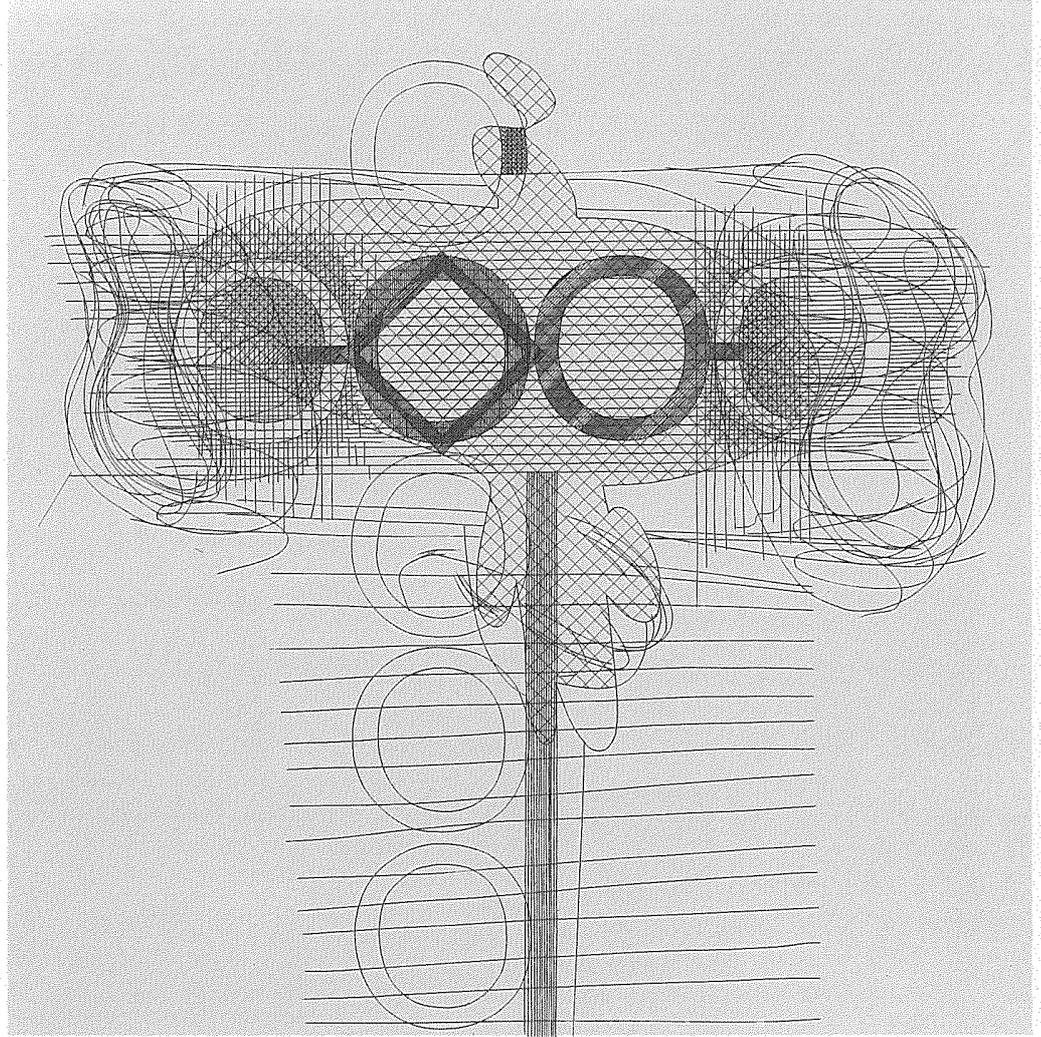


alvaro cencini et bernard schmitt

la pensée de karl marx critique et synthèse

vol. I la valeur



castella

LA PENSÉE DE KARL MARX
CRITIQUE ET SYNTHÈSE

ALVARO CENCINI
et
BERNARD SCHMITT

LA PENSÉE DE KARL MARX
CRITIQUE ET SYNTHÈSE

VOL. I LA VALEUR

ÉDITIONS CASTELLA
ALBEUVE · SUISSE

Copyright 1976 by Les Editions Castella, Albeuve

Dès les premières pages du *Capital*, Marx concentre son analyse sur le problème fondamental de toute théorie économique, celui de la valeur. Son point de départ, c'est la marchandise. Plus exactement, la marchandise est en même temps le point de départ et le point d'arrivée de toute sa recherche. La nature profonde de la marchandise n'est pas saisissable empiriquement, sa compréhension requiert un effort analytique que Marx poursuivra tout au long de sa vie.

INTRODUCTION

Le problème premier de l'analyse économique est celui de la mesure du produit. La solution offerte par Marx repose sur la distinction entre valeur d'usage et valeur d'échange. La valeur d'usage laisse subsister l'hétérogénéité physique des marchandises, seule la valeur d'échange permettant de les rendre commensurables. Or, pour Marx, l'unité de mesure s'identifie au temps de travail. Ainsi l'opération qui nous permet de rapporter l'un à l'autre des produits différents trouve son origine dans le procès de production. La mesure des marchandises résulte de l'équivalence qui s'établit entre le travail et le produit. Une fois mesurées, les marchandises peuvent être comparées économiquement et échangées sur le marché des produits. En son premier sens, la valeur d'échange est donc une valeur-mesure.

Après avoir résolu le problème de la commensurabilité des biens, Marx introduit l'hypothèse de l'échange entre équivalents. Le processus est dès lors le suivant:

1° Les produits sont mesurés par le travail social.

2° Les produits sont échangés dans le respect des mesures.

Dès lors, comment expliquer la formation du profit et l'intégration de la monnaie? La première difficulté est éludée par l'introduction de la force de travail, la deuxième par l'identification de la monnaie à une marchandise. L'échange entre équivalents semble triompher. Mais qu'en est-il du problème de l'amortissement du capital constant?

L'analyse diffère suivant que l'on considère la partie circulante ou la partie fixe du capital constant. En effet, les stocks ou objets de travail ne font que traverser le processus de production pour se retrouver sous une autre forme

dans le produit fini. Aussi est-il légitime de compter la mesure du capital circulant dans celle du produit. Mais le procédé est-il correct dans le cas du capital fixe? Si oui, le problème de l'amortissement est résolu et la mesure des marchandises peut être exprimée par $c + v + pl$.

Représentant les moyens de travail, le capital fixe ne quitte pas le procès de production si bien qu'il ne se retrouve pas dans le produit écouable. Il influence la production des valeurs d'usage, mais ne détermine nullement la valeur d'échange des biens produits. Seul le travail vivant est créateur de valeur d'échange, la mesure des marchandises étant définie par l'équivalence entre le produit et le travail. Il s'ensuit que la valeur cédée par le capital fixe, c'est-à-dire la mesure de son amortissement, ne se retrouve pas dans le produit écouable de la période considérée. Mais si la valeur perdue par le capital fixe ne se retrouve pas dans la sphère de la circulation, il apparaît une différence positive entre le prix et la valeur du même produit. La mesure de l'amortissement qui ne peut pas être comptée dans celle du produit doit l'être dans le prix de vente, faute de quoi l'amortissement ne serait pas payé. Ainsi la différence entre le prix, mesuré par $c + v + pl$, et la valeur, mesurée par $v + pl$, est égale au montant de l'amortissement, c .

Cette conclusion implique une contradiction irréductible entre amortissement du capital fixe et échange entre équivalents. L'analyse de l'origine de cette contradiction nous ramène au problème de la mesure des produits. Pour que l'équivalence entre le produit et le travail soit respectée, il faut que les deux termes appartiennent au même «espace de mesure». Or cette contrainte n'est pas respectée par Marx. En effet, Marx mesure le travail par une unité dimensionnelle (le temps), alors que les produits sont comptés par simple dénombrement. La première conséquence de cette erreur de logique est dans l'impossibilité de résoudre le problème de la réduction du travail complexe au travail simple. La mesure du travail par sa durée suppose la détermination d'une unité de mesure commune aux différentes qualités de travail. Cette détermination est vouée à l'échec, la réduction n'étant possible que si le travail est mesuré par les salaires distribués. La logique impose donc la révision de la théorie marxienne de la valeur-travail.

L'analyse de la théorie de Sraffa permet de donner une forme plus générale au problème de la mesure. Les économistes peuvent être classés en deux grandes catégories, les partisans du « n » et ceux du « $n-1$ ». Marx, par son analyse de la valeur-mesure, se range dans la première. En revanche, Sraffa prétend établir les relations d'échange entre les biens sans passer par un étalon de mesure indépendant du marché des produits. Marx sort

vainqueur: les relations d'équivalence entre biens ne peuvent naître dans l'échange sur le marché des produits. La commensurabilité des marchandises physiquement hétérogènes s'établit avant leur échange, de sorte que pour n biens, il existe n relations d'équivalence.

CHAPITRE I

LA MESURE DU PRODUIT

SECTION I

VALEUR D'USAGE ET VALEUR D'ÉCHANGE

Avant de parler de marchandise, il faut se donner un ensemble d'objets et s'interroger sur leurs caractéristiques communes. Les propriétés physiques variant d'objet à objet, le problème paraît insoluble. Pour le résoudre, il suffit de se référer au principe d'utilité. Ainsi, il est possible d'affirmer que tout objet dont les propriétés physiques répondent à des besoins humains possède une valeur d'usage. «La marchandise est d'abord un objet extérieur, une chose qui par ses propriétés satisfait des besoins humains de n'importe quelle espèce.»¹ «L'utilité d'une chose fait de cette chose une valeur d'usage. Mais cette utilité n'a rien de vague et d'indécis. Déterminée par les propriétés du corps de la marchandise, elle n'existe point sans lui.»² La valeur d'usage établit un rapport entre l'objet et l'homme. Elle n'est donc pas une simple énumération d'attributs physiques, mais une qualité proprement économique qui permet de passer des objets aux biens. *Pour qu'un objet puisse être considéré comme bien économique, il faut qu'il soit doté d'une valeur d'usage.* Un objet dépourvu de toute utilité n'aura jamais de valeur, ce qui l'exclut de la catégorie des biens économiques. «Enfin, aucun objet ne peut être une valeur s'il n'est une chose utile. S'il est inutile, le travail qu'il renferme est dépensé inutilement, et conséquemment ne crée pas de valeur.»³

¹ *Le Capital I, Oeuvres I*, Edition établie par Maximilien Rubel, Bibliothèque de la Pléiade, Gallimard, Paris, 1963, pp. 561-62.

² *Op. cit.*, p. 562.

³ *Op. cit.*, p. 568.

Passons maintenant à l'étude de la marchandise. Se situant au niveau des échanges, Marx s'interroge d'abord sur les raisons profondes qui permettent de comparer entre elles des valeurs d'usage différentes. C'est le problème de la commensurabilité des marchandises. Soit deux produits, *a* et *b*, physiquement hétérogènes. Si l'on affirme que deux unités du bien *a* équivalent à une unité du bien *b*, parce que sur le marché l'échange s'effectue dans ces proportions, le problème est escamoté. Il est nécessaire d'aller au-delà des apparences. «La valeur d'échange apparaît d'abord comme le rapport quantitatif, comme la proportion dans laquelle des valeurs d'usage d'espèces différentes s'échangent l'une contre l'autre, rapport qui change constamment avec le temps et le lieu. La valeur d'échange semble donc quelque chose d'arbitraire et de purement relatif: une valeur d'échange intrinsèque, immanente à la marchandise, paraît être, comme dit l'école, une *contradictio in adjecto* (une contradiction dans les termes). Considérons la chose de plus près.»¹ *La solution au problème de la commensurabilité passe par l'établissement d'une unité de mesure commune à toutes les marchandises.* Que la valeur d'échange «intrinsèque», «immanente» à la marchandise ne soit rien d'autre que sa mesure est souligné par le passage suivant cité par Marx: «La valeur consiste dans le rapport d'échange qui se trouve entre telle chose et telle autre, entre telle mesure d'une production et telle mesure d'une autre.»²

Avant d'échanger deux marchandises, il faut pouvoir les mesurer en une unité commune. «Or il faut que, dans le procès d'échange, les marchandises existent non seulement comme valeur d'usage, mais encore comme valeur d'échange les unes pour les autres, et c'est cette existence qui doit apparaître comme leur propre rapport réciproque.»³ Il s'agit d'une nécessité de logique à laquelle aucune explication des échanges ne saurait se soustraire. Deux niveaux sont à distinguer. D'abord chaque marchandise entre en rapport avec un principe non marchand qui nous permet de la mesurer. Une première équivalence s'établit entre le mesuré et le mesurant. Ensuite, les marchandises ainsi dénombrées s'échangent les unes contre les autres. Cette deuxième opération est logiquement distincte de la première. L'équivalence

¹ *Op. cit.*, p. 563.

² *Op. cit.*, p. 563 Note (b).

³ *Critique de l'économie politique, Oeuvres I*, pp. 296-97

qu'elle établit se situe au niveau du marché des produits. «On oublie que des choses différentes ne peuvent être comparées quantitativement qu'après avoir été ramenées à la même unité. Alors seulement elles ont le même dénominateur et deviennent commensurables. Que 20 mètres de toile = 1 habit, ou = 20 ou = x habits, c'est-à-dire qu'une quantité donnée de toile vaille plus ou moins d'habits, une proportion de ce genre implique toujours que l'habit et la toile, comme grandeurs de valeur, sont des expressions de la même unité.»¹

De quelle unité s'agit-il? Quel est le dénominateur commun qui permet la mesure des différentes marchandises produites? La réponse de Marx est connue. C'est la quantité de travail socialement nécessaire à sa production qui détermine la mesure du produit. La quelque chose de commun qui *se montre* dans le rapport d'échange ou dans la valeur d'échange des marchandises est par conséquent leur valeur; et une valeur d'usage, ou un article quelconque, n'a une valeur qu'autant que du travail humain est matérialisé en lui. Comment mesurer maintenant la grandeur de sa valeur? Par le quantum de la substance «créatrice de valeur» contenue en lui, du travail. La quantité de travail elle-même a pour mesure sa durée dans le temps, et le temps de travail possède de nouveau sa mesure dans des parties du temps telles que l'heure, le jour, etc.»² C'est donc seulement le quantum de travail ou le temps de travail nécessaire, dans une société donnée, à la production d'un article, qui en détermine la quantité de valeur.»³

L'accent est porté sur la première phase logique pendant laquelle le produit est mesuré par le travail. *Les biens ne peuvent être échangés sur le marché des produits et on ne peut parler de leur valeur d'échange que s'ils sont d'abord mesurés.* Il faut les dénombrer à l'aide des quantités de travail. «En tant que valeurs toutes les marchandises sont des expressions égales d'une même unité, le travail humain, remplaçables les unes par les autres. Une marchandise est par conséquent échangeable avec une autre marchandise, dès qu'elle possède une forme qui la fait apparaître comme valeur.»⁴ Le raisonnement est clair. Etant données deux marchandises distinctes *a* et *b*, les premières relations

¹ *Le Capital I, Oeuvres I*, pp. 578-79.

² *Op. cit.*, p. 565.

³ *Op. cit.*, p. 566.

⁴ *Op. cit.*, p. 585.

qu'il faut établir sont les équivalences entre a , b et le temps de travail. Chaque marchandise entre en rapport avec un quantum de travail déterminé et reçoit ainsi sa première mesure économique. Si le bien a requiert 10 heures de travail social pour être produit et le bien b 20 heures, alors on dira que a est mesuré par 10 h. et que la mesure de b est de 20 heures de travail. Le dénombrement de a et b par les heures de travail établit une équivalence qui est à la fois économique et arithmétique. Elle est économique parce qu'elle est déterminée par le processus de production; d'autre part, elle est exprimée en unités arithmétiques.

Mesurant lui-mêmes, les biens, le travail ne se mesure pas lui-même. Les heures de travail servant à mesurer le produit sont dépourvues de toute valeur économique. Le travail crée et mesure la valeur des marchandises, mais il n'a lui-même aucune valeur. «D'un côté, A. Smith confond ici (ce qu'il ne fait pas toujours) la détermination de la valeur de la marchandise par le quantum de travail dépensé dans sa production avec la détermination de sa valeur par la valeur du travail, et cherche par conséquent à prouver que d'égales quantités de travail ont toujours la même valeur.»¹

La première opération du processus économique est donc la numération des produits par le travail. Biens produits d'un côté et quantum de travail de l'autre définissent une relation d'équivalence qui donne la mesure des marchandises. Le produit est mesuré et le travail est son «mesurant». Les deux termes n'appartiennent pas à la même catégorie économique. En effet, il serait faux de vouloir mesurer une marchandise par une autre marchandise qui, en tant que telle, doit elle-même être mesurée. «...aucune marchandise ne peut se rapporter à elle-même comme équivalent, ni faire de sa forme naturelle la forme de sa propre valeur...»². Les marchandises sont rapportées au travail dans le processus de production. Dès lors, elles trouvent leur mesure dans le temps de travail qui est exprimé en simples unités arithmétiques. *Enfin le rapprochement des marchandises et du travail est une opération essentiellement économique qui trouve son expression dans le dénombrement des produits.*

¹ *Op. cit.*, p. 575 Note (A).

² *Op. cit.*, p. 586.

Pour mieux comprendre que le travail en tant que mesurant ne fait pas partie de la catégorie des biens mesurés, il est bon de se référer à la distinction marxienne entre *travail* et *force de travail*. En effet, seule la force de travail constitue une marchandise. En tant que telle, elle est le produit du travail. Bien qu'elle ait des propriétés particulières, elle appartient à la catégorie des marchandises et doit donc être mesurée par le travail social nécessaire à sa production. «Il nous faut maintenant examiner de plus près la force de travail. Cette marchandise, de même que toute autre, possède une valeur. Comment la détermine-t-on? Par le temps de travail nécessaire à sa production. En tant que valeur, la force de travail représente le quantum de travail social réalisé en elle.»¹ On ne saurait être plus clair. La force de travail est une marchandise dont la mesure est donnée en quantum de travail.

Et le travail et sa force sont des concepts à dimension sociale. Les deux sont définissables dans un système de production donné, comme le système capitaliste. Ainsi l'unité de mesure est sociale. La force de travail devient elle-même une marchandise dans le système capitaliste. «Pour que le possesseur d'argent trouve sur le marché la force de travail à titre de marchandise, il faut cependant que diverses conditions soient préalablement remplies. ...Premièrement, le travailleur doit être une personne libre, disposant à son gré de sa force de travail comme de sa marchandise à lui; secondement, il doit n'avoir pas d'autre marchandise à vendre, être, pour ainsi dire, libre de tout, complètement dépourvu des choses nécessaires à la réalisation de sa puissance travailleuse.»² Force de travail et travail, bien qu'étant tous deux déterminés historiquement par le même système de production, gardent toute leur autonomie analytique l'un par rapport à l'autre.

Jamais Marx n'a confondu les deux concepts. Il savait trop bien que le travail en tant que mesurant numérique devait être radicalement distingué de la catégorie des marchandises.

Résumons-nous. Les marchandises, dont la force de travail, définissent le produit, le résultat du travail. Il y a relation de cause à effet entre le travail et les biens produits. Ceux-ci trouvent leur homogénéité dans une mesure commune qui est le travail social. De son côté, le mesurant ne saurait être considéré comme une marchandise

¹ *Op. cit.*, p. 719

² *Op. cit.*, pp. 715-17

parmi les autres. Il s'ensuit que *le travail est à l'origine de toute valeur, bien qu'il en soit lui-même dépourvu*. «Ainsi, déterminer la valeur relative des denrées par la valeur du travail est contre les faits économiques. C'est se mouvoir dans un cercle vicieux, c'est déterminer la valeur relative par une valeur relative qui, à son tour, a besoin d'être déterminée. Il est hors de doute que M. Proudhon confond les deux mesures, la mesure par le temps de travail nécessaire pour la production d'une marchandise, et la mesure par la valeur du travail.»¹ Le raisonnement est explicite. Il faut que les marchandises soient mesurées et que leur mesurant, le travail, ne soit pas mesuré à son tour. La distinction entre le travail et sa force ne fait que confirmer ce principe.

Poursuivons le raisonnement. Le premier problème qui se présente à l'esprit de Marx est celui de la commensurabilité des marchandises. Il s'agit de rendre mesurables des biens dont les valeurs d'usage sont tout aussi diverses que leurs propriétés physiques. Des objets disparates doivent être comptés en une unité commune. La recherche de cette unité de mesure conduit Marx à la formulation de la théorie de la valeur-travail. Le processus de production permet l'établissement de l'équivalence entre les biens, les «mesurés», et le travail, le «mesurant». «Nous connaissons maintenant la substance de la valeur: c'est le travail. Nous connaissons la mesure de sa quantité: c'est la durée du travail.»² Par le processus de production, les marchandises trouvent leur mesure dans le quantum de travail nécessaire à leur fabrication. Chaque bien est mis en relation avec une quantité de travail déterminée. *Il y a équivalence entre le produit et le travail qui le mesure.*

Il est intéressant de remarquer ici combien l'analyse de Marx se distingue de celle de Ricardo. Pour ce dernier, le problème de la mesure du produit ne se pose même pas. Ce qui l'intéresse avant tout, c'est la formulation d'une théorie de la répartition. Pour cette raison, son point de départ est la détermination d'une mesure *invariable* de la valeur («invariable measure of value») qui permette d'analyser l'origine de toute variation des prix. Chez Ricardo, la théorie de la valeur-travail se justifie théoriquement seulement parce qu'elle sert à la détermination des profits. Marx, au contraire, porte d'abord son

attention sur les biens produits en essayant d'en dégager une unité de mesure qui lui permette de fonder les équivalences. Toute la différence entre les deux auteurs est conceptuelle. Pour Ricardo, le seul problème est celui de la mesure invariante des prix, tandis que Marx introduit une distinction fondamentale entre la mesure du produit et sa valeur dans l'échange. La différence entre les deux concepts est logique, qualitative et pas nécessairement quantitative. Avant d'analyser les marchandises dans leurs rapports d'échange, il faut connaître leur mesure. La valeur d'échange telle qu'elle se manifeste sur le marché des produits ne peut être étudiée qu'une fois résolu le problème de la mensuration des marchandises. «On oublie que des choses différentes ne peuvent être comparées quantitativement qu'après avoir été ramenées à la même unité. Alors seulement elles ont le même dénominateur et deviennent commensurables.»¹ La distinction introduite par Marx est maintenant claire. Il ne faut pas confondre la valeur d'échange en tant que valeur-mesure et la valeur d'échange en tant que relation s'établissant sur le marché des produits entre les offreurs et les demandeurs. *La valeur-mesure est déterminée dans une phase qui précède logiquement celle de l'échange des produits.*

¹ *Op. cit.*, p. 578

SECTION 2

LES FACTEURS DE PRODUCTION

La valeur d'échange est tout d'abord une valeur-mesure des marchandises. L'unité de mesure est constituée par le travail. Pourquoi par le travail? Parce que «La valeur d'usage des marchandises une fois mise de côté, il ne leur reste plus qu'une qualité, celle d'être des produits du travail.»¹ Ce qui signifie que *le facteur de production est unique et s'identifie au travail*. En effet, seul le travail crée de la valeur d'échange. Tous les autres facteurs, tels que la terre, le capital, les agents naturels ne peuvent produire que des valeurs d'usage. «Une chose peut être une valeur d'usage sans être une valeur. Il suffit pour cela qu'elle soit utile à l'homme sans qu'elle provienne de son travail. Tels sont l'air, des prairies naturelles, un sol vierge, etc.»² L'influence de tous ces facteurs se manifeste au niveau des forces productives du travail. C'est la productivité mesurée en termes physiques qui varie et non pas la valeur. La production de valeurs d'usage peut être accrue grâce à l'utilisation du facteur-capital ou du facteur-terre. Cela signifie que dans le même temps de travail les ouvriers sont capables de produire une quantité supérieure de marchandises, l'accroissement de la richesse étant donné en valeurs d'usage et non pas en valeur. La quantité plus élevée de produits a une mesure inchangée.

Affirmer que la terre ou le capital n'ont aucune influence sur la production des marchandises serait évidemment faux. Leur présence

¹ *Op. cit.*, p. 565

est sans aucun doute indispensable. Mais *seul le travail se charge de la mesure des marchandises*. Plus la force productive du travail est grande, plus grande sera la masse de valeurs d'usage. A cette masse accrue correspond une mesure qui, elle, dépend uniquement de la quantité de travail social dépensé dans la production; «... les forces productives du travail doivent dépendre principalement: 1° des conditions naturelles du travail, telles que la fertilité du sol, les richesses minières, etc. 2° de l'amélioration progressive des forces sociales du travail, telles qu'elles se développent par la production en grand, par la concentration du capital et la coordination et la division plus poussée du travail, les machines, les méthodes perfectionnées, l'utilisation d'agents chimiques ou d'autres forces naturelles, l'abrègement du temps et de l'espace grâce aux moyens de communication et de transport; enfin, toutes les inventions par lesquelles la science enrôle les forces naturelles au service du travail, et qui en développent le caractère social ou coopératif.»¹ Sauf le travail, les «facteurs de production» exercent leur effet sur les forces productives du travail. En d'autres termes, ils déterminent la productivité physique du travail, productivité qui se manifeste dans la production des valeurs d'usage. La distinction est nette: le travail, seul créateur de valeurs d'échange, ne saurait être confondu avec la force productive du travail, créatrice de valeurs d'usage. «Dans la mesure même où le temps - quantum de travail - est posé par le capital comme le seul élément déterminant de la production, le travail direct pris comme principe de création des valeurs d'usage disparaît ou du moins se trouve réduit quantitativement et qualitativement à un rôle certes indispensable, mais subalterne, en regard du travail scientifique en général, de l'application technologique des sciences naturelles, et de la force productive générale issue de l'organisation sociale de l'ensemble de la production.»²

Le travail social est donc la seule unité de mesure commune à toutes les marchandises. C'est lui seul qui crée et mesure la valeur d'échange des biens produits. Proposons une nouvelle preuve. Supposons que la terre soit un facteur de production au même titre que le travail. Dans ce cas, comment mesurer les marchandises produites par ces deux facteurs? Il faut trouver une unité commune, sinon les

¹ *Salaires, prix et plus-value, Oeuvres I, p. 505*

² *Principe d'une critique de l'économie politique, Oeuvres I, p. 301*

marchandises ne seraient pas commensurables. «Les deux objets sont donc égaux à un troisième qui par lui-même n'est ni l'un ni l'autre. Chacun des deux doit, en tant que valeur d'échange, être réductible au troisième, indépendamment de l'autre.»¹ Il est évident que si, au lieu d'être réduites à une seule unité de mesure, les marchandises sont comptées en plusieurs unités, leur commensurabilité est loin d'être établie. Dans ce cas, il faut en effet franchir une étape supplémentaire, c'est-à-dire déterminer le dénominateur commun des différentes unités de mesure, trouver une mesure des mesures. Si l'on admet l'existence de plusieurs facteurs de production, aussitôt surgit le problème de leur réduction à une unité commune qui assure la commensurabilité.

Un exemple nous permettra d'approfondir le raisonnement. Supposons l'existence de deux facteurs de production, le travail et la terre. La production globale est de deux marchandises, a et b. Si le bien a est rapporté à 20 heures de travail et à 1 m² de terre et le bien b à 5 heures de travail et à 10 m² de terre, la question à résoudre est la suivante: combien d'unités physiques de a correspondent à une unité physique de b? La solution supposerait l'établissement d'une relation d'équivalence entre les heures de travail dépensées et les m² de terre cultivés. Du problème de la commensurabilité des produits, on passe à celui de la commensurabilité des mesures. Le chemin à suivre pour arriver à une solution est toujours le même: trouver une unité commune capable de mesurer à la fois le concours de la terre et celui du travail. C'est la quadrature. Marx en déduit que le facteur de production en tant qu'unité de mesure des marchandises ne peut être qu'unique. Le choix du travail comme seul facteur n'est pas arbitraire. Au contraire, il est imposé par le mode de production lui-même. La production capitaliste fait du travail en général et du travail salarié en particulier son centre de gravité. Dans tout processus de production, le travail est présent et joue le rôle double de créateur de valeurs d'usage et de valeurs d'échange. Pour mieux le comprendre, il est utile de se référer à ce que Marx appelle le caractère double du travail.

¹ *Le Capital I, Oeuvres I*, p. 564

LE CARACTÈRE DOUBLE DU TRAVAIL

Tout travail humain peut être représenté sous deux aspects différents. D'un côté, il est travail particulier créateur de valeurs d'usage déterminées; de l'autre, il est travail social abstrait créateur de valeurs d'échange. «En fait, les différences matérielles des valeurs d'usage apparaissent dans le procès de production comme des différences de l'activité qui produit ces valeurs. Indifférent à la matière particulière des valeurs d'usage, le travail créateur de valeur d'échange est par là même indifférent à la substance particulière du travail lui-même. Les différentes valeurs d'usage sont en outre les produits de l'activité des différents individus, donc le résultat de travaux individuellement différents. En tant que valeurs d'échange, elles représentent cependant du travail homogène, indifférencié, c'est-à-dire du travail dans lequel l'individualité des travailleurs est effacée. Par conséquent, le travail qui crée la valeur d'échange est du travail général abstrait.»¹ «Tandis que le travail qui crée la valeur d'échange se réalise dans l'égalité des marchandises en tant qu'équivalents généraux, le travail en tant qu'activité utile et productive se réalise dans l'infinie diversité de ses valeurs d'usage. Tandis que le travail créateur de valeur d'échange est le travail général abstrait et égal, le travail créateur de valeurs d'usage est en revanche du travail concret et particulier qui, suivant la forme et la matière, se divise en une variété infinie de types de travail.»²

¹ *Critique de l'économie politique, Oeuvres I*, p. 280

² *Op. cit.*, p. 287

La différence entre *travail concret* et *travail abstrait* permet de mieux saisir la distinction que nous avons déjà établie entre les facteurs de la productivité physique et le «facteur» de l'unité de mesure des produits. En effet, le travail concret détermine uniquement la production des valeurs d'usage. Son rôle est comparable à celui du capital ou de la terre. Plus précisément, ces facteurs déterminent le caractère utile du travail; ils agissent directement sur la force productive du travail et donc sur la quantité de valeurs d'usage produite. Le capital peut donc augmenter l'efficacité du travail concret. Ce résultat se concrétise dans une production accrue de valeurs d'usage, mais n'a aucune influence sur la valeur d'échange produite. Celle-ci dépend uniquement du travail social abstrait employé dans la période considérée. Le travail abstrait assure seul la mensuration des marchandises produites. «Une quantité plus considérable de valeurs d'usage forme évidemment une plus grande richesse matérielle; avec deux habits on peut habiller deux hommes, avec un habit on n'en peut habiller qu'un seul, et ainsi de suite. Cependant à une masse croissante de richesse matérielle peut correspondre un décroissement simultané de sa valeur. Ce mouvement contradictoire provient du double caractère du travail. L'efficacité, dans un temps donné, d'un travail utile dépend de sa force productive. Le travail utile devient donc une source plus ou moins abondante de produits en raison directe de l'accroissement ou de la diminution de sa force productive. Par contre, une variation de cette dernière force n'atteint jamais directement le travail représenté dans la valeur. Comme la force productive appartient au travail concret et utile, elle ne saurait plus toucher le travail dès qu'on fait abstraction de sa forme utile. Quelles que soient les variations de sa force productive, le même travail, fonctionnant durant le même temps, se fixe toujours dans la même valeur. Mais il fournit dans un temps déterminé plus de valeurs d'usage, si sa force productive augmente, moins si elle diminue.»¹

Le travail particulier, utile et concret, subit l'influence des facteurs externes tels que le capital et la terre. Cette influence se manifeste par une variation de la productivité du travail et donc par une diminution ou un accroissement de la masse des valeurs d'usage produite. Le travail concret, tout en étant indispensable à la production des valeurs,

¹ *Le Capital I, Oeuvres I, p. 574*

n'en détermine jamais la grandeur. Ce rôle est réservé au travail abstrait. Ce n'est qu'une fois réduit à sa substance première de force sociale simple et indifférenciée que le travail peut être utilisé en tant qu'unité de mesure des marchandises produites. «Il résulte de ce qui précède que s'il n'y a pas, à proprement parler, deux sortes de travail dans la marchandise, cependant le même travail y est opposé à lui-même suivant qu'on le rapporte à la valeur d'usage de la marchandise comme à son produit, ou à la valeur de cette marchandise comme à sa pure expression objective. Tout travail est d'un côté dépense, dans le sens physiologique, de force humaine, et, à ce titre de travail humain égal, tout travail est dépense de la force humaine sous telle ou telle forme productive, déterminée par un but particulier, et, à ce titre de travail concret et utile, il produit des valeurs d'usage ou utilités. De même que la marchandise doit avant tout être une utilité pour être une valeur, de même le travail doit être avant tout utile, pour être censé dépense de force humaine, travail humain, dans le sens abstrait du mot.»¹

La détermination du travail abstrait en tant qu'unité de mesure des biens produits est éminemment sociale. Il en découle qu'elle dépend de l'ensemble du système économique analysé. La relation qui s'établit entre le travail et les marchandises est déterminée soit par le processus de production soit par la circulation. C'est le mode de production considéré comme un tout qui nous fournit les moyens sociaux nécessaires à la mensuration du produit. «Mais le travail qui forme la substance de la valeur des marchandises est du travail égal et indistinct, une dépense de la même force. La force de travail de la société tout entière, laquelle se manifeste dans l'ensemble des valeurs, ne compte par conséquent que comme force unique, bien qu'elle se compose de forces individuelles innombrables.»² Le rapport entre l'unité de mesure et les marchandises s'établit socialement. A chaque type de société correspond un mode de production donné, défini par l'ensemble des rapports sociaux de production. La mesure d'une marchandise est donnée en heures de travail, quantité déterminée socialement. Affirmer que le bien a est mesuré par 10 h. de travail signifie que le travail socialement nécessaire à le produire est de 10 h.

¹ *Op. cit.*, pp. 574-75

² *Op. cit.*, p. 566

Les 10 heures représentent bien une mesure sociale du produit. «C'est donc seulement le quantum de travail ou le temps de travail nécessaire, dans une société donnée, à la production d'un article, qui en détermine la quantité de valeur.»¹

¹ *Op. cit.*, p. 566

SECTION 4

LES TROIS CONCEPTS DE LA VALEUR D'ÉCHANGE

Il est très important de noter la différence entre la valeur d'échange en tant que mesure et la valeur d'échange telle qu'elle apparaît sur le marché des produits. Les deux concepts ne coïncident pas. La valeur-mesure est une équivalence entre le travail et les marchandises. Cette équivalence ne représente pas directement un rapport de production, *elle est plutôt la résultante sociale de l'ensemble de ces rapports*. Mesurant et mesuré entrent en relation dans des proportions déterminées socialement. Au contraire, la valeur d'échange sur le marché des produits est essentiellement un rapport social. L'échange de deux marchandises entre elles ne fait que représenter l'échange de deux quantités données de travail social; il cache donc sous l'apparence d'une relation entre objets un rapport entre les hommes. «Mais la forme valeur et le rapport de valeur des produits du travail n'ont absolument rien à faire avec leur nature physique. C'est seulement un rapport social déterminé des hommes entre eux qui revêt ici pour eux la forme fantastique d'un rapport des choses entre elles.»¹ Il s'agit du célèbre problème du fétichisme des marchandises.

Marquons bien la triple distinction. Les marchandises se présentent tout d'abord comme des objets hétérogènes. Pour les rendre commensurables, il est nécessaire de les rapporter à une unité commune. La première valeur s'établit donc entre les biens produits et le temps de travail socialement nécessaire. Cette première valeur

¹ *Op. cit.*, p. 606

d'échange s'identifie à la mesure du produit. Une fois que les marchandises sont portées dans un même «champ de mesure», elles peuvent être comparées les unes aux autres. Cette comparaison n'implique pas l'échange. Il s'agit d'une équivalence entre produits, établie sur la base de leur mesure avant l'apparition de l'échange. «En tant que valeurs, toutes les marchandises sont des expressions égales d'une même unité, le travail humain, remplaçables les unes par les autres. Une marchandise est par conséquent échangeable avec une autre marchandise, dès qu'elle possède une forme qui la fait apparaître comme valeur.»¹ C'est la deuxième conception de la valeur d'échange, relation entre les marchandises produites avant l'échange. *Il y a donc effectivement trois concepts différents de la valeur d'échange: la valeur d'échange en tant que mesure des produits, la valeur d'échange en tant que relation entre les marchandises avant l'échange et enfin la valeur d'échange telle qu'elle se manifeste dans l'échange sur le marché des produits.*

Ces trois concepts ne coïncident pas, leur séparation étant logique et non conventionnelle. Ainsi est-il possible de définir l'«équivalent général» sans avoir directement recours à l'échange. Une fois connues les mesures des produits, nous pouvons établir une série d'équations d'équivalence dont les deux termes représentent chacun des marchandises mesurées. «Les expressions de la valeur d'une marchandise deviennent donc aussi variées que ses rapports de valeur avec d'autres marchandises. L'expression isolée de sa valeur se métamorphose ainsi en une série d'expressions simples que l'on peut prolonger à volonté.»² Pour déterminer un équivalent général il suffit de choisir une marchandise en sa qualité de grandeur mesurée, et de lui rapporter toutes les autres marchandises. Dans chaque relation d'équivalence, un des termes sera désormais représenté par la marchandise choisie en tant qu'équivalent, fonctionnant dès lors comme monnaie. «La marchandise spéciale avec la forme naturelle de laquelle la forme d'équivalent s'identifie peu à peu dans la société devient marchandise monnaie ou fonctionne comme monnaie. Sa fonction sociale spécifique, et conséquemment son monopole social, est de jouer le rôle de l'équivalent universel dans le monde des marchandises.»³

¹ *Op. cit.*, p. 585

² *Op. cit.*, p. 593

³ *Op. cit.*, p. 602

La monnaie est tout d'abord le représentant général de la mesure de tous les produits. La marchandise choisie en tant qu'équivalent général perd sa valeur d'usage propre pour devenir le représentant du travail social. «La première fonction de l'or consiste à fournir à l'ensemble des marchandises la matière dans laquelle elles expriment leurs valeurs comme grandeurs de la même dénomination, de qualité égale, et comparables sous le rapport de la quantité. Il fonctionne donc comme mesure universelle des valeurs. C'est en vertu de cette fonction que l'or, la marchandise équivalent, devient... monnaie. Ce n'est pas la monnaie qui rend les marchandises commensurables: au contraire. C'est parce que les marchandises en tant que valeurs sont du travail matérialisé, et par suite commensurables entre elles, qu'elles peuvent mesurer toutes ensemble leurs valeurs dans une marchandise spéciale, et transformer cette dernière en monnaie, c'est-à-dire en faire leur mesure commune.»¹ Le lien entre la monnaie et la valeur-mesure est évident. Il découle de l'identification de la monnaie à une marchandise dont le choix est basé sur des raisons uniquement pratiques. La définition de la monnaie matérielle n'implique aucune élaboration analytique. Elle se limite à isoler une marchandise parmi les autres pour l'investir du rôle d'équivalent général. Dès que la monnaie est marchandise, sa mesure se détermine par sa relation avec le travail social nécessaire à sa production.

¹ *Op. cit.*, p. 630

SECTION 5

MESURE, SUBSTANCE OU RELATION ?

Nous trouvons deux notions distinctes de la valeur-mesure chez Marx.

1. Tout d'abord, la valeur-mesure est considérée comme une matérialisation du travail humain abstrait. En ce sens, chaque marchandise est mesurée par le travail qu'elle incorpore, c'est la valeur-substance dont la marchandise se chargerait dans le processus de production. Cette valeur-substance correspond à une qualité nouvelle incorporée aux produits. Le travail abstrait, simple et socialement nécessaire se cristallise dans le produit et il en devient une partie intégrante. «Les quantités corrélatives des différentes valeurs d'usage dans lesquelles se matérialise le même type de travail, sont des équivalents, autrement dit toutes les valeurs d'usage sont des équivalents dans les proportions où elles contiennent le même temps de travail mis en œuvre, matérialisé. En tant que valeurs d'échange, toutes les marchandises ne sont que des mesures déterminées de temps de travail coagulé.»¹ «Considérons maintenant le résidu des produits du travail. Chacun d'eux ressemble complètement à l'autre. Ils ont tous une même réalité fantomatique. Métamorphosés en sublimés identiques, échantillons du même travail indistinct, tous ces objets ne manifestent plus qu'une chose, c'est que dans leur production une force de travail humaine a été dépensée, que du travail humain y est

¹ *Critique de l'économie politique, Oeuvres I*, p. 280-81

accumulé. En tant que cristaux de cette substance sociale commune ils sont réputés valeurs.»¹

2. Selon sa deuxième conception, la valeur-mesure est purement relative. Le travail social mesurant le produit n'en constitue plus une qualité matérielle. *La valeur est considérée uniquement comme une relation entre la marchandise et le temps de travail socialement nécessaire pour la produire.* Ainsi la valeur-mesure se libère du poids constitué par sa définition «absolue» et apparaît en tant que pure relation. «Il est absolument faux de dire que la valeur de la marchandise est ainsi changée en quelque chose d'absolu. C'est le contraire. En tant que valeur d'usage la marchandise apparaît comme quelque chose d'autonome, d'indépendant. En tant que valeur elle apparaît au contraire comme quelque chose de relatif, simplement déterminé par son rapport au temps de travail socialement nécessaire, égal, simple, tellement relatif que, si le temps de travail nécessaire à la reproduction se modifie, la valeur change, bien que le temps de travail qu'elle contient réellement soit resté le même.»² Le passage qui suit souligne encore une fois le caractère relatif de la mesure des produits par le travail tout en insistant sur la détermination sociale de ce même travail. «Mais notre finaud [Marx se réfère ici à S. Bailey] fait de la valeur quelque chose d'absolu, une propriété des choses, au lieu de n'y voir que quelque chose de relatif, le rapport des choses au travail social, à ce travail basé sur l'échange privé et où les choses sont uniquement déterminées comme expression de la production sociale.»³

Ces deux conceptions de la valeur-mesure correspondent à des niveaux d'approfondissement différents. L'idée de la valeur «absolue» en tant que matérialisation du travail est moins moderne que celle de la valeur relative. Son caractère quelque peu métaphysique la rend suspecte. La représentation de la mesure du produit sous la forme d'un rapport d'équivalence échappe à ce genre de critique. Que la valeur-mesure soit considérée comme une substance ou comme une relation, les produits sont mesurés par la même unité. Qu'il soit incorporé ou non, le travail social reste le seul mesurant possible.

¹ *Le Capital I, Oeuvres I*, p. 565

² *Histoire des doctrines économiques*, trad. J. Molitor, Alfred Costes Editeur, Paris, 1925, Tome VI, p. 198

³ *Op. cit.*, p. 199-200

CHAPITRE II

L'ÉCHANGE SUR LE MARCHÉ DES PRODUITS ET DES SERVICES PRODUCTEURS¹

¹ Nous employons à dessein le langage plus usité de Walras sans que cette question de vocabulaire ait une incidence sur le fond: le marché des services producteurs est le marché du travail de Marx puisque le travail est l'unique facteur de production.

SECTION 1

LES RAPPORTS D'ÉCHANGE

Avant d'introduire la monnaie, résumons brièvement les caractéristiques de la valeur d'échange, prise dans sa troisième acception. Les marchandises qui apparaissent sur le marché des produits sont commensurables du fait de leur réduction à une unité commune. C'est parce que la mesure en travail de a est quantitativement égale à celle de b que les deux biens sont les termes de l'équation $ra = rb$. L'échange entre deux produits distincts est fondamentalement l'échange entre deux biens de même mesure puisque la détermination de la mesure des biens précède logiquement leur échange. «En tant que valeurs, toutes les marchandises sont des expressions égales d'une même unité, le travail humain, remplaçables les unes par les autres. Une marchandise est par conséquent échangeable avec une autre marchandise, dès qu'elle possède une forme qui la fait apparaître comme valeur.»¹ «Si nous disons: en tant que valeurs toutes les marchandises ne sont que du travail humain cristallisé, nous les ramenons par notre analyse à l'abstraction valeur, mais avant comme après elles ne possèdent qu'une seule forme, leur forme naturelle d'objets utiles. Il en est tout autrement dès qu'une marchandise est mise en rapport de valeur avec une autre marchandise. Dès ce moment son caractère de valeur ressort et s'affirme comme sa propriété inhérente qui détermine sa relation avec l'autre marchandise.»² Le raisonnement ne pourrait être plus

¹ *Le Capital I, Oeuvres I*, p. 585

² *Op. cit.*, pp. 579-80

clair. La valeur-mesure fonde toute relation entre produits. Telle qu'elle se manifeste sur le marché des produits, la valeur d'échange est déterminée par la valeur-mesure. «En général les marchandises n'ont pas d'autre rapport entre elles qu'un rapport de valeur, et le rapport de valeur le plus simple est évidemment celui d'une marchandise avec une autre marchandise d'espèce différente, n'importe laquelle. Le rapport de valeur ou d'échange de deux marchandises fournit donc pour une marchandise l'expression de la valeur la plus simple.»¹ Pour qu'une marchandise puisse exprimer sa valeur d'échange dans une autre marchandise, il faut qu'elle entre avec celle-ci dans un rapport d'équivalence. Or comment est-il possible que deux produits physiquement hétérogènes entrent dans un tel rapport sinon par l'intermédiaire d'une commune mesure? Il est évident que *les rapports d'échange ne peuvent être déterminés quantitativement sans que l'on ait recours à la mesure des produits.*

Que l'échange sur le marché des produits s'effectue entre grandeurs d'égale mesure est confirmé, soit qu'il s'agisse d'un échange entre deux marchandises, soit que l'échange ait lieu entre une marchandise et la monnaie.

1. Pour ce qui est de l'échange entre deux marchandises il est suffisant de se rappeler qu'«on oublie que des choses différentes ne peuvent être comparées *quantitativement* qu'après avoir été ramenées à la même unité. Alors seulement elles ont le même dénominateur et deviennent commensurables. Que 20 mètres de toile = 1 habit, ou = 20, ou = x habits, c'est-à-dire qu'une quantité donnée de toile vaille plus ou moins d'habits, une proportion de ce genre implique toujours que l'habit et la toile, comme grandeurs de valeurs, sont des expressions de la même unité.»² «L'habit étant posé comme équivalent de la toile, le travail contenu dans l'habit est affirmé être identique avec le travail contenu dans la toile.»³ L'échange entre toile et habit s'effectue dans une proportion déterminée par leur mesure en travail. Dans l'échange réciproque la toile et l'habit jouent deux rôles distincts. En effet, une des deux marchandises est posée en tant qu'équivalent. Sous cette forme, elle exprime la valeur d'échange de l'autre

¹ *Op. cit.*, p. 577

² *Op. cit.*, pp. 578-79

³ *Op. cit.*, p. 580

marchandise. «Deux marchandises différentes A et B, et, dans l'exemple que nous avons choisi, la toile et l'habit, jouent ici évidemment deux rôles distincts. La toile exprime sa valeur dans l'habit et celui-ci sert de matière à cette expression. La première marchandise joue un rôle actif, la seconde un rôle passif. La valeur de la première est exposée comme valeur relative, la seconde marchandise fonctionne comme équivalent.»¹

Pour Marx, la forme-équivalent est elle-même mesurée. Si la toile mesure l'habit, elle revêt la forme-équivalent, ce qui n'empêche pas qu'elle doive elle-même être mesurée en heures de travail. Lorsqu'elle entre dans les rapports d'échange sur le marché des produits, la marchandise revêtant la forme-équivalent a une valeur d'échange, définie en sa deuxième acception, qui est égale à la mesure en travail de cette marchandise. «Quand une marchandise, comme des habits, par exemple, sert d'équivalent à une autre marchandise, telle que la toile, et acquiert ainsi la propriété caractéristique d'être immédiatement échangeable avec celle-ci, la proportion n'est pas le moins du monde donnée dans laquelle cet échange peut s'effectuer. La quantité de valeur de la toile étant donnée, cela dépendra de la quantité de valeur des habits. Que dans le rapport de valeur l'habit figure comme équivalent et la toile comme valeur relative, ou que ce soit l'inverse, la proportion, dans laquelle se fait l'échange, reste la même. La quantité de valeur respective des deux marchandises, mesurée par la durée comparative du travail nécessaire à leur production, est par conséquent une détermination tout à fait indépendante de la forme de valeur.»²

2. L'échange entre marchandise et monnaie ne constitue pas une exception à la règle de l'échange entre «mesurés». En effet la monnaie n'est autre que l'équivalent général et, en tant que telle, elle appartient à la catégorie des biens mesurés au même titre que n'importe quelle marchandise. Reprenons le raisonnement. La valeur d'échange des marchandises peut être exprimée dans une série d'équations. Les termes de ces équations sont représentés par les marchandises elles-mêmes et sont déterminés quantitativement par les valeurs-mesure. «Un produit, en tant que valeur d'échange, substantiellement n'est plus quelque chose de simple; en une de ses qualités naturelles il se

¹ *Op. cit.*, p. 577

² *Op. cit.*, pp. 585-86

présente d'une façon différente; il se présente en tant que rapport, et ce rapport est général, c'est donc un rapport non pas avec une marchandise particulière mais avec toutes les marchandises, tous les produits possibles. Il exprime donc un rapport général, le produit se réfère à lui-même en tant que réalisation d'une quantité déterminée de travail général, de temps de travail social, et partant est l'équivalent de tout autre produit dans la proportion de sa valeur d'échange. La valeur d'échange suppose le travail social en tant que substance de tous les produits abstraction faite de leurs qualités physiques.»¹

Lorsqu'un des termes de la série indéfinie d'équations est toujours représenté par la même marchandise, celle-ci devient le représentant universel de la valeur d'échange, l'équivalent général. «Ici, inversement, comme toutes les autres marchandises mesurent leur valeur d'échange dans une marchandise particulière, la marchandise exclue devient le mode d'existence adéquat de la valeur d'échange, sa fonction d'équivalent général.»² Le rôle d'équivalent général est joué par une marchandise choisie parmi les autres. Il s'ensuit que la monnaie est elle-même mesurée par le travail social. C'est grâce à cette mensuration commune que l'équivalent général peut être défini. «La forme valeur relative simple ou isolée d'une marchandise suppose une autre marchandise quelconque comme équivalent accidentel. La forme développée de la valeur relative, cette expression de la valeur d'une marchandise dans toutes les autres, leur imprime à toutes la forme d'équivalents particuliers d'espèce différente. Enfin, une marchandise spécifique acquiert la forme d'équivalent général parce que toutes les autres marchandises en font la matière de leur forme générale de valeur relative.»³

Tel est le processus logique qu'il faut suivre pour arriver à la détermination de la monnaie. La démarche est possible grâce à la commensurabilité des marchandises, qui peuvent ainsi être représentées par leur mesure. Tout rapport d'échange entre marchandises est fondamentalement un rapport entre leurs mesures. La conclusion est ferme. Que l'échange ait lieu entre deux marchandises ou entre une

¹ *Grundrisse der Kritik der Politischen Ökonomie*, Marx-Engels-Lenin-Institut Moskau, Ed. Dietz Verlag, Berlin, 1953, p. 119

² *Critique de l'économie politique*, *Oeuvres I*, p. 299

³ *Le Capital I*, *Oeuvres I*, p. 600

marchandise et la monnaie, il s'effectue toujours conformément à la mesure des biens.

«Elles [les marchandises] sont évaluées, avant d'être échangées, et pour les évaluer, il est nécessaire d'établir entre elles des proportions numériques déterminées. Pour établir de telles proportions numériques et rendre les marchandises commensurables, il faut que celles-ci reçoivent une même dénomination (unité).»¹

*
* *

Au chapitre précédent, nous avons traité du caractère social de la mesure des produits. L'analyse nous montre que l'unité de mesure est déterminée par le mode de production, c'est-à-dire par l'ensemble des rapports de production et de circulation. Or cette même unité de mesure est à la base de l'échange sur le marché des produits. Il s'ensuit que la valeur-mesure, une fois déterminée par le mode de production, détermine à son tour les rapports d'échange. Mais la valeur d'échange dans sa troisième conception représente fondamentalement un rapport de production. En effet, ce qui apparaît comme une simple relation de marchandises est essentiellement un rapport entre hommes. «Le double caractère social des travaux privés ne se réfléchit dans le cerveau des producteurs que sous la forme que leur imprime le commerce pratique, l'échange des produits. Lorsque les producteurs mettent en présence et en rapport les produits de leur travail à titre de valeurs, ce n'est pas qu'ils voient en eux une simple enveloppe sous laquelle est caché un travail humain identique, tout au contraire: en réputant égaux dans l'échange leurs produits différents, ils établissent par ce fait que leurs différents travaux sont égaux... La découverte scientifique faite plus tard que les produits du travail, en tant que valeurs, sont l'expression pure et simple du travail humain dépensé dans leur production marque une époque dans l'histoire du développement de l'humanité, mais ne dissipe point la fantasmagorie qui fait apparaître le caractère social du travail comme un caractère des choses, des produits eux-mêmes.»²

¹ *Grundrisse... Op. cit.*, p. 61

² *Le Capital I, Oeuvres I*, pp. 607-608

Une contradiction semble apparaître. L'ensemble des rapports de production détermine la valeur-mesure qui détermine à son tour un rapport de production que la valeur d'échange ne fait que représenter. La même valeur serait en même temps déterminée et déterminante au niveau des rapports de production. Or il suffit d'approfondir l'analyse pour constater l'inexistence de cette contradiction. En effet il faut distinguer deux niveaux de détermination.

Le premier dans l'ordre logique concerne la valeur-mesure. Les rapports de production et de circulation qui déterminent les quantités de travail socialement nécessaires à la production des marchandises définissent le mode de production considéré comme un tout. Il s'agit d'une détermination sociale globale qui découle d'une analyse de l'ensemble du système de production capitaliste.

Au contraire, le rapport de production sous-jacent à chaque échange particulier est le *résultat* de cette détermination globale. *En déterminant la mesure sociale des produits, le mode de production détermine aussi le rapport entre les différents travaux humains, tel qu'il s'affirme dans l'échange sur le marché des produits.* Il s'agit donc d'une détermination dérivée. Toute contradiction est ainsi évitée par le fait que les deux déterminations ne coïncident pas. La séparation est d'ordre logique et s'impose tout au long de la théorie. «Le caractère d'égalité des travaux humains acquiert la forme de valeur des produits du travail; la mesure des travaux individuels par leur durée acquiert la forme de la grandeur de valeur des produits du travail; enfin les rapports des producteurs, dans lesquels s'affirment les caractères sociaux de leurs travaux, acquièrent la forme d'un rapport social des produits du travail.»¹ Le rapport social des marchandises tel qu'il apparaît dans l'échange ne fait que représenter le rapport entre les travaux qui ont donné naissance à ces marchandises. En ce sens, il est plus exact de parler d'une seule détermination sociale qui s'impose à l'échange entre producteurs. Une fois déterminée par le mode de production, la mesure des produits règle l'échange des marchandises. En effet, étant donné que le rapport d'échange entre les produits ne fait que cacher le rapport entre les producteurs et donc entre leurs travaux, il est évident que la détermination sociale de la mesure des produits est à l'origine logique de tout le processus.

¹ *Op. cit.*, p. 606

SECTION 2

L'ÉCHANGE ENTRE ÉQUIVALENTS

Le point central de la théorie marxienne de la valeur est l'échange entre équivalents. Si deux marchandises s'échangent l'une contre l'autre, elles le font dans le respect d'une loi énoncée déjà par Aristote. «L'échange, dit-il, ne peut avoir lieu sans l'égalité, ni l'égalité sans la commensurabilité.»¹ «Ce qui montre le génie d'Aristote, c'est qu'il a découvert dans l'expression de la valeur des marchandises un rapport d'égalité. L'état particulier de la société dans laquelle il vivait l'a seul empêché de trouver quel était le contenu réel de ce rapport.»² Deux idées sont reprises par Marx. *D'abord les produits hétérogènes doivent être rendus commensurables, ensuite ils peuvent être échangés à égalité.* La première opération est la mensuration des produits en une unité commune: le travail social, la seconde est l'échange des biens dans le respect des mesures égales. Etant donné que la valeur-mesure de toute marchandise est déterminée par le travail socialement nécessaire à sa production, il s'ensuit que le processus d'échange ne peut en aucun cas la modifier. La valeur-mesure est une détermination sociale du produit qui s'impose à l'échange. La réciproque n'est pas vraie. L'échange se fait dans le respect des mesures sans qu'il exerce aucune influence sur leur détermination. «Si on fait abstraction des circonstances accidentelles qui ne proviennent point des lois immanentes à la circulation, il ne s'y passe, en dehors du remplacement d'un produit utile par un autre,

¹ *Op. cit.*, p. 590

² *Op. cit.*, p. 591

rien autre chose qu'une métamorphose ou un simple changement de forme de la marchandise. La même valeur, c'est-à-dire le même quantum de travail social réalisé, reste toujours dans la main du même échangiste, quoiqu'il la tienne tour à tour sous la forme de son propre produit, de l'argent, et du produit d'autrui. Ce changement de forme n'entraîne aucun changement de la quantité de valeur. Le seul changement qu'éprouve la valeur de la marchandise se borne à un changement de sa forme argent. ...Ce changement de forme n'affecte pas plus la quantité de valeur que ne le ferait le change d'un billet de cent francs contre quatre louis et quatre pièces de cent sous. Or, comme la circulation, par rapport à la valeur des marchandises, n'implique qu'un changement de forme, il n'en peut résulter qu'un échange d'équivalents.»¹

L'échange entre équivalents représente une loi qui s'impose à l'ensemble de l'économie. «Poser ainsi comme égales des quantités inégales, ce n'est pas seulement anéantir toute détermination de la valeur. Il est même impossible de formuler comme loi une contradiction de ce genre qui se détruit elle-même.»² Aucun doute n'est permis. La valeur des marchandises ne serait déterminée si elles ne s'échangeaient pas à égalité. Sans cette équivalence, toute l'analyse s'effondrerait car l'échange ne respecterait plus aucune loi scientifique. Non seulement les rapports d'échange se fixeraient d'une façon arbitraire, mais une fois fixés ils ne se prêteraient à aucune opération arithmétique: ni la production ni la répartition ne pourraient ainsi être connues. Incapable de définir la valeur économique des biens produits, la théorie économique se tiendrait à la marge de la recherche scientifique. La théorie de la valeur-travail de Marx pose le principe de l'échange entre équivalents et nous fournit les moyens de mesurer les produits.

Les images sont souvent utiles à la compréhension du raisonnement. Supposons que les unités d'équivalent général soient représentées par des cercles (o). Chaque cercle prend donc la place d'une unité monétaire. En face des cercles se trouvent les marchandises. Représentons-les par des croix (x), de sorte qu'à chaque croix corresponde par définition une unité de marchandise. L'objet est de

¹ *Op. cit.*, pp. 704-705

² *Op. cit.*, pp. 1030-1031

déplacer les croix. En effet la finalité de l'échange sur le marché des produits est bien de faire circuler les marchandises. L'économie étant monétisée, ce but est atteint par l'intermédiaire de la monnaie. «L'échange fait passer les marchandises des mains dans lesquelles elles sont des non-valeurs d'usage aux mains dans lesquelles elles servent de valeurs d'usage. Le produit d'un travail utile remplace le produit d'un autre travail utile. C'est la circulation sociale des matières.»¹ La loi de l'équivalence s'exprime de la façon suivante. Il est nécessaire et suffisant de déplacer un cercle pour déplacer une croix. La monnaie et les marchandises sont des biens mesurés dont l'échange s'effectue à égalité entre eux. Il s'ensuit que chaque fois qu'un achat a lieu, des produits sont cédés contre des unités monétaires d'une valeur égale. Puisque les croix et les cercles ont unitairement la même mesure, il est logique que chaque fois qu'on cède une croix on reçoive en échange un cercle et inversement. Dès qu'on déplace un cercle, c'est-à-dire dès qu'on dépense une unité de monnaie, on déplace une croix équivalente. A chaque dépense monétaire correspond un déplacement de marchandise de la même mesure.²

La validité de cette expression de la loi de l'échange entre équivalents est confirmée par l'analyse de la circulation des marchandises, représentée de la manière suivante: $M-A-M$. On vend une marchandise contre de l'argent qu'on utilise pour l'achat d'une autre marchandise. «Considéré sous son aspect purement matériel, le mouvement aboutit à $M-M$, échange de marchandise contre marchandise, permutation de matières du travail social.»³ Sauf en économie de troc, l'échange entre marchandises s'effectue par l'intermédiaire de la monnaie. Dès lors, chaque permutation de produits requiert deux mouvements distincts, $M-A$ et $A-M$. «L'échange ne s'accomplit donc pas sans donner lieu à deux métamorphoses opposées et qui se complètent l'une l'autre: transformation de la marchandise en argent et sa retransformation d'argent en marchandise. Ces deux métamorphoses de la marchandise présentent à

¹ *Op. cit.*, p. 643

² Nous vérifierons, dans un travail ultérieur, que la loi marxienne de l'échange entre équivalents ne comporte aucune exception, malgré les difficultés apparentes présentées par le problème de la transformation des valeurs en prix de production.

³ *Op. cit.*, p. 644

la fois, au point de vue de son possesseur, deux actes: vente, échange de la marchandise contre l'argent; achat, échange de l'argent contre la marchandise, et l'ensemble de ces deux actes: vendre pour acheter.»¹ A proprement parler, il y a deux échanges, car il y a deux déplacements distincts correspondant aux opérations de vente et d'achat. La loi d'équivalence s'affirme à deux reprises: une première fois dans la vente de la marchandise et donc dans l'échange entre le produit et la monnaie; et une deuxième fois dans l'achat, c'est-à-dire dans l'échange entre la monnaie et la nouvelle marchandise. Dans chacun de ces deux mouvements il y a équivalence entre la valeur-mesure du produit et celle de la monnaie. Le circuit $M-A-M$ représente deux déplacements distincts de la monnaie, auxquels correspondent deux déplacements de marchandises. L'unité monétaire doit se déplacer deux fois pour permettre la permutation des marchandises. Les déplacements des cercles correspondent aux déplacements des croix. Pour que les marchandises en présence changent de main, il est nécessaire et suffisant que la monnaie se déplace deux fois. Qu'un cercle se déplace deux fois ou que deux cercles se déplacent une fois ne change rien à notre énoncé. Ce qu'il faut considérer, c'est le nombre de déplacements accomplis par les cercles et non pas la quantité de cercles en déplacement. La circulation des marchandises confirme la loi de l'échange entre équivalents selon laquelle à chaque déplacement de monnaie (cercle) correspond le déplacement d'une marchandise (croix).

¹ *Op. cit.*, p. 644

LE MARCHÉ DES SERVICES PRODUCTEURS

Dès qu'il y a échange, la loi de l'équivalence se vérifie. En effet, cette loi s'impose à la fois sur le marché des produits et sur celui des services producteurs. Analysons-les séparément.

L'échange entre le capital variable v et la force de travail s'effectue sur le marché des services producteurs. Travailleur et capitaliste sont face à face en tant que vendeur et acheteur. Il faut bien comprendre que le travailleur ne vend pas directement le produit de son travail. La seule marchandise qui lui appartienne et qu'il peut céder au capitaliste est sa force de travail. Nous avons déjà souligné la différence que Marx introduit entre le travail et sa force. Seule cette dernière constitue une marchandise et peut donc être échangée contre un équivalent. Le travail est le principe de toute valeur. C'est l'unité de mesure dont la détermination précède logiquement le processus d'échange car elle permet de mesurer les marchandises physiquement hétérogènes. Il s'ensuit que le capital variable ne peut jamais être dépensé pour l'achat du travail lui-même. Ainsi ne reste-t-il qu'une possibilité: *l'échange sur le marché des services est l'achat de la force de travail*. «Or, il n'existe pas de valeur du travail, dans l'acception courante du mot. Nous avons vu que la quantité de travail nécessaire cristallisée dans une marchandise constitue sa valeur. En appliquant cette notion de la valeur, comment définirions-nous, par exemple, la valeur d'une journée de travail de dix heures?... Ce que l'ouvrier vend, ce n'est pas directement son travail, mais sa force de travail, qu'il met temporairement à la disposition du

capitaliste.»¹ Cet échange a lieu sur le marché des services producteurs. Pour que ce marché existe, il faut que le système économique soit fondé sur le travail salarié. L'ensemble du mode de production capitaliste est déterminé socialement sur la base de l'aliénation de la force-travail. «La transformation de l'argent en capital exige donc que le possesseur d'argent trouve sur le marché le travailleur libre, et libre à un double point de vue. Premièrement, le travailleur doit être une personne libre, disposant à son gré de sa force de travail comme de sa marchandise à lui; secondement, il doit n'avoir pas d'autre marchandise à vendre, être pour ainsi dire, libre de tout, complètement dépourvu des choses nécessaires à la réalisation de sa puissance travailleuse.»²

La détermination sociale de la force de travail est double. D'un côté c'est le développement du système du travail salarié qui pose la force de travail en tant que marchandise et de l'autre côté c'est l'ensemble du mode de production qui garantit sa mesure en travail social. En effet, la mesure de la force-travail est déterminée comme celle de toute autre marchandise par le temps de travail socialement nécessaire pour la produire. La somme du temps de travail employé à la production des biens destinés à la subsistance et à l'entretien de la force-travail constitue la valeur-mesure de cette force. «Le travail objectivé qui est nécessaire soit pour conserver matériellement la substance générale dans laquelle existe la capacité de travail de l'ouvrier et donc l'ouvrier lui-même, soit pour modifier cette substance générale en vue du développement de la capacité particulière, c'est le travail objectivé dans la marchandise. Ce travail est la mesure générale de la quantité de travail, de la somme d'argent que l'ouvrier reçoit dans l'échange.»³ La mesure de la force de travail une fois déterminée, l'échange sur le marché des services ne peut que s'y conformer. La valeur-mesure du capital variable que le capitaliste utilise pour payer le travailleur doit être la même que celle de la marchandise (la force de travail) qu'il reçoit en échange. *La loi de l'équivalence exige l'identité entre la mesure de la force-travail et celle du capital variable.* C'est uniquement parce que les deux grandeurs

¹ *Salaire, prix et plus-value, Oeuvres I*, pp. 508-509

² *Le Capital I, Oeuvres I*, p. 717

³ *Grundrisse...*, pp. 193-94

représentent la même quantité de travail social qu'elles peuvent s'échanger l'une contre l'autre. «L'échange entre l'ouvrier et le capitaliste est un échange simple; chacun reçoit un équivalent; l'un de l'argent, l'autre une marchandise dont le prix est exactement égal à l'argent payé pour elle.»¹

«Le problème est résolu dans tous ses termes. La loi des échanges a été rigoureusement observée, équivalent contre équivalent. Sur le marché, le capitaliste achète à sa juste valeur chaque marchandise - coton, broches, force de travail.»² L'originalité de ce dernier échange est à rechercher dans la nature particulière de la marchandise force de travail. En effet son utilisation se présente comme une dépense de travail vivant et donc comme source de valeur. En payant la force de travail à sa valeur, le capitaliste acquiert le droit de l'utiliser à sa guise. «En effet, le vendeur de la force de travail, comme le vendeur de toute autre marchandise, en réalise la valeur échangeable et en aliène la valeur usuelle. Il ne saurait obtenir l'une sans donner l'autre. La valeur d'usage de la force de travail, c'est-à-dire le travail, n'appartient pas plus au vendeur que n'appartient à l'épicier la valeur d'usage de l'huile vendue. L'homme aux écus a payé la valeur journalière de la force de travail; son usage pendant le jour, le travail d'une journée entière lui appartient donc.»³

Le fait que la force de travail produit directement de la valeur est sans influence sur la détermination de la mesure de cette force. Son caractère de marchandise n'est jamais remis en question, de sorte que sa mensuration est socialement déterminée par le temps de travail nécessaire pour la produire. Résultat du travail humain, elle en est aussi la source unique. Lorsque la marchandise-force-de-travail est apportée au marché des services, elle possède déjà sa mesure sociale, qui va servir de base à l'échange avec la monnaie détenue par le capitaliste. La loi de l'équivalence est respectée dès lors que l'échange a lieu entre deux expressions égales de la même unité de mesure. Si, par exemple, la mesure de la force-travail est de 10 heures, il faut que le travailleur reçoive en salaire une quantité de monnaie représentant exactement 10 heures de travail social. «La valeur d'échange de la force de travail,

¹ *Op. cit.*, pp. 192-93

² *Le Capital I, Oeuvres I*, p. 746

³ *Op. cit.*, p. 745

dont la réalisation a lieu dans le procès d'échange avec le capitaliste, est donc présumée, prédéterminée... L'ouvrier échange donc le travail en tant que simple valeur d'échange prédéterminée, déterminée par un procès passé - il échange donc le travail lui-même en tant que travail objectivé, c'est-à-dire uniquement dans la mesure où il objectivise une quantité déterminée de travail, et donc son équivalent est déjà fixé dans une mesure précise, il est déjà donné.»¹

Reprenons l'image des cercles et des croix. Si l'on représente la valeur-mesure journalière de la force de travail par une croix et la même valeur en monnaie par un cercle, il s'ensuit que l'échange sur le marché des services respectera toujours la proportion d'un cercle pour une croix. A chaque déplacement de l'un correspond un déplacement de l'autre. La loi de l'équivalence est stricte. Il est nécessaire et suffisant que l'ouvrier reçoive son salaire (n cercles) pour qu'il cède sa force de travail (n croix) au capitaliste. L'identité des valeurs-travail échangées définit la loi de l'équivalence. C'est cette identité qui fonde la loi selon laquelle le déplacement d'un cercle est nécessaire et suffisant au déplacement d'une croix. Le paiement du salaire correspond à un déplacement de cercle qui entraîne nécessairement un déplacement de la force de travail. Encore une fois, c'est parce que monnaie et marchandise, se confrontant sur le marché, représentent des biens mesurés que leur échange est possible dans l'équivalence des valeurs. Préalable logique à tout échange, la détermination sociale de la mesure économique conduit, par voie de conséquence, à la nécessité des échanges entre équivalents.

L'analyse de la force de travail nous permet de mieux saisir la démarche suivie par Marx. Impliqué par son concept de la valeur-mesure, son point de départ est de toute évidence l'échange entre équivalents. Face au problème du *profit*, Marx n'avait que deux possibilités; ou bien abandonner la loi aristotélicienne de l'équivalence ou essayer de la concilier avec la production d'une plus-value. Nous connaissons la solution choisie par Marx. «La transformation de l'argent en capital doit être expliquée en prenant pour base les lois immanentes de la circulation des marchandises, de telle sorte que l'échange d'équivalents serve de point de départ.»² C'est grâce à

¹ *Grundrisse...*, p. 214

² *Le Capital I, Oeuvres I*, p. 713

l'introduction de la force de travail qu'il arrive à expliquer le profit tout en sauvegardant l'échange entre équivalents. La distinction entre le travail et sa force est fondamentale. Sans elle, l'échange entre équivalents doit être abandonné, ainsi que l'explication du profit. La force de travail permet une solution, car elle est en même temps une marchandise comme les autres et la source de toute valeur d'échange. En tant que marchandise, elle possède une mesure qui lui permet d'être échangée contre un équivalent en monnaie. En tant que source de valeur, elle peut être employée par le capitaliste pendant une période de temps plus longue que celle qui est nécessaire à sa reproduction, ce qui dégage une plus-value (gratuite). «Si le procès de travail ne dure que jusqu'au point où la valeur de la force de travail payée par le capitaliste est remplacée par un équivalent nouveau, il y a simple production de valeur; quand il dépasse cette limite, il y a production de plus-value.»¹

Etant donné que l'échange se produit entre équivalents, «la circulation ou l'échange des marchandises ne crée aucune valeur.»² La formation de la plus-value doit donc être expliquée par le processus de production. Mais comment se fait-il que des marchandises d'une valeur donnée soient à l'origine de la production d'une valeur supérieure? C'est possible grâce à l'utilisation de la force de travail, marchandise particulière dont la valeur d'usage est créatrice de valeur d'échange. «Bien qu'inaugurée par l'achat et la vente de la force de travail, l'appropriation de plus-value est un acte qui s'accomplit à l'intérieur du processus de production, dont elle constitue un moment essentiel.»³ En bref, l'échange sur le marché des services s'effectue entre équivalents, l'enjeu étant la marchandise force de travail et non pas le travail lui-même. Néanmoins, une fois l'échange effectué, l'utilisation de cette marchandise dans le procès de production apparaît sous la forme du travail vivant créateur de valeur. D'où la conclusion que nous avons déjà formulée: la particularité de la force-travail permet d'expliquer la plus-value dans le respect du principe de l'échange entre équivalents.

¹ *Op. cit.*, p. 746

² *Op. cit.*, p. 711

³ *Le Capital II, Oeuvres II*, p. 747

LE MARCHÉ DES PRODUITS

La loi de l'équivalence se vérifie-t-elle aussi sur ce marché? Développons l'analyse en trois étapes.

1) *Les produits nouveaux*

Le cas le plus simple se présente lorsqu'on ne considère que le produit nouvellement créé dans une période donnée. La mesure de ce produit est égale au travail vivant dépensé, soit à $v + pl$: v représente le travail correspondant à la valeur de la force de travail, pl représente le surtravail. L'ouvrier travaille pendant un certain nombre d'heures pour reproduire sa force (v) et tout ce qu'il fournit en plus est approprié par le capitaliste sous forme de plus-value (pl). Etant donné que la mesure de la marchandise est définie par le temps de travail socialement nécessaire pour la produire, la valeur de la nouvelle production ne peut dépasser le montant des heures de travail fournies par les ouvriers. C'est le travail vivant qui mesure les produits nouveaux. Lorsque l'amortissement du capital constant (c) est nul et que les stocks sont inexistantes, la mesure du produit écoulable ne peut que s'identifier à $v + pl$. L'équivalence sur le marché des produits nouveaux est respectée si l'échange est conforme à cette mesure. L'échange entre équivalents exige que les marchandises soient échangées à leur vraie valeur, c'est-à-dire selon leur mesure en travail social. Les marchandises nouvellement produites représentent une valeur nouvelle dont le montant correspond aux heures de travail

dépensées. «La plus-value, tout comme la partie de valeur qui remplace le capital variable avancé en salaire, est une valeur nouvellement créée par le travailleur pendant le processus de production: c'est du travail coagulé.»¹

Dans la mesure du produit nouveau, on ne tient compte que du travail vivant dépensé dans la période. L'amortissement étant nul, on ne constate aucune transmission de valeurs créées dans des périodes précédentes. Si l'amortissement était positif, il faudrait introduire une distinction entre la valeur du produit global et celle des marchandises nouvelles. «La première erreur d'Adam Smith, c'est d'identifier la valeur du produit annuel à la valeur annuelle nouvellement produite. Celle-ci est uniquement le produit de l'année écoulée; celle-là renferme en outre tous les éléments de valeur utilisés pour la production du produit annuel, mais produits eux-mêmes l'année précédente. ...Le produit annuel total est donc le résultat du travail utile dépensé dans l'année; mais une partie seulement de la valeur du produit annuel a été créée dans l'année; cette partie, c'est le produit-valeur annuel qui représente la quantité de travail mis en mouvement dans l'année.»² Cette distinction n'est pas nécessaire ici. Tout le produit étant par hypothèse nouveau, l'établissement de sa valeur d'échange ne crée aucune difficulté. Comme le produit-valeur annuel ne représente que la quantité de travail mise en mouvement dans l'année, la mesure du produit nouveau est $v + pl$. L'échange ne peut que se conformer à cette détermination. Aucun écart ne peut donc se produire sur le marché entre la valeur d'échange et la valeur-mesure du produit nouveau.

Soit une production de chemises. Supposons que dans une période donnée le temps de travail socialement nécessaire à la fabrication de 10 chemises soit de 10 heures. En d'autres termes, le coût de production en travail pour le produit de la période considérée est de 10 h. Le fait que seule une partie de ces heures de travail est payée aux ouvriers est sans influence sur la détermination de la mesure du produit: v et pl représentent du travail social nécessaire à la production des chemises; ainsi déterminent-ils conjointement leur mesure. Les 10 chemises produites trouvent leur mesure économique en $v + pl = 10$ h. de travail social. La loi de l'équivalence s'imposant sur le marché des produits,

¹ *Op. cit.*, p. 748

² *Op. cit.*, pp. 741-42

les chemises s'échangeront contre une quantité de monnaie représentant cette valeur-travail. Si une unité monétaire représente une heure de travail, l'achat de chaque chemise suppose la dépense d'une unité de monnaie. Autrement dit, le déplacement des 10 chemises (des 10 croix) est assuré par dix déplacements d'une unité de monnaie (un cercle). En conclusion, le problème de l'écoulement du produit d'une seule période ne présente aucune difficulté théorique. La mesure de ce produit est donnée par le travail dépensé dans cette période unique. Il est donc tout à fait correct d'affirmer que la valeur-mesure du produit nouveau est égale à $v + pl$, soit à la totalité du travail vivant dépensé dans la période considérée.

2) *Les stocks ou le capital circulant*

L'étape suivante nous conduit à introduire les stocks dans l'analyse de la valeur d'échange. Il ne s'agit que d'une partie du capital constant (c) qui, dans sa globalité, comprend aussi le capital fixe. Les stocks représentent donc le capital constant circulant. La distinction entre ces deux catégories du capital constant est d'une grande importance. Il est essentiel de la définir correctement.

Un capital est fixe ou circulant selon le rôle qu'il joue dans le processus de production. S'il fonctionne en tant que moyen de production et influence par là-même la productivité physique du travail, alors il est fixe. Si, au contraire, il n'est qu'un élément matériel qui, une fois transformé par le travail, se retrouve dans le produit fini, alors il s'agit d'un capital circulant. La distinction entre les deux capitaux est fonctionnelle. La machine qui entre dans le processus de production participe directement à la fabrication des marchandises. Son rôle est actif. Il est tout à fait correct d'affirmer que la machine produit par l'intermédiaire du travail vivant avec lequel elle entre en contact. La même affirmation n'est évidemment pas possible lorsqu'il s'agit d'une matière première. Celle-ci ne participe qu'indirectement au processus de production dans le sens exact où elle se limite à réapparaître sous une autre forme dans le produit à écouler sur le marché. La matière première subit l'acte de production; son rôle est éminemment passif.

Le capital fixe est du capital consommé productivement, tandis que le capital circulant n'est jamais consommé dans le processus de production. Le capital circulant est donc essentiellement représenté par

des marchandises vendues dans la période actuelle, mais produites dans une période antérieure. Le fil servant à la production des chemises est vendu une fois que les chemises sont achetées sur le marché des produits. Ainsi le fil produit en p_0 est-il vendu deux fois, d'abord par son producteur au fabricant des chemises et ensuite par celui-ci à l'acheteur des chemises.

«Nous avons vu au Livre I, chap. V, que, dans tout processus de travail et dans n'importe quelles conditions sociales, les moyens de production se divisent en moyens de travail et en objets de travail. Mais ce n'est que dans le mode de production capitaliste que tous deux deviennent du capital, «capital productif», comme nous l'avons défini dans la section précédente. Ainsi la différence, découlant de la nature du processus de travail, entre moyen de travail et objet de travail se reflète, sous une forme nouvelle, dans la différence entre capital fixe et capital circulant. C'est alors seulement qu'une chose qui fonctionne comme moyen de travail devient capital fixe. Si, en vertu de ses propriétés naturelles, elle peut servir à d'autres fonctions qu'à celle de moyen de travail, elle est capital fixe ou ne l'est pas, suivant la spécificité de sa fonction. Les bêtes comme bêtes de somme sont du capital fixe; comme bêtes à l'engrais elles sont des matières premières qui entrent finalement dans la circulation comme produit; ce n'est donc pas du capital fixe, mais du capital circulant.»¹

La distinction est nette. Le capital fixe appartient à la catégorie des moyens de travail tandis que le capital circulant s'identifie aux objets de travail. «Le moyen de travail est une chose ou un ensemble de choses que l'homme interpose entre lui et l'objet de son travail comme conducteurs de son action. Il se sert des propriétés mécaniques, physiques, chimiques de certaines choses pour les faire agir comme force sur d'autres choses, conformément à son but.»² Les machines, par exemple, s'interposent entre le travail et les matières premières. Elles deviennent la cause indirecte de la production des marchandises, la cause première étant le travail vivant. Le capital fixe participe donc à la production des marchandises, sa consommation est productive. Quant au capital circulant, il s'identifie aux objets de travail qui, une fois transformés dans le procès de production, réapparaissent en tant

¹ *Op. cit.*, p. 594

² *Le Capital I, Oeuvres I*, p. 729

que partie constituante du produit fini. La consommation de cette partie du capital constant n'est pas productive car elle s'opère en dehors de la production, dans la sphère de la circulation. «On le voit: le caractère du produit, de matière première ou de moyen de travail ne s'attache à une valeur d'usage que suivant la position déterminée qu'elle remplit dans le procès de travail, que d'après la place qu'elle y occupe, et son changement de place change sa détermination.»¹ Les stocks ou le capital circulant sont représentés par les objets de travail. Si l'on fait abstraction des objets directement fournis par la nature, les stocks s'identifient à des marchandises produites par le travail dans des périodes antérieures et qui doivent encore être écoulées. Qu'elles aient changé de forme pendant le processus de production et qu'elles aient déjà été achetées au moins une fois, cela n'est pas déterminant pour la suite du raisonnement. Ce qui est important, c'est que le capital circulant se retrouve sur le marché en tant que produit représentant une quantité de travail social bien déterminée.

A présent, notre problème est le suivant. *L'échange du produit dans le respect de sa mesure permet-il l'amortissement du capital circulant?* En effet, le capital constant, fixe ou circulant, doit être amorti. «La question se présente ainsi: comment le capital consommé dans la production est-il remplacé matériellement et dans sa valeur au moyen du produit annuel, et comment le processus de ce remplacement se combine-t-il avec la consommation de la plus-value par les capitalistes et celle du salaire par l'ouvrier?... En outre, il est supposé que les produits s'échangent à leur valeur et qu'aucune révolution ne s'opère dans la valeur des composantes du capital productif.»² Pour que le capital circulant soit amorti, il faut que sa valeur puisse être comptée dans celle du produit fini. Etant donné que l'échange s'effectue entre équivalents, il ne peut y avoir de différence systématique entre prix et valeurs. Il s'ensuit que le problème de l'amortissement du capital circulant est résolu dès que sa mesure fait partie de celle du produit écoulable, donc à partir du moment où il est possible de mesurer le produit de la période par $c + v + pl$. Dans cette expression de la valeur, c ne constitue que la mesure des stocks, puisque nous faisons abstraction du capital fixe.

¹ *Op. cit.*, p. 733

² *Le Capital II, Oeuvres II*, p. 752

Les stocks ne représentant que des marchandises dont l'écoulement s'opère par l'intermédiaire du produit fini, il est tout à fait logique que leur mesure soit comptée dans celle du produit écoulable. La distinction entre valeur nouvellement produite et valeur du produit de la période se concrétise dans deux mesures différentes. En effet, seul le travail vivant dépensé dans la période donne la mesure de la valeur nouvelle qui est dès lors représentée par $v + pl$. Mais, dans la mesure du produit écoulable, il faut inclure le travail ancien qui est utilisé pour la production du capital circulant. Le produit qu'on écoule aujourd'hui ayant été partiellement produit hier, il doit être mesuré par $c + v + pl$, où c représente les stocks. «Le produit annuel total est donc le résultat du travail utile dépensé dans l'année; mais une partie seulement de la valeur du produit annuel a été créée dans l'année; cette partie, c'est le produit-valeur annuel qui représente la quantité de travail mis en mouvement dans l'année.»¹

Les chemises écoulables comprennent la mesure du fil qui a servi à leur production et qui a lui-même été produit dans une période antérieure. La vente des chemises inclut celle du fil: la valeur des chemises est donc mesurée par $v + pl$, le travail vivant dépensé pour leur production, plus c , le travail social nécessaire à la production du fil. Le capital circulant n'étant pas un moyen mais un objet de travail, il ne fait que traverser le processus de production pour se retrouver dans la circulation. En définitive, la mesure du produit écoulable est $c + v + pl$. Il suffit donc de l'échanger contre une somme de monnaie de la même mesure pour qu'il n'y ait aucun écart entre prix et valeur et pour que la loi de l'échange entre équivalents soit respectée.

L'amortissement du capital circulant ne crée aucune difficulté analytique, car il est parfaitement compatible avec la loi de l'équivalence. La raison en est que les stocks représentent des marchandises écoulables sur le marché et non pas des moyens de travail fixés dans l'appareil de production. Etant écoulables, ils doivent être comptés dans le produit de la période, de sorte qu'aucun écart n'est possible entre prix et mesure. Soit un exemple. La production de chemises en p_1 requiert 10 heures de travail social et une quantité de fil produit en p_0 en 5 heures de travail. La mesure du produit écoulable est donc de $10 + 5 = 15$ heures. La valeur du fil doit être

¹ *Op. cit.*, p. 742

comptée car, bien que produit en p_0 , il réapparaît sur le marché en p_1 . Pour l'achat des chemises il est donc nécessaire de dépenser une valeur en monnaie égale à 15 h. de travail. Si le produit d'une heure de travail est représenté par une croix; si, d'autre part, un cercle représente une somme de monnaie dont la valeur est elle aussi égale à une heure de travail, il s'ensuit que pour déplacer (acheter) les 15 chemises (les 15 croix), il faut déplacer 15 fois un cercle. A chaque déplacement d'un cercle correspond le déplacement d'une croix. La loi de l'équivalence est pleinement respectée; l'analyse de l'amortissement du capital circulant ne peut que la confirmer.

Qu'en est-il du capital fixe? Son amortissement peut-il s'effectuer sans infirmer l'échange entre équivalents? Constitué par des moyens de travail, le capital fixe ne quitte jamais la sphère de la production. Au contraire, il y reste fixé jusqu'au moment où il aura totalement disparu. Le capital fixe ne passant jamais dans la sphère de la circulation - sur le marché des produits -, sa valeur doit-elle néanmoins être comptée dans la mesure du produit écouable? Autrement dit, le problème est le suivant: *l'amortissement du capital fixe introduit-il un écart irréductible entre prix et valeur?*

CHAPITRE III

L'AMORTISSEMENT DU CAPITAL FIXE

SECTION I

LE CAPITAL FIXE

Si nous supposons que les stocks sont nuls, le capital constant est représenté uniquement par les moyens de travail. La différence entre capital circulant et capital fixe est connue. Tandis que le premier ne fait que traverser le processus de production pour se présenter sur le marché des produits, le capital fixe trouve sa raison d'être dans sa participation active à la production des marchandises. Jamais il ne se déplace dans la sphère de circulation. Bien sûr, les machines nouvellement produites sont vendues sur le marché tout comme n'importe quelle autre marchandise, mais lors de cet échange elles n'existent pas encore sous forme de capital constant. Ce n'est qu'une fois entrés dans le processus de production que les moyens de travail se transforment en capital fixe. «Cependant, dès que le premier acte de circulation est terminé, donc dès que la marchandise est entrée dans le circuit du capital lui-même et a pris son aspect propre, elle a cessé de fonctionner comme marchandise, dont le seul rôle est de se transformer en argent, de se vendre. Désormais, elle fonctionnera, entre les mains du capitaliste, comme capital productif.»¹

Une fois transformés en capital fixe, les moyens de travail permettent d'accroître la productivité physique du travail vivant. Marx repousse l'idée physiocratique selon laquelle le capital constant serait productif de valeur d'échange. Seul le travail social crée de la valeur. L'emploi de machines ne peut qu'augmenter la quantité de

¹ *Op. cit.*, p. 520

produits sur laquelle se répartit la valeur créée. Son influence s'exerce au niveau des valeurs d'usage. «L'efficacité, dans un temps donné, d'un travail utile dépend de sa force productive. Le travail utile devient donc une source plus ou moins abondante de produits en raison directe de l'accroissement ou de la diminution de sa force productive. Par contre, une variation de cette dernière force n'atteint jamais directement le travail représenté dans la valeur. Comme la force productive appartient au travail concret et utile, elle ne saurait plus toucher le travail dès qu'on fait abstraction de sa forme utile. Quelles que soient les variations de sa force productive, le même travail, fonctionnant durant le même temps, se fixe toujours dans la même valeur. Mais il fournit dans un temps déterminé plus de valeurs d'usage, si sa force productive augmente, moins si elle diminue.»¹

Le capital fixe ne produit donc jamais de la valeur d'échange. Sa participation au processus de production se concrétise par une augmentation quantitative des marchandises produites, résultat direct de l'accroissement de la force productive du travail. Si le capital fixe ne crée aucune valeur, il peut néanmoins en transmettre. Cette transmission de valeur s'effectue dans la mesure de la dépréciation des machines. «On voit ici d'une manière frappante qu'un moyen de production ne transmet jamais au produit plus de valeur qu'il n'en perd lui-même par son dépérissement dans le cours du travail.»² Toute valeur étant fruit du travail social, il s'ensuit que le capital fixe ne peut transmettre au produit que le travail reçu. «Les moyens de production ne peuvent donc jamais ajouter au produit plus de valeur qu'ils n'en possèdent eux-mêmes.»³ Le capital fixe fonctionne en tant qu'intermédiaire entre le travail et le produit. Ainsi le travail se communique-t-il au produit à travers la machine.

Il est important de souligner ici que la partie du capital fixe correspondant à l'amortissement ne se représente jamais sur le marché des produits. Quand l'amortissement du capital constant est celui d'une machine, il n'implique pas l'écoulement, dans la période où l'on amortit, d'un produit d'une période antérieure. Il s'ensuit qu'on ne peut amortir qu'en écoulant le produit de la période. Les moyens de

¹ *Le Capital I, Oeuvres I*, p. 574

² *Op. cit.*, p. 756

³ *Op. cit.*, p. 758

travail ne se retrouvent pas directement dans le produit, leur sphère n'étant pas celle de la circulation, mais celle de la production. Ainsi la fonction du capital fixe est nettement distincte de celle du capital circulant. «En outre, les moyens de production où se trouve fixé un élément du capital productif sont retirés en bloc de la circulation pour toute la durée de leur fonctionnement. ...Enfin, pendant la durée de fonctionnement des moyens de production, la valeur-capital investie en capital fixe parcourt le cycle de ses formes non pas dans sa matière, mais dans sa valeur et cela seulement de manière partielle et progressive.»¹ Le capital fixe est un élément déterminant à l'intérieur du processus de production. N'apparaissant jamais sur le marché des produits, sa valeur ne peut pas être directement comptée dans celle du produit écouable. *Le capital fixe, dans la mesure de l'amortissement, ne se retrouve pas dans les marchandises qu'il contribue à produire.* Le système exige néanmoins que même cette partie du capital constant soit amortie.

Si le capital fixe ne se retrouve pas directement dans le produit, il faut qu'il y ait au moins transmission de sa valeur. C'est la solution choisie par Marx. Les machines transmettent au produit une partie de la valeur précédemment reçue par le travail. «C'est l'usure, la dépréciation qu'ils subissent peu à peu au cours d'une période de fonctionnement déterminée, qui réapparaît comme élément de valeur des marchandises qu'ils ont aidé à produire, et qui est transférée de l'instrument de travail au produit du travail.»² Comment cette transmission de valeur s'opère-t-elle? La machine n'étant pas productrice de valeur, il faut qu'elle entre en contact avec le travail vivant. «Or, si des produits sont non seulement le résultat mais encore la condition d'existence du procès de travail, ce n'est qu'en les y jetant, qu'en les mettant en contact avec le travail vivant que ces résultats du travail passé peuvent être conservés et utilisés.»³ L'opération de transmission se déroule en deux phases simultanées. Du travail mort passe de la machine dans le produit et du travail vivant déplace le travail mort. Il s'ensuit qu'il y a substitution du travail vivant au travail mort. En effet, comment est-il possible que du capital fixe,

¹ *Le Capital II, Oeuvres II*, p. 600

² *Op. cit.*, p. 789

³ *Le Capital I, Oeuvres I*, p. 734

incapable de créer de la valeur d'échange, puisse en transmettre au produit sinon par intermédiation entre le travail vivant et le produit? La machine ne peut transmettre que la valeur qu'elle reçoit. Ainsi le capital fixe fonctionne-t-il en tant qu'agent de transmission de la valeur produite par le travail.

Les premiers résultats de l'analyse sont les suivants. Le capital fixe accroît la production physique de la période. Ce faisant, il est consommé productivement à l'intérieur du processus de production de sorte qu'il ne peut jamais s'incorporer directement au produit. Il participe à la production des marchandises sans pour autant faire partie du produit écoulable. Par conséquent, sa valeur ne peut pas être comptée dans la mesure du produit écoulable à moins qu'il n'y ait transmission à l'aide du travail vivant. Le capital fixe ne peut fonctionner qu'en tant qu'intermédiaire entre le travail et le produit. En effet, seul le travail vivant est productif de valeur. Sans travail, le capital fixe ne peut ni créer ni transmettre de la valeur. Il est évident que la machine ne peut transmettre de la valeur au produit que si du travail vivant se transmet à la machine. Jamais du capital fixe ne peut donner sans recevoir. Cette capacité est réservée uniquement au travail social.

Revenons pour un instant au capital circulant. Il ne joue aucun rôle actif dans le processus de production. Son influence sur la productivité physique du travail est nulle. En effet, il fonctionne en tant qu'objet du travail et non pas en tant que moyen de travail, de sorte qu'il subit des transformations sans jamais en apporter. Les stocks représentent essentiellement des marchandises qui, de la sphère de la circulation, passent à celle de la production pour la traverser et tomber à nouveau dans la circulation. Les matières premières, par exemple, une fois transformées par le travail vivant, quittent le processus de production et se présentent sur le marché en tant que partie constitutive du produit fini. Leur utilisation dans la production ne correspond pas à une consommation productive, car elles n'ont la possibilité de produire ni de la valeur d'échange ni de la valeur d'usage. Tandis que les machines co-déterminent la production de valeurs d'usage par leur influence sur la productivité physique du travail, les matières premières ne peuvent que s'incorporer aux marchandises nouvellement produites. Leur valeur d'usage peut uniquement être transmise au produit. Ainsi le capital circulant fait-il directement partie du produit écoulable. C'est pour cette raison que sa mesure peut être comptée

dans celle du produit. N'étant qu'une marchandise produite hier et disponible aujourd'hui, il est logique que sa mesure soit ajoutée à celle du travail vivant.

La même analyse ne peut pas être appliquée au capital fixe. En effet, sa fonction est essentiellement opposée à celle du capital circulant. Les machines ne quittent jamais le processus de production. Elles déterminent quantitativement la production des marchandises en agissant sur la force productive du travail. Le rôle du capital circulant est de subir des transformations pour se représenter sur le marché des produits sous une forme nouvelle, tandis que le rôle du capital fixe est de déterminer la production de valeurs d'usage. *Cette différence fonctionnelle entre les deux capitaux ajoutée au fait que le capital fixe ne se représente jamais sur le marché crée une difficulté au niveau de la mesure du produit écouable.* L'amortissement du capital fixe doit-il être compté dans cette mesure? Pour cela, il faut qu'il y ait transmission de valeur de la marchandise au produit. «Si l'on considère la période entière pendant laquelle un instrument de travail fait son service, depuis le jour de son entrée dans l'atelier jusqu'au jour où il est mis au rebut, on voit que sa valeur d'usage pendant cette période a été consommée entièrement par le travail, et que par suite sa valeur s'est transmise toute entière au produit.»¹ Pour que le capital fixe puisse transmettre de la valeur au produit, il faut qu'il en reçoive. En effet, seul le travail vivant possède la faculté de créer de la valeur d'échange et donc de transmettre sans recevoir. La machine ne peut fonctionner qu'en tant qu'intermédiaire entre le travail et le produit. Elle ne peut transmettre du travail que dans la mesure où du travail lui est transmis.

L'amortissement du capital fixe doit être expliqué dans le respect de la loi des échanges. Il faut donc que sa mesure puisse être ajoutée à celle du travail vivant dépensé dans la période. «La valeur du produit annuel total créé à l'aide de ce capital, dans chacune des deux sections, se décompose en une partie qui représente le capital constant c consommé dans la production, et quant à sa valeur, transféré simplement dans le produit, et en une partie ajoutée par le travail total de l'année.»² *Le problème est donc de savoir si la valeur du capital fixe amorti peut logiquement être comptée dans la mesure du produit écouable.*

¹ *Op. cit.*, p. 755

² *Le Capital II, Oeuvres II*, p. 755

SECTION 2

LA VALEUR DU CAPITAL FIXE SE RETROUVE-T-ELLE
DANS LE PRODUIT?

Le but est de résoudre ce problème par la pensée de Marx et uniquement par elle.

Solution

«L'ouvrier communique une valeur nouvelle à l'objet du travail par l'addition d'une nouvelle dose de travail, quel qu'en soit le caractère utile. D'autre part, nous retrouvons les valeurs des moyens de production consommés comme élément dans la valeur du produit, par exemple la valeur du coton et des broches dans celle des filés. Les valeurs des moyens de production sont donc conservées par leur transmission au produit. Cette transmission a lieu dans le cours du travail, pendant la transformation des moyens de production en produit. Le travail en est donc l'intermédiaire.»¹ Ainsi la solution est-elle clairement affirmée par Marx: dans le cours du travail les moyens de production transmettent leur valeur au produit.

En fait, la solution est loin d'être trouvée, car nous venons de citer le début du chapitre VIII et ces quelques lignes ne sont que le commencement d'un long raisonnement. Marx s'interroge. La valeur des moyens de travail est transmise au produit. «Mais de quelle manière?»²

¹ *Le Capital I, Oeuvres I*, p. 751

² *Op. cit.*, p. 751

1. Nous savons déjà que le travail est l'intermédiaire de cette transmission. Mais le travail est également la source de la valeur nouvelle apportée dans la période. Faut-il en conclure que le travail se dédouble? «L'ouvrier ne travaille pas doublement dans le même temps, une fois pour ajouter une nouvelle valeur au coton, et l'autre fois pour en conserver l'ancienne, ou, ce qui revient absolument au même, pour transmettre au produit, aux filés, la valeur des broches qu'il use et celle du coton qu'il façonne. C'est par la simple addition d'une nouvelle valeur qu'il maintient l'ancienne. Mais comme l'addition d'une valeur nouvelle à l'objet du travail et la conservation des valeurs anciennes dans le produit sont deux résultats tout à fait différents que l'ouvrier obtient dans le même temps, ce double effet ne peut évidemment résulter que du caractère double de son travail. Ce travail doit, dans le même moment, en vertu d'une propriété, créer, et en vertu d'une autre propriété, conserver ou transmettre de la valeur.»¹ L'ouvrier ne travaille pas deux fois mais son travail a un caractère double. La première conclusion en est que *la valeur des moyens de travail est maintenue en chaque période par le travail de cette même période.*

2. Avant de poursuivre le raisonnement de Marx, insistons sur la conclusion du point précédent. La transmission de la valeur des moyens de travail au produit se fait par l'«intermédiaire» du travail. «Dans le même moment» - autrement dit dans la même période - l'ouvrier crée et transmet de la valeur. Il faut donc que son travail ait un caractère double puisque créer n'est pas transmettre. Ce caractère double du travail est explicitement affirmé par Marx. Ainsi, dans la période, le travail produit-il une valeur nouvelle et, simultanément, en vertu de son deuxième caractère, il conserve la valeur des moyens de production usés. Etant de caractère double, le même travail produit la valeur ajoutée et conserve la valeur des moyens de production usés. Or, le produit de la période p_n ne dérive sa valeur que de deux sources: (i) du travail exercé en p_n et (ii) des moyens de travail usés en p_n . Puisque la valeur des moyens de travail ne parvient au produit que par l'intermédiaire du travail, il s'ensuit que le produit de la période p_n dérive sa valeur d'une source unique, à savoir du travail exercé en p_n . En vertu de sa première propriété, le travail de p_n crée la valeur ajoutée en p_n et, en vertu de sa seconde propriété, le travail de p_n conserve la

² *Op. cit.*, p. 751

valeur des moyens de travail usés en p_n , ou, «ce qui revient exactement au même», il la transmet au produit de p_n . Il en résulte bien que la valeur totale du produit de p_n est due au travail exercé en p_n , en l'une et en l'autre de ses deux propriétés, additivement. Si l'on appelle «vivant» le travail exercé en p_n et «mort» le travail de toute période antérieure, il s'ensuit que la valeur du produit de toute période p_n est entièrement due au travail vivant.

Travail vivant de p_n —————> valeur produite en p_n

3. «Comment l'ouvrier ajoute-t-il du travail et par conséquent de la valeur? N'est-ce pas sous la forme d'un travail utile et particulier et seulement sous cette forme? Le fileur n'ajoute de travail qu'en filant, le tisserand qu'en tissant, le forgeron qu'en forgeant. Mais c'est précisément cette forme de tissage, de filage, etc., en un mot la forme productive spéciale dans laquelle la force de travail est dépensée, qui convertit les moyens de production tels que coton et broche, fil et métier à tisser, fer et enclume en éléments formateurs d'un produit, d'une nouvelle valeur d'usage. L'ancienne forme de leur valeur d'usage ne disparaît que pour revêtir une forme nouvelle. Or, nous avons vu que le temps de travail qu'il faut pour produire un article comprend aussi le temps de travail qu'il faut pour produire les articles consommés dans l'acte de sa production. En d'autres termes, *le temps de travail nécessaire pour faire les moyens de production consommés compte dans le produit nouveau.*»¹

Le travail dépensé en p_n est l'addition du travail produisant les biens de consommation à l'aide des moyens de production et du travail remplaçant les moyens de production usés pour produire les biens de consommation et les moyens de production eux-mêmes. Dans ce qui suit, nous ne retiendrons qu'une partie des moyens de production, à savoir les moyens de travail, puisque les objets de travail ne relèvent pas du problème que nous discutons en ce moment, qui est celui de l'amortissement du capital fixe.

travail = X	travail = Y
biens de consommation nouveaux	moyens de travail usés

¹ *Op. cit.*, p. 752

Quel est le prix de revient des biens de consommation? Ce prix est égal à $X + Y$ unités de travail. En effet, les Y unités de travail produisent uniquement des biens servant à produire les biens de consommation. Le temps de travail nécessaire pour produire les biens de consommation nouveaux comprend les Y heures de travail dépensées pour remplacer les moyens de travail usés. Telle est bien la solution proposée par Marx. Le travail total est de $X + Y$ unités. Or, la totalité du travail est nécessaire pour produire les biens de consommation nouveaux: les Y unités du travail reproduisant le capital fixe sont elles aussi nécessaires à la production des biens de consommation nouveaux.

4. Rapprochons les résultats des deux derniers points. Soit X_{p_n} et Y_{p_n} le travail vivant constaté en p_n dans les deux secteurs de l'économie. Quelle est la valeur du produit de p_n ? La première propriété du travail, qui est de créer la nouvelle valeur, donne pour résultat $X + Y$. La seconde propriété du travail, qui est de conserver la valeur des moyens de travail usés, n'ajoute rien au produit de p_n , qui reste égal à $X + Y$ unités de valeur. Dès lors quel est l'effet exact de la seconde propriété distinguée par Marx?

a. On sait que cette propriété n'aboutit pas à l'addition d'une valeur au produit total $X + Y$.

b. Ne se pourrait-il pas néanmoins qu'elle aboutisse à l'addition de la valeur Y au produit du secteur X ? C'est logiquement impossible, car la valeur produite en p_n serait alors égale à $X + 2Y$, ce qui est interdit (a).

c. La seule solution est donc de retenir $X + Y$ comme l'expression de la valeur totale produite en p_n (première propriété du travail) et d'ajouter (seconde propriété du travail) que Y compte dans la production des biens de consommation dont la valeur est X . C'est la solution même de Marx. «Or, nous avons vu que le temps de travail qu'il faut pour produire un article comprend aussi le temps de travail qu'il faut pour produire les articles consommés dans l'acte de sa production.»

Ainsi toute la valeur du produit de p_n est dérivée du travail vivant ($X + Y$), mais le travail vivant constaté dans la section reproduisant les moyens de travail usés en p_n doit être considéré comme nécessaire à la production des biens de consommation qui apparaissent en p_n .

5. Il est très important de saisir correctement la pensée de Marx: l'amortissement du capital fixe découle du second caractère du travail

vivant, sans augmenter la valeur créée par le premier caractère de ce travail. «Le travailleur conserve donc la valeur des moyens de production consommés, il la transmet au produit comme partie constituante de sa valeur, non parce qu'il ajoute du travail en général, mais par le caractère utile, par la forme productive de ce travail additionnel.»¹ La maintenance des moyens de travail n'implique aucune addition au travail en général: ainsi, que les moyens de travail soient maintenus ou non, la valeur produite est égale à $X + Y$ unités de travail, les Y unités de travail servant ou non à reproduire le capital fixe usé. Si elles servent à cette fin, la conservation de la valeur du capital fixe résulte de Y unités de travail vivant, de telle sorte que la valeur du produit total est égale à $X + Y$ unités de travail, c'est-à-dire au temps de travail socialement nécessaire pour produire les biens de consommation nouveaux ainsi que pour reproduire les instruments de travail usés dans la production courante des deux secteurs.

Reprenons la démonstration. Partons du cas théorique le plus simple, celui de la non-reproduction des moyens de travail utilisés. Soit donc une entreprise qui emploie du travail vivant pour une durée de 15 heures et une machine représentant un travail mort de 5 heures. Supposons encore que la machine en question soit totalement amortie pendant le procès de production. La question qui se pose est la suivante. La valeur du produit de la période est-elle égale à 20 ou à 15 heures de travail? Si la première réponse est la bonne, c'est que la valeur du capital fixe se retrouve dans le produit. Si c'est la deuxième réponse qui est retenue, alors l'idée d'une transmission de valeur du capital fixe au produit doit être abandonnée.

Pour trancher, il est bon de se référer directement à Marx. Il affirme notamment que: «l'ouvrier ne travaille pas doublement dans le même temps, une fois pour ajouter une nouvelle valeur au coton, et l'autre fois pour en conserver l'ancienne, ou ce qui revient absolument au même, pour transmettre au produit, aux filés, la valeur des broches qu'il use et celle du coton qu'il façonne.»² Ceci signifie très exactement qu'il y a identité entre conservation et transmission de la valeur du capital fixe. Si la conservation n'a pas lieu, toute possibilité de transmission tombe. Or, c'est exactement ce qui se passe dans le cas

¹ *Op. cit.*, p. 752

² *Op. cit.*, p. 751

envisagé, où l'amortissement supposé est nul. Aucune partie du travail vivant n'est utilisée pour la reproduction (conservation) de la machine. Il s'ensuit qu'aucune transmission de valeur ne s'opère entre la machine et le produit auquel elle donne naissance. La solution de Marx est la deuxième: la valeur du produit de la période est égale à 15 heures de travail. Seul le travail vivant mesure la valeur écouable.

Si nous abandonnons l'hypothèse de la non-reproduction des moyens de travail, la démonstration peut être élargie. Cinq des 15 heures de travail vivant disponibles vont désormais être utilisées pour remplacer le capital fixe employé. Cette dépense de travail permet la conservation de la machine. Dans ce cas, étant donnée l'identité entre la transmission et la conservation, nous pourrions conclure à une transmission de valeur de la machine aux biens produits. Mais il est évident qu'il n'y a pas de transmission à proprement parler. En effet, le capital fixe ne peut être conservé que par sa reproduction. Il s'ensuit que la «transmission» est en réalité une reproduction. La valeur totale de la production est mesurée par le travail vivant dépensé pour produire les biens de consommation plus celui employé à la reproduction du capital fixe. Le travail mort est compté dans la valeur du produit seulement dans la mesure de sa reproduction. La conclusion est ferme. Aucune fraction du travail mort ne s'ajoute au travail vivant dans le calcul de la valeur des biens écouables.

Ce qui précède peut être corroboré par un autre raisonnement de Marx. Nous savons que la valeur de toute marchandise est déterminée par le temps de travail socialement nécessaire à la reproduire. Les moyens de production étant des marchandises parmi les autres, leur valeur se détermine de la même façon. Par conséquent, un changement dans le temps de travail nécessaire implique une variation de leur valeur. «Si le temps de travail social qu'exige la production d'un article subit des variations - ... - alors la marchandise ancienne, qui ne compte jamais que comme échantillon de son espèce, s'en ressent immédiatement, parce que sa valeur est toujours mesurée par le travail socialement nécessaire, ce qui veut dire par le travail nécessaire dans les conditions actuelles de la société.»¹

¹ *Op. cit.*, p. 763

Dans ces conditions, quelle est la valeur transmise par le capital fixe? Faut-il considérer sa valeur ancienne ou bien celle qui est nécessaire à sa reproduction? La réponse est d'importance. Si la transmission du capital fixe est de nature matérielle, s'il y a transmission de substance, de travail incorporé, alors la valeur du capital fixe qui se retrouve dans le produit ne peut qu'être identique à la valeur ancienne. Au contraire, si par transmission on entend la conservation des moyens de travail, alors dans le produit on ne retrouve, à proprement parler, aucune valeur. La conservation du capital fixe implique sa reproduction. Dès lors, il sera compté dans la production nouvelle à sa valeur de reproduction. «Comme la valeur des matières, la valeur des instruments de travail déjà employés dans la production, machines, constructions, etc., peut changer, et par cela même la portion de valeur qu'ils transmettent au produit.»¹ Dans ce cas, il est évident que Marx n'utilise le terme de transmission que dans la mesure où il le considère comme absolument identique à celui de conservation. «Le travailleur conserve donc la valeur des moyens de production consommés, il la transmet au produit.»² L'ensemble de la valeur du produit est donc constitué par le travail vivant dépensé soit pour la production des biens de consommation soit pour la reproduction du capital fixe: $X + Y$.

6. Le problème est résolu: *la valeur du capital fixe ne se retrouve pas dans le produit*. Soit Y la fraction du capital fixe (les moyens de travail) usés dans la production de la période p_n . Si cette valeur se retrouvait dans le produit de la période p_n , elle l'augmenterait d'autant. La valeur du produit de p_n passerait ainsi de $X + Y$ (mesure du travail vivant) à $X + Y + Y$ (le second Y correspondant à un travail mort). Or, Marx est formel. D'une part la transmission au produit de la valeur usée du capital fixe s'opère par le travail vivant (points 1 et 2) et, d'autre part, le travail a la propriété de conserver le capital, «non parce qu'il ajoute du travail en général» mais parce que le travail nécessaire à reproduire les moyens de production doit être ajouté au travail nécessaire pour produire les biens de consommation (point 3). On en déduit que si les moyens de travail ne conservaient pas leur valeur, le produit de la période p_n serait égal à $X + Y$, et que ce produit est égal à $X + Y$ tout

¹ *Op. cit.*, p. 763

³ *Op. cit.*, p. 752

pareillement bien que les moyens de travail conservent leur valeur. Or, répétons que, *selon Marx, il est absolument identique de dire que les moyens de travail conservent leur valeur et de dire qu'ils la transmettent au produit.* «L'ouvrier ne travaille pas doublement dans le même temps, une fois pour ajouter une nouvelle valeur au coton, et l'autre fois pour en conserver l'ancienne, ou, ce qui revient absolument au même, pour transmettre au produit, aux filés, la valeur des broches qu'il use et celle du coton qu'il façonne.»¹ Puisque la conservation de la valeur des moyens de travail va de pair avec un produit de $X + Y$ unités de valeur, et que dans le cas spécifique qui nous occupe conserver c'est transmettre, la transmission au produit de la valeur du capital fixe usé implique que la valeur totale du produit reste égale à $X + Y$ unités de travail. On en déduit que toute la valeur produite provient du travail courant ou vivant et, conséquemment, qu'*aucune fraction de la valeur du capital fixe ne se retrouve dans le produit total écouable.*

7. Non seulement Marx prouve qu'en chaque période toute la valeur du produit écouable provient du travail vivant, mais il offre la contre-preuve. Si, au delà du travail vivant, le produit correspondait à une partie du travail mort - la correspondance étant entendue comme la définition de la valeur produite -, certaines conditions de logique devraient être satisfaites. Marx démontre qu'elles ne le sont pas.

a. Les moyens de travail ne conserveraient leur valeur que si elle était intégralement transmise au produit. Or, le procès de production comporte des pertes inévitables. «Supposons que, dans l'opération du filage, sur 115 livres de coton il y en ait quinze de perdues, c'est-à-dire qui forment au lieu de filés ce que les Anglais appellent la poussière du diable (devil's dust). Si néanmoins ce déchet de 15 % est normal et inévitable en moyenne dans la fabrication, la valeur des 15 liv. de coton, qui ne forment aucun élément des filés, entre tout autant dans leur valeur que les 100 liv. qui en forment la substance. Il faut que 15 liv. de coton s'en aillent au diable pour qu'on puisse faire 100 liv. de filés.»² La poussière du diable est une perte de substance; ce déchet s'opposerait à la conservation intégrale du capital fixe si toutefois ce capital avait la faculté de conserver sa valeur. Cependant rien n'empêche de compter les déchets inévitables dans les coûts de

¹ *Op. cit.*, p. 751

² *Op. cit.*, p. 757

fabrication du produit fini. La valeur *intégrale* du capital fixe absorbé dans la production est ainsi remplacée par le travail vivant.

b. Les moyens de travail ne conserveraient leur valeur, en la transmettant et en la reprenant continûment au produit, que si la valeur absorbée et restituée était définie par le coût initial de production du capital et non par son coût de remplacement dans la période courante. «La notion de capital constant n'exclut en aucune manière un changement de valeur de ses parties constitutives. Supposons que la livre de coton coûte aujourd'hui ½ sh. et que demain, par suite d'un déficit dans la récolte de coton, elle s'élève à 1 sh.»¹ Or, dans ces conditions, on constate que le coton ajoute au produit non pas ½ sh. mais 1 sh. Seul le travail vivant peut égaler cette somme, car le travail mort s'arrête à ½ sh. «Le coton ancien qui continue à être façonné a été acheté au prix de ½ sh.; mais il ajoute maintenant au produit une valeur de 1 sh.»²

c. Si le capital fixe conservait sa valeur dans le procès de production, il garderait sa valeur d'échange, alors même qu'il perd sa valeur d'usage. C'est impossible. «Si donc la valeur d'usage se perd, la valeur d'échange se perd également.»³

8. Il reste que prises isolément de nombreuses phrases de Marx semblent conclure à la transmission de la valeur des moyens de travail au produit courant. «Les moyens de production qui perdent leur valeur d'usage ne perdent pas en même temps leur valeur, parce que le procès de travail ne leur fait en réalité perdre la forme primitive d'utilité que pour leur donner dans le produit la forme d'une utilité nouvelle.»⁴ La conciliation ne réside-t-elle pas dans la distinction entre la valeur nouvellement produite, ou valeur nette, fruit du travail vivant, et la valeur brute, qui comprendrait une part de travail mort? La transmission du travail mort au produit se ferait par l'usage du capital fixe dans le procès de production. Or, Marx est clair: cette transmission s'opère par l'intermédiaire du travail *vivant*. «Pendant que le travail productif transforme les moyens de production en éléments formateurs d'un nouveau produit, leur valeur est sujette à une

¹ *Op. cit.*, p. 762

² *Op. cit.*, pp. 762-63

³ *Op. cit.*, p. 754

⁴ *Op. cit.*, pp. 754-55

espèce de métempsychose. Elle va du corps consommé au corps nouvellement formé. Mais cette transmigration s'effectue à l'insu du travail réel. Le travailleur ne peut ajouter un nouveau travail, créer par conséquent une valeur nouvelle, sans conserver des valeurs anciennes, car il doit ajouter ce travail sous une forme utile, et cela ne peut avoir lieu sans qu'il transforme des produits en moyens de production d'un produit nouveau auquel il transmet par cela même leur valeur. *La force de travail en activité, le travail vivant, a donc la propriété de conserver de la valeur en ajoutant de la valeur; c'est là un don naturel qui ne coûte rien au travailleur, mais qui rapporte beaucoup au capitaliste; il lui doit la conservation de la valeur actuelle de son capital.*¹ A présent, il est facile de rejeter l'une des deux hypothèses suivantes.

Hypothèse a. Le produit *brut* est $X + Y + Y$. En effet, le travail vivant apporte $X + Y$ et le travail mort ajoute Y . Il suffit de retrancher Y , la valeur reprise par le capital fixe, pour définir le produit net, qui est égal à $X + Y$.

Hypothèse b. Le produit *brut* est $X + Y$, comme le produit net, la valeur du produit courant étant uniquement définie par le travail vivant.

Résolution

Le capital n'est pas constant parce qu'il aurait la faculté de reprendre au produit la valeur qu'il lui aurait donnée, mais par le seul effet du travail vivant, de la force de travail en activité: «un don naturel qui ne coûte rien au travailleur, mais qui rapporte beaucoup au capitaliste.» Ce qui se consomme dans les moyens de production, c'est leur valeur d'usage dont la consommation par le travail forme des produits. Pour ce qui est de leur valeur, en réalité elle n'est pas consommée et ne peut pas, par conséquent, être reproduite. Elle est conservée, non en vertu d'une opération qu'elle subit dans le cours du travail, mais parce que l'objet dans lequel elle existe à l'origine ne disparaît que pour prendre une nouvelle forme utile. La valeur des moyens de production reparaît donc dans la valeur du produit; mais elle n'est pas, à proprement parler, reproduite. Ce qui est produit, c'est

¹ *Op. cit.*, p. 759

la nouvelle valeur d'usage dans laquelle la valeur ancienne apparaît de nouveau.»¹

Le premier Y résulte du travail vivant employé à la production des biens d'amortissement. Le second Y est la valeur transmise au produit par le capital fixe, c'est-à-dire la valeur anciennement produite qui est reproduite dans la période courante. Or, Marx est catégorique, *cette valeur est nulle*. «Supposons que la production s'arrête au point où le travailleur n'a fourni que l'équivalent de la valeur journalière de sa propre force, lorsqu'il a, par exemple, ajouté par un travail de six heures une valeur de 3 sh. Cette valeur forme l'excédent de la valeur du produit sur les éléments de cette valeur provenant des moyens de production. C'est la seule valeur originale qui s'est produite, la seule partie de la valeur du produit qui ait été enfantée dans le procès de sa formation. Elle compense l'argent que le capitaliste avance pour l'achat de la force de travail, et que le travailleur dépense ensuite en subsistances. Par rapport aux 3 sh. dépensés, la valeur nouvelle de 3 sh. apparaît comme une simple reproduction; mais cette valeur est reproduite en réalité, et non en apparence comme la valeur des moyens de production. Si une valeur est ici remplacée par une autre, c'est grâce à une nouvelle création.»¹ En réalité, la valeur du capital fixe usé dans le procès de production n'est pas reproduite, si bien que la seule valeur produite dans la période est le fruit du travail vivant. Bref, la somme de la valeur nouvellement produite et de la valeur reproduite est égale à la valeur produite. *C'est donc l'hypothèse b qui est définitivement la bonne*. La valeur écouable, produite et reproduite, est mesurée par le seul travail vivant. La valeur du produit total, valeur identiquement *brute* et nette, est égale à X + Y unités de travail. Il en résulte que la valeur des biens de consommation fabriqués à l'aide des moyens de travail est égale à X et que la valeur des biens d'amortissement est égale à Y unités de travail.

¹ *Op. cit.*, p. 760

CAPITAL FIXE ET VALEUR D'ÉCHANGE

Reprenons le raisonnement. Les rapports existant entre le capital fixe et la valeur d'échange ne peuvent être représentés que par une des trois propositions suivantes.

1. *Le capital fixe est productif de valeur d'échange*
2. *Le capital fixe transmet la valeur d'échange reçue*
3. *Le capital fixe arrête la valeur d'échange reçue*

La première proposition appartient à l'école physiocratique qui considère notamment la terre comme un capital ayant la faculté de produire de la valeur. Le capital est conçu en tant que facteur de production. «Le système physiocratique pose une forme déterminée du travail - l'agriculture - comme source de la richesse; et l'objet lui-même, non plus sous l'enveloppe de l'argent, mais comme produit en tant que tel, comme résultat général du travail. Ce produit, en raison de la nature limitée de l'activité, est conçu comme un produit naturel - produit de l'agriculture, produit de la terre par excellence.»¹ Cette conception du capital est rejetée par Marx qui considère le travail social comme seule source de la valeur d'échange. Le capital fixe n'a d'influence que sur la productivité physique du travail. En cette fonction, il participe à la production de valeurs d'usage. Ne pouvant créer aucune valeur d'échange, la machine ne peut-elle au moins en

¹ *Introduction générale à la critique de l'économie politique, Oeuvres I, p. 258*

transmettre? Dans ce cas, elle agit en tant que courroie de transmission entre le travail et le produit. Quant à la troisième hypothèse, elle n'est pas envisagée par Marx, car elle l'aurait amené au refus de la loi de l'échange entre équivalents sur le marché des produits. En effet, si le capital fixe ne crée ni ne transmet aucune valeur, la mesure de son amortissement ne peut jamais être comptée dans celle du produit écouable. Dès lors, la réalisation de l'amortissement suppose la vente du produit à un prix dépassant d'autant le montant de la valeur.

Appelons C la mesure du capital fixe en exercice dans la période et c la partie de ce capital qui se retrouve dans son produit. c représente donc l'amortissement du capital fixe. «On voit ici d'une manière frappante qu'un moyen de production ne transmet jamais au produit plus de valeur qu'il n'en perd lui-même par son dépérissement dans le cours du travail. ... Donc quoiqu'un facteur du travail entre tout entier dans la production d'une valeur d'usage, il n'entre que par parties dans la formation de la valeur.»¹ Dans l'hypothèse de la reproduction simple, comme dans celle de la reproduction élargie, les biens capitaux amortis sont remplacés. «La production annuelle doit en premier lieu fournir tous les articles propres à remplacer en nature les éléments matériels du capital usés pendant le cours de l'année.»² «Le renouvellement des moyens de production doit être continu, bien que la forme de ce renouvellement puisse varier par rapport à la circulation.»³

Appelons T' le travail utilisé dans la période pour la production des biens d'amortissement (c'). Résumons:

- c mesure la partie de la valeur d'échange de C qui se retrouve dans le produit de la période
- c' mesure la valeur d'échange créée dans la période sur les machines qui remplacent c .

Si nous introduisons la distinction marxienne entre section des biens de production (I) et section des biens de consommation (II), il s'ensuit que T' représente la mesure du produit de la première section (I). Dans l'hypothèse de la reproduction simple et de l'absence de capital constant en I, le travail T' mesure la totalité des biens

¹ *Op. cit.*, p. 756

² *Op. cit.*, p. 1083

³ *Le Capital II, Oeuvres II*, p. 789

d'équipements produits. L'utilité de pareilles hypothèses est purement didactique. Leur abandon compliquerait l'exposition du raisonnement sans pourtant en changer le fond. Le capital C agit dans le processus de production du deuxième secteur. Appelons T le travail dépensé dans ce secteur et A le produit résultant de l'association de ce même travail et du capital C .

Le problème à résoudre est la détermination de la valeur des biens produits. Il s'agit donc de mesurer A , le produit du secteur II, c' , le produit du secteur I, et $A + c'$, le produit global de la période. Le calcul de la mesure est immédiat. Il suffit de connaître le travail vivant dépensé dans chaque secteur, à savoir T' pour le premier secteur et T pour le deuxième. Dès lors, la mesure du produit global nouveau est $T + T'$. Une telle mesure du produit ne permet aucun amortissement du capital fixe. «La totalité de la reproduction annuelle, du produit d'une année, est le résultat du travail utile de cette même année. Mais la valeur de ce produit total est supérieure à la partie de la valeur dans laquelle le travail de l'année, la force de travail dépensée, s'incorpore. La valeur produite dans cette année, la valeur nouvellement créée sous la forme de marchandises est plus petite que la valeur des produits, la valeur totale de la masse de marchandises produites au cours de l'année entière.»¹ Au travail vivant dépensé dans la période faut-il ajouter le travail représentant la mesure du capital amorti? Si la réponse est positive, la mesure de A est donnée par $T + c$, celle de c' par T' et celle de $A + c'$ par $T + T' + c$. Dans ce cas, il y a transmission de valeur du capital fixe au produit et le problème de l'amortissement est résolu dans le respect de la loi des échanges. En effet, il suffit d'écouler les produits à leur valeur, égale à $T + T' + c$, pour que l'amortissement soit réalisé. Aucun écart ne se produit entre prix et valeur. La loi de l'échange entre équivalents triomphe une fois de plus.

Mais les choses se passent-elles effectivement ainsi? N'est-il pas logiquement interdit d'ajouter la valeur du capital amorti à la mesure du produit écoulable? Le capital fixe ne remplit pas la même fonction que le capital circulant. Tout en participant à la production des valeurs d'usage, il n'entre jamais directement dans le produit. Si les matières premières sont vendues avec le produit, les machines ne quittent jamais le processus de production. «Les moyens de production qui

¹ *Op. cit.*, p. 814

entrent physiquement dans le produit, tels que les matières premières, etc., acquièrent ainsi en partie des formes qui leur permettent de devenir plus tard des moyens de la consommation individuelle. Les moyens de travail proprement dits, supports matériels du capital fixe, ne sont consommés que dans la production et ne peuvent pas entrer dans la consommation individuelle, puisqu'ils n'entrent pas dans le produit - ou la valeur d'usage - qu'ils contribuent à créer et vis-à-vis duquel ils conservent leur forme autonome jusqu'à leur complète usure.»¹

Si une marchandise, comme les matières premières, est vendue une deuxième fois sur le marché, il est logique que sa mesure soit comptée dans celle du produit écouable. En effet dès que les stocks sont vendus, ils constituent eux-mêmes une partie du produit écouable. L'opération est double. D'un côté, on ajoute des biens à l'ensemble des marchandises produites; il est donc logique d'additionner également leurs mesures. Dès lors, la mesure du produit écouable dépasse la mesure du produit nouveau pour un montant correspondant à la production du capital circulant amorti. Or, le capital fixe ne faisant pas partie du produit écouable, sa valeur peut-elle être comptée dans celle des marchandises qu'il contribue à produire? Cette fois l'opération serait unilatérale. On ajouterait une quantité positive du côté de la mesure sans rien ajouter à l'ensemble des biens.

La transmission de la valeur amortie du capital fixe aux produits n'est possible qu'au prix d'un double emploi fautif. En effet *c*, la mesure du capital fixe amorti, est comptée au moment de la production de ce capital; la compter une autre fois dans le produit résultant de l'association du capital fixe et du travail revient à considérer deux fois la mesure d'un bien qu'on écoule une seule fois. Lorsqu'elle sort du processus de production la machine n'est pas encore du capital fixe. Au contraire, elle constitue une simple marchandise à écouler sur le marché des produits. «La valeur nouvelle, produite sous forme de moyens de production, n'est pas encore du capital constant. Elle est seulement destinée à fonctionner comme tel dans l'avenir.»² Comme toute autre marchandise, la machine possède une valeur déterminée par le travail socialement nécessaire à sa production. Cette valeur est

¹ *Op. cit.*, p. 591

² *Op. cit.*, p. 764

comptée dans la mesure du produit écouable dont la machine fait partie. Une fois achetée par le capitaliste, la machine est associée au procès de production. Dès lors, il est évident que si sa valeur est comptée dans la mesure des marchandises nouvelles, le produit de la période est artificiellement gonflé dans la même proportion. La valeur du produit écouable serait grossie par la mesure d'un bien déjà écoué et consommé. Le fait de compter deux fois une seule et même mesure est fautif ici. Une telle opération est illogique. Ayant déjà été comptée dans la période de sa production, la mesure du capital amorti ne doit pas être comptée une nouvelle fois dans le produit de la période en cours. Cette interdiction est formelle et découle de la fonction même que le capital fixe joue à l'intérieur du système économique. Il s'ensuit que la mesure de A , le produit du deuxième secteur, est donnée uniquement par T , le travail dépensé. La valeur de la nouvelle production des biens d'amortissement étant égale à T' , la mesure du produit écouable de la période ($a + c'$) est de $T + T'$ et non pas de $T + T' + c$.

Les conséquences de cette analyse sont évidemment graves. De deux choses l'une: ou bien la loi de l'échange entre équivalents sur le marché des produits est abandonnée, ou bien l'explication de l'amortissement du capital fixe est impossible. Dans les deux cas, la théorie est sérieusement atteinte. L'amortissement ne pouvant être évité, il implique des échanges entre non-équivalents. L'amortissement du capital fixe n'est réalisé que si le produit de la période est écoué à un prix de $T + T' + c$, c'est-à-dire à un prix dépassant la valeur d'un montant égal à c . «Mais l'argent réalisé par la vente des marchandises, pour autant qu'il représente la fraction de la valeur-marchandise égale à l'usure du capital fixe, n'est pas reconverti en élément du capital productif dont il compense la perte de valeur. Il se dépose à côté du capital productif et conserve sa forme argent. Cette précipitation monétaire se répète jusqu'à ce que la période de reproduction, portant sur un nombre plus ou moins grand d'années, se soit écouée; pendant cette période l'élément fixe du capital constant continue à fonctionner dans le processus de production sous son ancienne forme naturelle.»¹ C'est uniquement en vendant le produit à un prix de $T + T' + c$ que les capitalistes réalisent monétairement l'amortissement du capital fixe. *La mesure de l'amortissement (c) ne pouvant être incluse dans celle du produit écouable, il s'ensuit que la vente s'opère à un prix supérieur à la valeur.*

¹ *Op. cit.*, pp. 789-790

Répetons-le: c'est la nature même du capital fixe qui interdit de compter sa mesure dans celle du produit écoulable. La machine n'entrant dans la circulation qu'une seule fois, il est paralogique de compter deux fois sa mesure.

SECTION 4

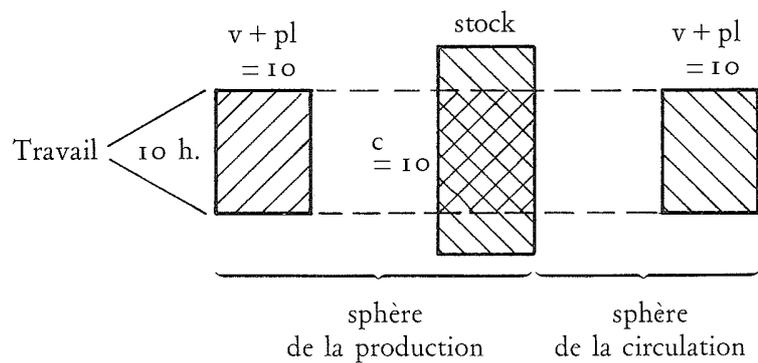
GÉNÉRALISATION DU PROBLÈME DE L'AMORTISSEMENT

Si c est l'amortissement du capital fixe, nous avons démontré que dans la théorie de Marx le prix de vente est égal à $c + v + pl$ pour une valeur égale à $v + pl$. Cette différence, égale à c , contredit la loi des échanges entre équivalents. Avant de rechercher la raison de cette contradiction, résumons la démonstration, tout en lui conférant un plus grand degré de généralité.

Nous distinguerons trois cas.

1. L'amortissement du capital circulant.
2. L'amortissement du capital circulant en tenant compte de la «poussière du diable».
3. L'amortissement du capital fixe.

1. *L'amortissement du capital circulant.* Soit une période courte, par exemple d'une journée de 10 heures de travail. Supposons que le stock des marchandises produites dans les périodes antérieures et non encore écoulées dans la sphère de la circulation soit supérieur à la production courante. Pour déterminer l'amortissement du capital circulant, que nous désignons par la lettre c , il faut maintenir constante la valeur du stock. Représentons l'ensemble de cette situation.



Nous constatons la stricte équivalence entre le prix et la valeur des produits vendus. Ainsi, la loi de l'échange entre équivalents est respectée.

Ecoulement du produit dans la sphère de la circulation. Le produit ancien écoulé dans cette sphère est le fruit de 10 h. de travail (mort); son prix est égal à cette valeur.

Ecoulement du produit dans la sphère de la production. Le produit nouveau est acheté par les titulaires de stocks à sa valeur, égale à 10 h. de travail (vivant).

Ecoulement du produit dans les deux sphères. Le produit ancien et le produit nouveau sont écoulés à leur valeur, égale à 20 unités de travail. La valeur du produit ancien est $c = 10$ h. de travail. La valeur du produit nouveau est $v + pl = 10$ h. de travail. On trouve donc les deux égalités suivantes:

$$\begin{aligned} c + v + pl &= \text{valeur des produits} = 20 \text{ h. de travail} \\ c + v + pl &= \text{prix des produits} = 20 \text{ h. de travail} \end{aligned}$$

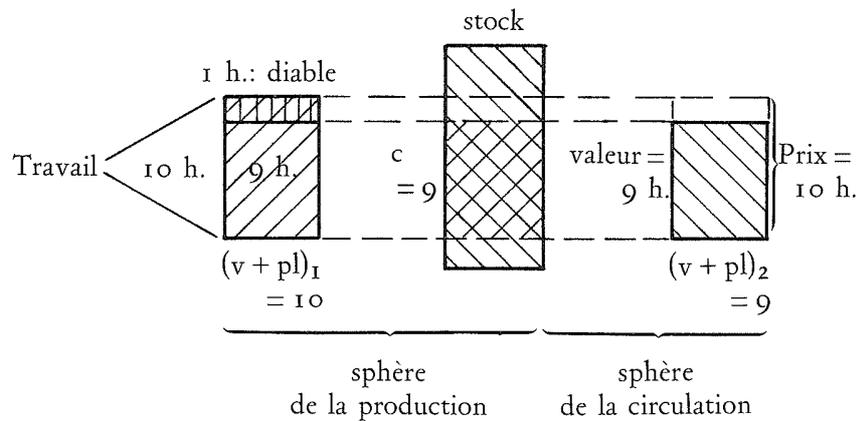
2. *L'amortissement du capital circulant en tenant compte de la «poussière du diable».* On prend les mêmes suppositions mais on raisonne dans le cas où la dixième partie du produit courant est perdue: on fait, comme Marx, la part du diable.

Ecoulement du produit dans la sphère de la production. Le produit nouveau pouvant être stocké en vue de sa vente future ne comprend

pas la part du diable, qui n'achète rien. Ainsi l'amortissement est égal à 9 h. de travail. Le prix payé pour la reconstitution du stock est lui aussi égal à 9 h. de travail.

Ecoulement du produit dans la sphère de la circulation. Puisque le diable prend sa part gratuitement, la sphère de la circulation paie à sa place. Ainsi le prix de vente du produit ancien qui est remplacé dans les stocks par le produit de 9 h. de travail vivant est égal à 10 h. de travail.

Ecoulement du produit dans les deux sphères. La divergence constatée dans la sphère de la circulation entre prix et valeur se retrouve. On le constate aisément dans le graphique.



Le diable introduit une différence positive entre les prix et les valeurs des mêmes produits: il viole la loi des échanges entre équivalents.

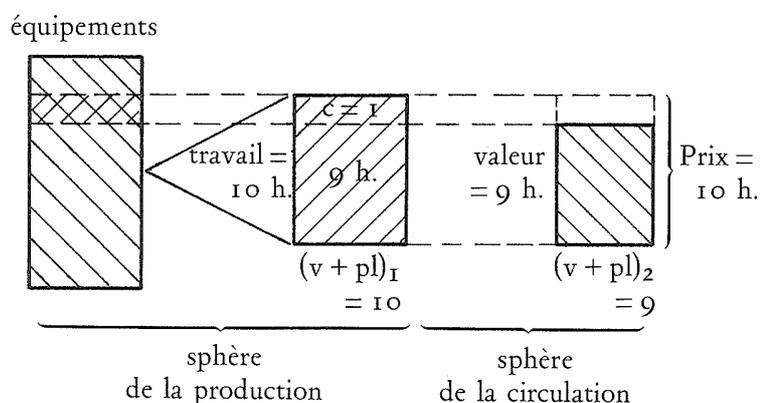
En effet:

prix de vente du produit ancien et du produit nouveau
 $(v + pl)_1 + c = 19$ h. de travail

valeur des mêmes produits
 $(v + pl)_2 + c = 18$ h. de travail

3. *L'amortissement du capital fixe.* La divergence entre prix et valeur se confirme ici. Afin d'éviter toute confusion entre les deux sortes de capitaux, nous supposons maintenant que les stocks sont nuls: tous les produits vendus proviennent de la période en cours et tous les produits courants écoulables dans la sphère de la circulation y sont effectivement écoulés sans délai. La constance des stocks au niveau zéro n'implique pas la nullité des capitaux fixes accumulés. Au contraire, les travailleurs produisent à l'aide de machines qui sont partiellement amorties dans la période courante. Le travail dépensé est de nouveau égal à 10 heures. L'amortissement, que nous représentons encore par la lettre c , est égal à 1 heure de travail: pour maintenir constante la valeur des équipements, il faut travailler 1 heure dans la période courante.

Représentons cette situation.



Proposition.

Le prix de vente est supérieur à la valeur du produit.

Démonstration.

Ecoulement du produit dans la sphère de la circulation. La valeur du produit écoulé est:

$$(v + pl)_2 = 9 \text{ h. de travail.}$$

Le prix de ce même produit est:

$$(v + pl)_I = 10 \text{ h. de travail.}$$

Ainsi, dans cette sphère, le prix est supérieur à la valeur; la différence est égale à l'amortissement, c'est-à-dire à une heure de travail.

Ecoulement du produit dans la sphère de la production. La valeur du produit écoulé est:

$$c = 1 \text{ h. de travail.}$$

Le prix de l'amortissement est identique:

$$c = 1 \text{ h. de travail.}$$

Ecoulement du produit dans les deux sphères. La valeur du produit écoulé est:

$$v + pl = 10 \text{ h. de travail,}$$

la totalité du travail dépensé.

Il est vrai qu'il faut tenir compte de c , donc du travail mort perdu par les machines. *Mais c est compris dans $v + pl = 10$ parce qu'une heure de travail vivant remplace une heure de travail mort.*

Le prix du produit écoulé est

$$v + pl + c = 11 \text{ h. de travail,}$$

la totalité du travail dépensé plus le coût de l'amortissement. Si le prix était égal à 10 h. seulement, l'amortissement ne serait pas payé.

La proposition énoncée est ainsi démontrée. Le système de Marx souffre d'une grave contradiction interne. Essayons d'en découvrir l'étiologie.

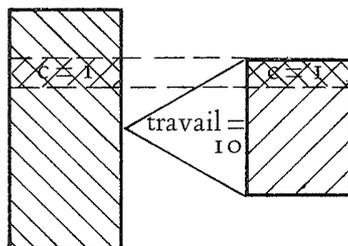
*
* *
*

Engageons-nous dans une courte digression afin de dénoncer la dernière erreur, bien qu'elle ne puisse être commise que par inadvertance. La valeur perdue par le capital fixe, c'est-à-dire la valeur qu'il cède par son amortissement dans la période, ne se retrouve-t-elle pas dans la sphère de la circulation? Si la réponse était positive, la valeur écoulee dans cette sphère serait accrue d'une unité - $(v + pl)_2 = 9 + 1 = 10$ - et la différence entre prix et valeur s'évanouirait.

La réponse exacte s'appuie sur la distinction des deux sphères. Il faut en effet se demander si la valeur perdue par le capital fixe se retrouve dans la sphère de la circulation ou si elle se retrouve dans la sphère de la production.

Si elle se retrouve dans la sphère de la production, l'amortissement est nul. Prouvons-le graphiquement et par l'analyse.

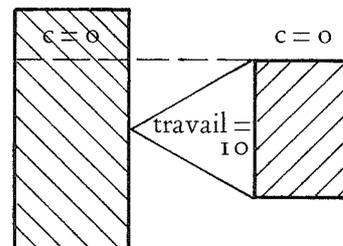
sphère de la production
équipements



amortissement = $+c - c = 0$
dans la sphère de la production

Cas (1)

sphère de la production
équipements



amortissement = 0
dans la sphère de la production

Cas (2)

Le cas (1) et le cas (2) donnent le même résultat à ceci près que dans le cas (1) une valeur ancienne est remplacée par une valeur nouvelle dans le capital fixe et une valeur nouvelle est remplacée par une valeur ancienne dans le produit. Cette double substitution étant faite, on s'aperçoit qu'aucune fraction du travail vivant n'est dépensée

pour maintenir les équipements, ce qui est exactement conforme au cas (2). Or dans les deux cas, l'amortissement est nul. Si le capital récupère dans la sphère de production la valeur qu'il perd, l'amortissement est nul.

Si la valeur perdue par le capital fixe se retrouve dans la sphère de la circulation, l'amortissement est positif. Et ce transfert accroît la valeur du produit écoulé dans la sphère de la circulation, si bien qu'aucune différence ne peut y être constatée entre prix et valeur, sauf en ce qui concerne la «poussière du diable».

A présent, l'argument décisif vient en deux points.

I. La valeur perdue par le capital fixe ne se retrouve dans la sphère de la circulation que si elle se retrouve d'abord dans la sphère de la production. En effet, si elle n'est pas récupérée par la première sphère, elle ne peut pas être transmise par celle-ci à la seconde.

II. Or la valeur perdue par le capital fixe ne se retrouve pas dans la sphère de la production, car si elle s'y retrouvait, l'amortissement du capital fixe serait nul.

Conclusion. La valeur perdue par le capital fixe ne se retrouve pas dans la sphère de la circulation, où l'on constate par conséquent une différence positive entre le prix et la valeur du même produit.

A présent, il importe de trouver la raison de cette contradiction fondamentale à laquelle l'analyse marxienne se heurte nécessairement.

Les n marchandises admettent n relations d'équivalence avec le travail. Or puisque les prix sont supérieurs aux valeurs, les $n-1$ relations d'échange et d'équivalence entre les n marchandises ne respectent pas les n relations d'équivalence définies par le travail. En un mot, *les échanges ne se produisent pas entre équivalents, bien que les relations d'échange soient des relations d'équivalence.* Cette inconséquence ne tient-elle pas à une imperfection conceptuelle de l'unité de mesure dans la théorie de Marx?

*

* *

CHAPITRE IV

LES RAISONS DE LA CONTRADICTION

Le problème de la valeur est le point de départ logique de toute analyse économique. Son importance est fondamentale. Sans une théorie de la valeur capable d'expliquer la mesure des biens réels, la compréhension scientifique des phénomènes économiques devient impossible. C'est le problème de la commensurabilité. «On oublie que des choses différentes ne peuvent être comparées quantitativement qu'après avoir été ramenées à la même unité.»¹ Il faut donc trouver un dénominateur commun à tous les biens produits. Cette unité de mesure ne pouvant être une qualité physique des objets, il s'ensuit que la détermination de la valeur du produit est une opération éminemment économique. Une autre contrainte à laquelle l'unité de mesure ne saurait échapper est constituée par son appartenance à la catégorie des mesurants économiques. En effet, en tant que mesurant arithmétique, ou numérique, l'unité de mesure doit être nettement séparée des marchandises. En aucun cas, un nombre ne peut appartenir à la catégorie des marchandises dénombrées. Affirmer qu'en économie le mesurant peut lui-même être mesuré c'est accepter que les marchandises soient mesurées par une marchandise qui, en tant que telle, doit elle-même être assurée. «Ainsi, déterminer la valeur relative des denrées par la valeur du travail est contre les faits économiques. C'est se mouvoir dans un cercle vicieux, c'est déterminer la valeur relative par une valeur relative qui, à son tour, a besoin d'être déterminée. Il est hors de doute que M. Proudhon confond les deux mesures, la mesure par le temps de travail nécessaire pour la production d'une marchandise, et la mesure par la valeur du travail.»²

¹ *Le Capital I, Oeuvres I*, p. 578

² *Misère de la philosophie, Oeuvres I*, p. 30

Une fois déterminée l'unité de mesure des marchandises produites, le problème de leur commensurabilité est résolu. La première relation d'équivalence qui s'impose logiquement est le rapport entre les produits et leur mesure en travail social. Marchandises d'un côté, et travail social de l'autre entrent dans un rapport d'équivalence qui définit la valeur du produit. Ce n'est qu'une fois déterminées dans leur mesure que les marchandises peuvent être échangées sur le marché des produits. «Elles (les marchandises) sont évaluées, avant d'être échangées, et pour les évaluer, il est nécessaire d'établir entre elles des proportions numériques déterminées. Pour établir de telles proportions numériques et rendre les marchandises commensurables, il faut que celles-ci reçoivent une même dénomination (unité).»¹ Confronté au problème de la commensurabilité des marchandises, Marx l'a résolu par le biais du travail social. C'est le travail socialement nécessaire à la production d'une marchandise qui définit l'unité de mesure. Le travail social fonctionne en tant que mesurant, les marchandises en tant que mesurées. Il en découle que la détermination de la mesure des produits est une opération purement économique. En effet, la relation entre le travail et la marchandise trouve son fondement dans la nature même du processus de production. C'est parce que la marchandise, lors de sa production, entre en contact avec une quantité déterminée de travail social qu'elle acquiert une mesure économique. Si la mensuration des produits avant leur échange n'était pas possible, alors l'économie serait acritique. Ainsi la détermination de l'étalon de mesure des produits précède logiquement leur échange.

Dès qu'on se place au niveau du marché des produits, surgit une difficulté. Les marchandises qui devraient s'échanger sur la base de leur mesure ne le peuvent pas, étant donné l'amortissement du capital fixe. L'échange entre équivalents sur le marché des produits ne peut s'effectuer dans le respect des mesures déterminées par le travail social. En effet, pour que le capital fixe soit amorti, il faut écouler le produit à un prix supérieur à la valeur. *Il existe une différence entre l'équivalence qui définit la mesure et celle qui définit les prix.* La première s'établit au niveau de la production entre le travail social et les marchandises, la deuxième apparaît dans le procès de circulation entre les produits et la monnaie. Ces deux équivalences entrent en contradiction *dès lors que la*

¹ *Grundrisse...*, p. 61

monnaie est considérée en tant que marchandise. Telle est la clé de la contradiction: pour Marx, la monnaie est une marchandise. C'est pourquoi il la mesure comme n'importe quelle autre marchandise, par le travail socialement nécessaire pour la produire. Une fois mesurée, la marchandise-monnaie se sépare des autres pour jouer le rôle d'équivalent général.

Ce qu'il faut bien comprendre, c'est que la monnaie ne peut fonctionner en tant qu'équivalent général que si elle entre en équation avec toutes les autres marchandises produites. Pour ce faire, il faut qu'elle soit réductible au même dénominateur, c'est-à-dire qu'elle devienne commensurable par la mesure qu'elle reçoit du travail social. «La première fonction de l'or consiste à fournir à l'ensemble des marchandises la matière dans laquelle elles expriment leurs valeurs comme grandeurs de la même dénomination, de qualité égale, et comparables sous le rapport de la quantité. Il fonctionne donc comme mesure universelle des valeurs. C'est en vertu de cette fonction que l'or, la marchandise équivalent, devient... monnaie. Ce n'est pas la monnaie qui rend les marchandises commensurables: au contraire. C'est parce que les marchandises en tant que valeurs sont du travail matérialisé, et par suite commensurables entre elles, qu'elles peuvent mesurer toutes ensemble leurs valeurs dans une marchandise spéciale, et transformer cette dernière en monnaie, c'est-à-dire en faire leur mesure commune.»¹

Dès que la monnaie est conçue comme une marchandise, aucune différence ne peut apparaître entre l'équivalence définissant le prix et l'équivalence définissant la valeur. La monnaie est d'abord mesurée par son rapport avec le travail et ensuite elle est confrontée aux autres biens sur le marché des produits. La loi des échanges impose l'identité entre monnaie et produits, identité qui ne peut s'établir que dans le respect des mesures déterminées lors du procès de production. Cette contrainte est liée à la nature de la monnaie. Etant une marchandise, elle ne peut être échangée avec les autres produits dans un rapport autre que celui de leurs mesures. Le prix ne fait que représenter la valeur. Aucun écart entre les deux n'étant concevable, l'amortissement du capital fixe est inexplicable par la théorie. Reprenons le raisonnement.

¹ *Le Capital I, Oeuvres I, p. 630*

SECTION 1

LA MESURE-DÉNOMBREMENT

L'analyse approfondie de la théorie de la valeur nous conduit à l'origine même de l'impossibilité logique de l'amortissement du capital fixe. Ainsi la contradiction fondamentale s'établit entre la mesure du produit par le travail social et sa mesure monétaire. Notons d'abord que la valeur des marchandises est purement relative. L'idée d'une valeur-substance n'existe que dans les interprétations vulgaires de l'œuvre de Marx. En effet, celui-ci abandonne le concept de valeur en tant que dimension propre aux marchandises pour définir la valeur en tant que relation entre le travail social et le produit. «Il est absolument faux de dire que la valeur de la marchandise est ainsi changée en quelque chose d'absolu. C'est le contraire. En tant que valeur d'usage la marchandise apparaît comme quelque chose d'autonome, d'indépendant. En tant que valeur, elle apparaît au contraire comme quelque chose de relatif, simplement déterminé par son rapport au temps de travail socialement nécessaire, égal, simple, tellement relatif que, si le temps de travail nécessaire à la reproduction se modifie, la valeur change, bien que le temps de travail qu'elle contient réellement soit resté le même.»¹

La valeur d'échange en son sens premier n'est pas une dimension du produit mais sa mesure par le travail social. Une preuve supplémentaire est donnée par le travail lui-même. Si la valeur était comparable aux qualités physiques des biens, alors le travail devrait

¹ *Histoire des doctrines économiques, Vol. VI, p. 198*

lui-même en être pourvu. En effet, il est indéniable que pour mesurer une dimension il faut une unité de mesure elle-même dimensionnelle. Exemple: la longueur est mesurée en mètres où le mètre représente effectivement une longueur de référence conventionnellement choisie. Or Marx est explicite. En tant que mesurant le travail ne peut en aucun cas faire partie de la même catégorie que les marchandises. Il faut abandonner l'idée d'une valeur-dimension qui serait présente à la fois dans les marchandises et dans le travail. «Ainsi, déterminer la valeur relative des denrées par la valeur du travail est contre les faits économiques. C'est se mouvoir dans un cercle vicieux, c'est déterminer la valeur relative par une valeur relative qui, à son tour, a besoin d'être déterminée.»¹ La relativité de la détermination de la valeur ne laisse aucune place aux mesures-dimension.

Encore une fois: les produits hétérogènes ne possèdent aucune qualité physique qui puisse être appelée valeur. Dès lors, le problème de leur commensurabilité devient celui de leur mesure en une unité commune. Cette mesure ne pouvant être dimensionnelle, la solution doit être dans un dénombrement créé par le fonctionnement même du système économique. En effet, la valeur économique en tant que relation entre le travail social et les produits n'est pas arbitraire, au contraire elle est le résultat primordial du procès de production. C'est parce que le travail est le seul facteur du produit que la relation produit = travail est fondée. N'intervenant qu'en aval du travail, les autres facteurs tels que la terre et le capital constituent une condition nécessaire mais non suffisante du produit. Seul le travail en est la condition nécessaire et suffisante; terre et capital n'ont d'influence que sur la force productive et non pas sur la valeur produite. «Le travail utile devient donc une source plus ou moins abondante de produits en raison directe de l'accroissement ou de la diminution de sa force productive. Par contre, une variation de cette dernière force n'atteint jamais directement le travail représenté dans la valeur. Comme la force productive appartient au travail concret et utile, elle ne saurait plus toucher le travail dès qu'on fait abstraction de sa forme utile. Quelles que soient les variations de sa force productive, le même travail, fonctionnant durant le même temps, se fixe toujours dans la même valeur.»²

¹ *Misère de la philosophie, Oeuvres I*, p. 30

² *Le Capital I, Oeuvres I*, p. 574

Ainsi le travail social est la source unique de la valeur. Il s'ensuit que seul le rapport entre le produit et le travail nous permet de mesurer la production d'une période *donnée*. Puisque la mesure des produits n'appartient pas à la catégorie des mesures dimensionnelles, il en découle que le travail permet uniquement de *compter* les marchandises. La valeur étant une relation entre les biens et le travail et non pas une qualité intrinsèque des produits, il serait faux de vouloir mesurer les marchandises autrement qu'à l'aide d'une mesure-dénombrement. En d'autres termes, le travail permet de donner une mesure arithmétique aux biens produits. C'est parce qu'au bien *a* correspond le nombre 2 et qu'au bien *b* correspond le nombre 4 que les deux biens physiquement hétérogènes sont commensurables et qu'il est possible d'affirmer que $2 a = 1 b$. L'idée de valeur-substance devant être abandonnée, les marchandises ne peuvent être mesurées que sur la base d'un système arithmétique. *Mesurer les produits, c'est les compter*. Cette opération est loin d'être arbitraire. La relation de causalité qui la fonde, fonde en même temps toute la science économique. A défaut de l'existence du rapport produit \longleftrightarrow travail, les marchandises resteraient incommensurables. Marx l'a très bien vu, qui a fondé toute son analyse sur l'équivalence: travail socialement nécessaire \equiv marchandises produites. Une erreur de logique s'est néanmoins glissée dans le raisonnement de Marx lorsqu'il est passé de la relation d'équivalence à la mesure des produits. Enonçons-la brièvement.

Les deux termes de l'équivalence définissant la valeur sont le travail social et les produits. Etant donné l'inexistence d'une valeur-substance, les produits sont rendus commensurables par leur dénombrement en unités purement arithmétiques. Répétons-nous. Si la valeur était une qualité propre aux marchandises comme la longueur ou la pesanteur, alors elle devrait être mesurée à l'aide d'une unité dimensionnelle. En effet, l'étalon d'une mesure dimensionnelle (par ex. la longueur) est lui-même dimensionnel (le mètre en tant qu'unité de mesure possède lui-même une longueur déterminée). Mais nous savons que la valeur n'est qu'une relation d'équivalence entre les biens et le travail. Dès lors, la mesure des produits ne saurait être dimensionnelle puisqu'elle ne comporte aucune dimension. Bien que privés de toute valeur-dimension, les produits peuvent être introduits dans un même espace de mesure par la relation qui s'établit entre eux et le travail lors du processus de production. *La mesure des marchandises produites est*

donc le travail exprimé en unités arithmétiques. Une difficulté apparaît aussitôt. En effet, le travail est considéré par Marx comme une dimension temporelle et, par conséquent, mesuré en unités dimensionnelles, les heures. «La quantité de travail elle-même a pour mesure sa durée dans le temps, et le temps de travail possède de nouveau sa mesure dans des parties du temps telles que l'heure, le jour, etc.»¹ Dans la relation d'équivalence travail \equiv produit, le premier terme est mesuré par un étalon dimensionnel tandis que le deuxième terme ne l'est que par un nombre. Le respect absolu de la logique exige la mensuration des deux termes en une unité commune. La mesure du produit n'appartient pas à la catégorie des mesures-dimension, elle est exprimée en pures unités arithmétiques. Il s'ensuit que la mesure du travail par sa durée doit être abandonnée.

Cette conclusion, comme nous le verrons plus tard², ne peut pas être admise par Marx, car elle l'empêcherait d'introduire sa distinction entre travail et force de travail. Nous verrons aussi² que cette distinction est la conséquence logique de sa conception de la monnaie, étant donné la loi de l'échange entre équivalents. Bien que rejetée par Marx, *la mensuration du travail par les salaires distribués s'affirme en logique.* En effet seuls les unités-salaires permettent de mesurer le travail par un simple dénombrement. Cette mensuration du travail exige une révision du concept de la monnaie. Si la monnaie est définie en tant que marchandise particulière, tout le raisonnement tombe dans un cercle vicieux. Le produit serait mesuré par le travail, lui-même mesuré par une marchandise. On mesurerait donc les marchandises par les marchandises. Cette circularité ne peut être brisée que par l'abandon de la monnaie matérielle.

¹ *Op. cit.*, p. 565

² Dans le volume de la série *La pensée de Karl Marx, critique et synthèse*, consacré à l'étude de la monnaie, à paraître

LA RÉDUCTION DU TRAVAIL COMPLEXE

Avant d'appuyer notre conclusion par l'impossibilité de l'amortissement du capital fixe, considérons une fois encore la mesure du travail par sa durée. Si le travail était mesuré par sa dimension temporelle, il y aurait opposition entre les deux termes de l'équivalence fondamentale travail \equiv produit. Bien plus, le travail - ni par conséquent son produit - ne pourrait être mesuré. Ce résultat découle directement de l'impossibilité de réduire le travail complexe au travail simple. En effet, à combien d'heures de travail simple une heure de travail complexe correspond-elle? Quelle est la loi qui nous permet de réduire le travail d'un ouvrier qualifié à celui d'un manoeuvre? Si on ne se réfère pas aux salaires distribués, la question reste sans réponse. «Mais qu'en est-il du travail complexe qui dépasse le niveau du travail moyen, travail d'intensité supérieure, de poids spécifique plus élevé. Ce genre de travail se résoud en un composé de travail simple, en travail simple d'une puissance plus élevée.»¹ Comment s'opère cette réduction? Nous trouvons deux réponses chez Marx. La première n'en est pas une car elle tombe dans la circularité, la deuxième s'appuie sur les salaires et comporte donc l'abandon de la mensuration temporelle du travail. Voyons-les séparément.

1. Marx affirme d'abord que la réduction s'opère par l'intermédiaire des marchandises. «Le travail complexe (*skilled labour*, travail qualifié) n'est qu'une puissance du travail simple, ou plutôt n'est que le

¹ *Critique de l'économie politique, Oeuvres I*, p. 282

travail simple multiplié, de sorte qu'une quantité donnée de travail complexe correspond à une quantité plus grande de travail simple. L'expérience montre que cette réduction se fait constamment. Lors même qu'une marchandise est le produit du travail le plus complexe, sa valeur la ramène, dans une proportion quelconque, au produit d'un travail simple dont elle ne représente par conséquent qu'une quantité déterminée. Les proportions diverses suivant lesquelles différentes espèces de travail sont réduites au travail simple comme à leur unité de mesure s'établissent dans la société à l'insu des producteurs et leur paraissent des conventions traditionnelles.»¹ *Le travail complexe est ainsi réduit au travail simple par le biais des produits.* Si la mesure du produit du travail complexe est de 10 et que celle du produit du travail simple est de 5, alors une heure de travail complexe est réductible à 2 heures de travail simple (ceci à condition que les deux produits considérés soient le fruit d'un même temps de travail, complexe pour le premier produit et simple pour le second).

Il est certain que ce raisonnement est *circulaire*. En effet, la réduction d'un travail à l'autre passe par la mesure des marchandises qui, elle, ne peut être déterminée qu'une fois la réduction effectuée. La mesure des produits étant le temps de travail simple, il est clair qu'elle dépend de la loi de réduction. Il est impossible de réduire le travail complexe en travail simple en se fondant sur la valeur des produits, qui dépend elle-même de cette réduction. C'est parce qu'une heure de travail complexe correspond à deux heures de travail simple que les produits de 5 heures de travail valent respectivement 10 et 5. La valeur des marchandises ne peut être connue que par leur relation avec le travail. Cette loi est à sens unique. Si le travail est mesuré en unités de temps, la valeur de produits différents ne peut être connue qu'une fois établie la loi de réduction des différents travaux au travail simple. Expliquer la réduction par la mesure des produits, c'est tourner en rond.

«Le travail qui est considéré comme travail supérieur et complexe par rapport au travail social moyen est l'expression d'une force de travail dont le coût de formation est plus élevé, dont la production coûte plus de temps de travail et qui a, par conséquent, une valeur supérieure à celle de la force de travail simple. Lorsque la valeur de

¹ *Le Capital I, Oeuvres I, p. 572*

cette force est plus élevée, elle s'exprime évidemment en un travail supérieur et se matérialise, par conséquent, dans le même laps de temps, dans des valeurs proportionnellement supérieures.»¹ Cette dernière citation n'apporte aucune preuve nouvelle. Pour le comprendre, il suffit de se rappeler que la force de travail est avant tout une marchandise. Dès lors, l'explication de la réduction du travail complexe en travail simple s'opère encore une fois par l'intermédiaire d'une marchandise. Ce faisant, on oublie que la force de travail ne peut être mesurée que par le travail simple nécessaire à sa reproduction. Il est donc nécessaire de connaître la loi de réduction des différents travaux pour pouvoir exprimer la valeur de la force de travail. Il est clair que cette valeur, une fois exprimée, ne peut être que le résultat de la réduction et non pas sa cause. Cette conclusion est encore plus évidente si on identifie la valeur de la force de travail avec la valeur totale des biens de subsistance et de formation nécessaires à l'ouvrier. En effet, comment est-il possible de mesurer la valeur de tous ces biens sinon par le travail abstrait, indifférencié, simple? Il s'ensuit que la réduction des travaux complexes précède la détermination de la valeur des produits et, par conséquent, qu'elle ne peut pas logiquement en découler. «Pour mesurer les valeurs d'échange des marchandises au temps de travail qu'elles contiennent, il faut que les différents travaux soient réduits au travail indifférencié, homogène, simple, bref au travail de même qualité, et qui ne se distingue donc que par la quantité.»²

2. La deuxième «solution» au problème de la réduction implique l'abandon de la mesure temporelle du travail et donc elle implique l'abandon du problème lui-même. En effet, dès que le travail n'est plus mesuré en unités de temps, la réduction d'une heure de travail complexe en x heures de travail simple n'a plus aucun sens. La difficulté de la réduction se transforme en un faux problème. «Ainsi, on peut mesurer les valeurs par le temps de travail, malgré l'inégalité de la valeur des différentes journées de travail, mais, pour appliquer une pareille mesure, il nous faut avoir une échelle comparative des différentes journées de travail: c'est la concurrence qui établit cette échelle. Votre heure de travail vaut-elle la mienne? C'est une question

¹ *Das Kapital*, Marx-Engels, Lenin-Institut, Moskau-Wien-Berlin, 1932, p. 206

² *Critique de l'économie politique*, *Oeuvres I*, p. 281

qui se débat par la concurrence.»¹ De quelle façon la concurrence peut-elle fournir une échelle comparative des différents travaux sinon par l'intermédiaire des salaires distribués? Il est vrai que si les travaux sont mesurés en salaire, leur comparaison ne comporte aucune difficulté. Le travail de *A* est égal à deux fois le travail de *B* si le salaire de *A* est le double de celui de *B*. Mais à partir du moment où le travail est mesuré par le salaire, il est évident que son évaluation temporelle devient superflue.

Ainsi la solution au problème de la réduction indique la voie à suivre pour déterminer de façon cohérente le premier terme de l'équivalence travail \equiv produit. Le produit étant mesuré en unités purement arithmétiques, le travail doit l'être aussi. Cette contrainte est respectée dans le cas où la mesure du travail est effectuée en salaire; elle ne l'est pas si la mesure est dimensionnelle. Le temps étant une dimension, il faut l'écartier en tant que mesure du travail. L'analyse de la réduction du travail complexe ne fait que confirmer ce résultat. *Seul le salaire permet la commensurabilité entre travaux d'espèce différente*. Il constitue l'étalon-dénombrement nécessaire à la mensuration du travail. En effet, le salaire est compté en unités homogènes dépourvues de toute dimension. Les nombres 1, 2, 3, ... appartiennent tous à la même catégorie des entiers et ne possèdent aucune dimension propre. Si le travail d'un ouvrier spécialisé est rémunéré par 4 unités de salaire, on dira que sa mesure est égale à 4. La comparaison entre travaux différents s'effectue sur la base de leur mesure en salaire. Dans notre exemple, le travail de l'ouvrier spécialisé est égal à quatre fois celui du manoeuvre si le salaire de ce dernier, pour la même période de temps, est égal à 1.

Une objection surgit. Si le salaire monétaire est la mesure du travail, on tombe de nouveau dans un raisonnement circulaire, car on mesure le produit par le produit. Avançons pas à pas. Nous savons que le travail est la mesure des marchandises. L'équivalence travail \equiv produit se fonde sur un principe fondamental, celui de la causalité. Or, si nous considérons la monnaie en tant que marchandise particulière, nous arrivons à la conclusion absurde que le produit se mesure lui-même. En effet, le travail étant mesuré en salaire (nécessité de la réduction) et les salaires étant distribués en monnaie, il s'ensuit

¹ *Misère de la philosophie, Oeuvres I*, p. 28

que la monnaie mesure le travail qui mesure le produit. Ainsi la monnaie mesure le produit et donc, si la monnaie est une marchandise, le produit mesure le produit.

Pour éviter le cercle, il est nécessaire de rejeter toute conception matérielle de la monnaie. Dès lors que la monnaie n'est plus une marchandise, le cercle vicieux est brisé. Le travail redevient la source unique de la valeur d'échange bien qu'il soit mesuré par les salaires versés aux travailleurs. La monnaie totalement dématérialisée devient le moyen de compter en unités homogènes le travail et donc, par son intermédiaire, les biens produits. La valeur des marchandises étant leur relation d'équivalence avec le travail et non pas leur dimension propre, il faut qu'elle soit mesurée par un étalon-dénombrement et non pas par un étalon dimensionnel. La monnaie dématérialisée constitue cet étalon. Mais n'anticipons pas. L'analyse de la monnaie faisant l'objet d'une prochaine étude, limitons-nous à énoncer l'idée indiquant la méthode permettant de résoudre les difficultés d'une théorie de la valeur-travail.

*

* *

Revenons à *l'amortissement du capital fixe*. L'impossibilité de sa réalisation est due à la conception matérielle de la monnaie. L'échange entre équivalents étant admis, dès que la monnaie est liée à une marchandise aucune différence ne peut apparaître sur le marché des produits entre l'équivalence définissant la valeur et l'équivalence définissant les prix. La première équivalence est connue, elle rapporte les produits au travail social. La deuxième équivalence est celle qui s'établit entre les produits et la monnaie dépensée pour leur achat sur le marché. Si la monnaie est une marchandise, l'échange sur le marché s'opère entre marchandises. Dès lors, la loi des échanges est respectée uniquement si les biens produits d'un côté et la monnaie de l'autre s'échangent dans le respect des équivalences préétablies. Non seulement les relations d'échange sont des relations d'équivalence - ce qui n'est pas fautif - mais les relations d'équivalence entre les marchandises sont déterminées avant les échanges sur le marché des produits: c'est dire que les prix n'ont aucun degré de liberté par rapport aux valeurs - ce qui est inexact.

Comme la mesure de toutes les marchandises, monnaie comprise, est déterminée par la première équivalence (la valeur), il s'ensuit qu'aucune différence ne peut logiquement apparaître entre prix et valeur. Le prix est l'expression monétaire des biens telle qu'elle apparaît sur le marché des produits. Si la monnaie est marchandise, le prix ne peut être que la représentation de la valeur de tous les produits dans un produit privilégié. Il y a donc identité entre prix et valeur.¹ «La valeur d'échange des marchandises ainsi exprimée comme équivalence générale et en même temps comme degré de cette équivalence dans une marchandise spécifique, c'est le prix. Le prix est la forme transformée, où apparaît la valeur d'échange des marchandises au sein du procès de circulation.»² *Pour que le prix ait un degré de liberté par rapport à la valeur, il faut que la monnaie soit totalement dématérialisée.*³ Alors, l'équivalence entre marchandise et monnaie telle qu'elle se manifeste sur le marché des produits peut se fixer à un niveau supérieur à l'équivalence entre les produits et le travail, déterminée au niveau de la production. Comme, pour Marx, la monnaie est définie en or, les prix sont contraints par les valeurs, ce qui explique notamment l'impossibilité de résoudre le problème de l'amortissement du capital fixe. «Mais quoique la monnaie en tant que mesure de valeur ne fonctionne qu'idéalement et que l'or employé dans ce but ne soit par conséquent que de l'or imaginé, le prix des marchandises n'en dépend pas moins complètement de la matière de la monnaie.»⁴

Page 105

¹ Même si Marx admet que les prix peuvent s'écarter des valeurs, il est obligé de poser l'identité stricte entre les deux. En particulier il affirme l'égalité nécessaire entre la somme des prix et la somme des valeurs. (Cf. Volume III du *Capital*)

² *Critique de l'économie politique, Oeuvres I*, p. 319

³ Il s'agit évidemment d'une dématérialisation de la monnaie indépendamment de sa forme extérieure. Il faut que la monnaie ne représente aucune marchandise particulière et qu'elle puisse néanmoins être intégrée à tous les biens produits.

⁴ *Le Capital I, Oeuvres I*, p. 633

CHAPITRE V

L'ÉTALON DE MESURE NE PEUT SE FORMER
SUR LE MARCHÉ DES BIENS ET DES
SERVICES PRODUITS

Il est bien établi que pour Marx l'étalon de mesure *s'impose* au marché des biens et des services produits. Aussi ne reviendrons-nous pas sur ce point vraiment capital. Mais il est intéressant de confronter la théorie marxienne de l'étalon aux théories rivales, qui prétendent former ou forger l'étalon dans les relations d'échange entre les marchandises. Cependant, au lieu d'énoncer les principales tentatives qui ont été faites jusqu'à ce jour, mieux vaut s'en tenir à l'analyse d'une seule théorie de ce que l'on appelle souvent la valeur «relative» par opposition à la valeur «absolue» de Marx. Si nous avons choisi de critiquer le livre de Piero Sraffa, *Production of commodities by means of commodities*,¹ c'est pour deux raisons: sa publication, pourtant assez récente, a déjà suscité de nombreuses discussions et la pensée qui s'y exprime est d'une grande rigueur. Le choix d'un seul auteur comme «cible» des critiques se justifie d'autant plus que l'échec de Sraffa ne lui est nullement propre, car nous démontrerons à son sujet qu'il est logiquement interdit de concevoir les prix comme relations d'équivalence si l'étalon de mesure n'est pas absolu, c'est-à-dire indépendant des relations d'échange. L'œuvre de Sraffa est l'excellent révélateur de la pensée plus profonde de Marx.

La première section sert d'introduction à Sraffa. La deuxième section développera, à propos de Sraffa, l'invalidation formelle de toute théorie concevant la valeur comme une pure relation entre marchandises. Dans la dernière section, la critique prendra sa forme la plus générale, le «n» et le «n-1».

¹ Cambridge, University Press, 1960. Le sous-titre du livre est *Prelude to a critique of economic theory*.

SECTION 1

LE PRODUIT EST-IL ÉQUIVALENT AUX MOYENS
DE PRODUCTION?

Supposons que la société produise en chaque période 400 quintaux de blé et que cette production absorbe ou consomme en «moyens de production» 280 q de blé et 12 tonnes de fer. La consommation productive comprend la nourriture et d'une façon plus générale la subsistance des ouvriers. On peut donc se représenter la production comme une opération à double face, le produit (ou l'«output») étant le résultat de la consommation productive (ou de l'«input»). Toutefois, est-il permis d'écrire que les deux faces de la même opération, ainsi définies, forment une équivalence?

$$(1) \quad 280 \text{ q de blé} + 12 \text{ t de fer} = 400 \text{ q de blé}$$

Si elle est vraie, la relation (1) établit l'équivalence du blé et du fer.

$$(2) \quad 1 \text{ t de fer} = 10 \text{ q de blé}$$

La relation (2) est fondée sur la relation (1). On en déduit une alternative:

- ou bien la relation (1) est établie sans l'aide de la relation (2) et les deux relations sont vérifiées simultanément;
- ou bien la relation (1) ne peut être prouvée qu'à l'aide de la relation (2), auquel cas elles sont infirmées simultanément.

Le deuxième terme de l'alternative est en effet l'achèvement d'un cercle vicieux: puisque la relation (2) est déduite de la relation (1), il est illogique de déduire la relation (1) de la relation (2).

On peut ainsi formuler un problème très simple: la relation (1) est-elle indépendante de la relation (2)? On démontre que c'est logiquement impossible et ainsi que l'équivalence (1) est privée de signification.

Soit le premier terme de l'alternative. A priori, il n'existe donc aucune relation d'équivalence entre le fer et le blé, deux objets hétérogènes, c'est-à-dire n'ayant aucune mesure commune. Dès lors l'équivalence (1) ne peut être obtenue par la voie déductive et sa seule démonstration possible est expérimentale.

Or, comment l'expérience peut-elle prouver l'équivalence (1)? Si la production de 400 q de blé au moyen de 280 q de blé et de 12 t de fer était constatée une seule fois, on pourrait dire que ces proportions sont l'effet des circonstances et qu'il n'y a aucune relation *nécessaire* entre le produit et la consommation productive de la période. Mais supposons que pour un nombre quelconque de périodes on vérifie en chacune d'elles la consommation productive de 280 q de blé et de 12 t de fer pour une production de 400 q de blé. La répétition indéfinie de cette relation ne permet-elle pas de conclure à son caractère *nécessaire*? Il est certain que non car, pour n expériences identiques, il est toujours possible que l'expérience suivante diverge, la production de 400 q de blé n'exigeant plus la consommation de 280 q de blé et de 12 t de fer. Ainsi, la voie expérimentale conduit-elle dans une impasse, aucune équivalence entre le blé et le fer ne pouvant être induite de l'observation des faits.

Il reste au moins une chance de sauver l'équivalence (1). Admettons en effet qu'une loi soit découverte selon laquelle toute production est en réalité une simple transformation, si bien qu'elle apporte ce qu'elle absorbe, ni plus ni moins. D'après cette loi, l'«input» et l'«output» étant deux formes différentes d'une même réalité, 280 q de blé et 12 t de fer sont identiques et donc équivalents à 400 q de blé. Cependant cette hypothèse de la production-transformation ne peut être confirmée puisque sa démonstration supposerait que les produits soient commensurables alors qu'ils ne le seraient que si la production était effectivement une transformation.

Or la dernière chance de l'équivalence n'apparaît-elle pas précisément lorsque le préalable du caractère commensurable des objets est

tourné? Et pour éviter ce problème, il suffit d'énoncer la loi de la production-transformation de telle sorte que les mêmes quantités des mêmes biens se trouvent des deux côtés de la production, dans la consommation productive et dans le produit. Ajoutons donc la production du fer à celle du blé en inscrivant les mêmes quantités des deux objets dans les moyens de production et dans le résultat de leur absorption. La quantité produite est arbitrairement de 20 t de fer. Ce poids étant fixé, toutes les autres quantités sont imposées par l'hypothèse de la production-transformation. L'industrie qui produit 400 q de blé en consomme productivement 280 q; il lui en reste donc 120 q. Ces 120 q de blé sont consommés par la production du fer. D'autre part, la production de blé absorbe 12 t de fer; il s'ensuit que 8 t de fer sont absorbées par la production de ce métal. Dans la deuxième industrie on trouve donc la relation suivante:

$$(3) \quad 120 \text{ q de blé} + 8 \text{ t de fer} = 20 \text{ t de fer.}$$

A présent, résumons l'argument avant de le conclure.

La relation qu'il s'agit d'établir est l'équivalence du blé et du fer. Il serait vicieux de déduire cette équivalence de la relation (1); il serait également vicieux de la déduire de la relation (3). Mais il est permis de l'établir comme une conséquence de la juxtaposition des deux relations, (1) et (3). C'est que, prises ensemble, ces deux relations ne supposent nullement l'équivalence du blé et du fer, c'est-à-dire l'objet de la recherche; elles reposent seulement sur l'hypothèse de la production-transformation, donc de l'égalité entre les quantités produites et les quantités absorbées par la production, cette égalité n'étant définie qu'en termes *physiques*, à savoir par les mêmes quantités (en tonnes et en quintaux) des mêmes objets (le fer et le blé). Il en résulte que le cercle vicieux est évité: on tire l'équivalence du fer et du blé des équivalences (1) et (3) qui ne supposent pas l'équivalence du fer et du blé.

Le problème serait ainsi résolu s'il ne subsistait une dernière incertitude. Quelles sont les conditions permettant les équivalences (1) et (3)? En d'autres termes, quelles sont les conditions de validité de l'hypothèse de la production-transformation? Est-il suffisant de supposer que la production de 400 q de blé et de 20 t de fer absorbe

400 q de blé et 20 t de fer? Une réflexion très simple montre qu'il n'en est rien. Pour qu'il soit permis d'écrire les deux équivalences, il est nécessaire *qu'en tout temps* la production de 400 q de blé et de 20 t de fer absorbe 400 q de blé et 20 t de fer. L'espoir que l'on avait pu nourrir est ainsi déçu: il n'est pas possible d'éviter le préalable de l'équivalence entre le fer et le blé si l'on veut établir l'équivalence entre le produit et la consommation d'où il résulte, car il est identique de poser qu'en tout temps la production de 400 q de blé et de 20 t de fer absorbe 400 q de blé et 20 t de fer - donc que cette absorption exacte est nécessaire et non contingente - et de supposer que 10 q de blé sont équivalents à 1 t de fer.

En conclusion, il n'est jamais possible de fonder l'équivalence du blé et du fer sur la comparaison entre le résultat de la production et le produit qu'elle absorbe.

CRITIQUE DE LA THÉORIE DE SRAFFA

Sraffa ne conçoit pas la production comme une simple transformation: cette hypothèse n'est pas requise par son système. Il semble néanmoins s'en approcher dans son chapitre premier lorsqu'il postule que la production absorbe des produits et surtout parce qu'il suppose que la production absorbe tout ce qu'elle apporte.

$$\begin{array}{l} \ll 280 \text{ q de blé} + 12 \text{ t de fer} \longrightarrow 40 \text{ q de blé} \\ 120 \text{ q de blé} + 8 \text{ t de fer} \longrightarrow 20 \text{ t de fer} \end{array}$$

Rien n'a été ajouté par la production aux possessions de la société dans son ensemble: 400 q de blé et 20 t de fer ont été absorbés dans les deux industries et les mêmes quantités sont produites.»¹

Au paragraphe 1 nous avons pris à dessein les mêmes quantités. Le problème en discussion est d'ailleurs le même: peut-on écrire ces relations, que Sraffa appelle les «méthodes de production», sous la forme d'équations, en remplaçant les flèches par des signes d'égalité? On le pourrait évidemment si la production était une pure transformation des moyens de production. Mais comme cette hypothèse n'est pas retenue, le blé et le fer ne peuvent pas être considérés comme deux

¹ *Op. cit.*, p. 3

² A ce stade de l'analyse, il convient d'interpréter le signe + employé par Sraffa dans l'expression des méthodes de production comme ayant la valeur de la conjonction *et*, car si le signe devait être pris en son acception arithmétique, les flèches n'auraient pas de raison d'être: les produits étant dès lors homogènes, les relations seraient d'emblée des équivalences.

formes distinctes d'un même objet fondamental. Le premier terme de chacune des relations comprend donc deux éléments qui n'ont aucune mesure commune, ce qui empêche de le considérer comme le premier terme d'une équation. Pour cette raison, il semble bien que l'on doive renoncer à toute idée d'équivalence entre le fer et le blé et, d'une façon générale, entre les marchandises produites.

Cependant, si Sraffa avait renoncé, il se serait arrêté à la première page de son écrit, sans même la compléter. Il importe d'examiner avec soin sur quel fondement l'auteur s'appuie pour faire avancer son raisonnement dans une voie qui paraît condamnée. L'idée de la production conçue comme une consommation productive («productive consumption») est évidemment une première base d'appui, car elle permet de différer le problème posé par l'hétérogénéité des biens, surtout si la production générale apporte exactement les quantités de chaque bien qu'elle absorbe. Pourquoi se soucier immédiatement de la réduction du blé et du fer à une commune mesure puisque la simple considération des quantités physiques permet de comparer la consommation productive (égale à 400 q de blé et à 12 t de fer) à la production (elle-même égale à 400 q de blé et à 12 t de fer). Toutefois, l'exigence d'une opération qui rende les deux marchandises homogènes ou commensurables entre elles subsiste, et cela pour une raison très simple: si les marchandises restent hétérogènes entre elles, elles n'auront pas de prix; or la détermination des prix est l'objet même de l'étude de Sraffa. L'auteur devait donc trouver une deuxième force d'appui lui permettant d'atteindre son objectif. A cette fin il introduit une supposition d'une grande élégance, tellement elle semble aller de soi: les biens absorbés par la production reviennent en quantités égales à leur lieu d'origine. «Il existe une série unique de valeurs d'échange qui, si elles sont adoptées par le marché, rétablissent la répartition initiale des produits, permettant ainsi au processus de se répéter; ces valeurs sont directement dérivées des méthodes de production. Dans l'exemple que nous avons choisi, la valeur d'échange doit être égale à 10 q de blé pour 1 t de fer.»¹

L'industrie produisant le blé a un surplus de + 120 q de blé et de — 12 t de fer car, d'après la méthode de production constatée dans cette industrie, la production de 400 q de blé en absorbe 280 q, alors

¹ *Op. cit.*, p. 3

que la consommation productive de 12 t de fer n'apporte aucune quantité de fer. Si la production doit restituer ce qu'elle absorbe, il est donc nécessaire et suffisant que le surplus positif - 120 q de blé - soit échangé contre 12 t de fer - le surplus négatif. L'échange qui répond à cette fin est bien de 10 q de blé pour 1 t de fer.

Cette valeur d'échange assure en même temps la compensation entre le déficit et le surplus formés dans la deuxième industrie étant donné que la production générale est définie par un surplus nul (ni positif, ni négatif) en blé et également en fer.

La méthode suivie par Sraffa est intéressante car elle aboutit à la détermination des prix sans qu'il soit nécessaire de postuler l'homogénéité des produits. Bien qu'au départ les produits soient hétérogènes, il est possible de trouver les taux selon lesquels ils doivent s'échanger deux à deux: l'homogénéité n'est donc pas la condition d'existence des prix; elle en est au contraire le résultat.

Précisément, en est-elle le résultat? Si la réponse est positive, le système de Sraffa est complet ou, du moins, capable de le devenir. Mais si la réponse est négative et que les marchandises restent hétérogènes entre elles, le système de Sraffa n'est pas condamné pour autant. Pour qu'il le soit, il faut encore prouver que la persistance de l'hétérogénéité des marchandises invalide la détermination des prix, même conçus comme simples relations d'échange.

Les marchandises sont hétérogènes même après la détermination des valeurs d'échange.

Le principe ici est très clair: il ne suffit pas d'échanger entre elles des marchandises hétérogènes pour qu'elles deviennent homogènes. L'homogénéité est une mesure commune. Dire que deux marchandises sont homogènes signifie ainsi qu'elles appartiennent au même «espace de mesure». Considérées en cette appartenance, les marchandises ont, en plus de leurs propriétés physiques, une caractéristique commune qui les range dans une famille unique. Il faut donc distinguer entre l'échange de deux biens qui n'ont jamais été réunis dans la même famille et l'échange entre deux biens appartenant au même espace de mesure. L'échange du premier type se rapporte à des objets qui sont hétérogènes aussi bien pendant l'échange qu'avant ou après. *On le démontre.*

Soit 120 q de blé et 12 t de fer. Si la production était une simple transformation, les deux quantités des deux biens seraient équivalentes entre elles, conformément aux méthodes de production. Mais nous savons que Sraffa ne postule pas l'idée «alchimique» de la production-transformation. D'autre part, il n'avance aucune théorie qui permette de conclure à l'homogénéité du blé et du fer *avant* les échanges. La situation de départ est donc celle de l'hétérogénéité des deux biens. Il est tellement vrai que Sraffa pose l'hétérogénéité qu'il cherche à la tourner par la comparaison en termes *physiques* de la consommation productive et de la production qui en résulte. Il ne s'agit donc pas de décider si l'homogénéité existe avant les échanges - le système de Sraffa ne le permettant pas - mais si elle est introduite par les échanges.

Représentons l'échange entre le blé et le fer par une double flèche.

$$120 \text{ q de blé} \longleftrightarrow 12 \text{ t de fer}$$

Tout le problème est de savoir si la double flèche peut être remplacée par un signe d'égalité. La réponse est positive si et seulement si on peut écrire:

$$\begin{aligned} 120 \text{ q de blé} &= x \text{ unités d'une mesure X} \\ 12 \text{ t de fer} &= \text{mêmes } x \text{ unités d'une même mesure X.} \end{aligned}$$

Or l'étalon de mesure ne peut être trouvé en dehors des biens confrontés puisqu'ils sont hétérogènes avant l'échange. Ainsi, on peut choisir le fer et le blé comme étalons de mesure, en tonnes ou respectivement en quintaux. Si dans l'échange l'un des deux biens est la mesure simultanée des deux, leurs quantités étant physiquement déterminées, l'équivalence sera prouvée. Mais si l'échange est au contraire incapable de définir un étalon unique, c'est que les biens demeurent hétérogènes dans l'échange même.

Peut-on, dans l'échange du fer contre le blé, retenir soit le fer soit le blé comme étalon de mesure des deux biens? Il est vrai que si un étalon unique peut être désigné, son choix est arbitraire. Mais que l'on choisisse le blé ou le fer, le problème est parfaitement résolu dans les deux cas, pourvu que le bien retenu soit effectivement l'étalon unique du fer et du blé.

Avant l'échange, le fer n'est pas l'étalon du blé et le blé n'est pas l'étalon du fer, les deux biens étant hétérogènes. L'étalonnage des biens

doit résulter de l'échange. On peut néanmoins écrire deux équivalences, tautologiques.

$$\begin{aligned} 12 \text{ t de fer} &= 12 \text{ t de fer} \\ 120 \text{ q de blé} &= 120 \text{ q de blé} \end{aligned}$$

Le choix d'un bien comme étalon ou unité de mesure de ce même bien n'apporte aucune information positive mais il n'est pas illogique. Les truismes sont parfois utiles comme des «catalyseurs». Ainsi, supposons que le fer puisse vraiment devenir l'étalon du blé; dans ce cas, le fer étant tautologiquement l'étalon du fer, le fer et le blé sont mesurés dans un même étalon et l'équivalence de telle quantité de fer et de telle quantité de blé peut être établie. Vérifions si l'échange comporte cette solution.

Dans l'échange, le fer peut être choisi comme étalon du blé: on dira ainsi, parce que 10 q de blé s'échangent contre 1 t de fer, que la mesure de 10 q de blé est de 1 t de fer. Pareillement, l'étalon choisi peut être le blé: dans le même échange, la mesure de 1 t de fer est définie par 10 q de blé. Il semble donc que le problème de l'équivalence entre le fer et le blé puisse aisément être résolu puisque le choix du blé ou du fer comme étalon du fer ou du blé n'empêche pas le blé ou le fer d'être tautologiquement l'étalon d'eux-mêmes.

Choix du fer comme étalon

- (1) 10 q de blé (-marchandise) = 1 t de fer (-étalon)
- (2) 1 t de fer (-marchandise) = 1 t de fer (-étalon); donc:
- (3) 10 q de blé (-marchandise) = 1 t de fer (-marchandise)

Choix du blé comme étalon

- (1) 1 t de fer (-marchandise) = 10 q de blé (-étalon)
- (2) 10 q de blé (-marchandise) = 10 q de blé (-étalon); donc:
- (3) 1 t de fer (-marchandise) = 10 q de blé (-marchandise)

Grâce à l'échange, on arrive à mesurer les deux biens au moyen d'un étalon unique (le fer ou le blé). Il en résulte que l'échange rend les biens homogènes entre eux, encore que l'effet n'en soit pas durable,

l'homogénéité étant rigoureusement définie dans l'échange, à l'instant précis où il se produit. Or il importe peu que l'homogénéité soit éphémère: elle existe à l'instant où les prix se déterminent, ce qui est suffisant pour conclure que la détermination des prix ne suppose pas l'homogénéité préalable des biens.

En réalité, le raisonnement est incomplet et son achèvement remet en cause la conclusion à laquelle nous venons d'arriver. Toute opération d'échange est bi-polaire. Il est identique de dire que le fer s'échange contre le blé et que le blé s'échange contre le fer. Cette constatation banale a une conséquence très importante. Si le fer est choisi comme étalon, il ne le devient que dans l'opération de l'échange; cette opération étant bi-polaire, *la transformation du fer en étalon du blé définit identiquement la transformation du blé en étalon du fer. Il est donc formellement impossible d'arriver à un étalon unique.*

Répétons la démonstration. Seul l'échange est capable de transformer l'une des marchandises en étalon de l'autre; c'est la thèse même de Sraffa. Mais tout échange est une opération à double sens. Il s'ensuit que la définition d'un bien comme étalon emporte simultanément celle de l'autre.

(1) 10 q de blé (-marchandise) = 1 t de fer (-étalon)

(2) 1 t de fer (-marchandise) = 10 q de blé (-étalon)

Les deux équivalences sont *conditionnelles*, chacune n'étant vraie que si l'autre l'est. Elles sont donc confirmées ou infirmées ensemble. *Or elles ne sauraient être vraies simultanément, car dans la même expérience (l'échange) le blé ne pourrait être l'étalon du fer et le fer l'étalon du blé que si les deux étalons étaient eux-mêmes commensurables.*

Bref, pour *établir* dans l'échange l'homogénéité du blé et du fer il faudrait la *supposer* dans le même échange, ce qui est logiquement vicieux. Il en découle que les deux équivalences ne sont vraies ni l'une ni l'autre. La troisième équivalence, dont les termes sont tous deux des marchandises,

(3) 1 t de fer (-marchandise) = 10 q de blé (-marchandise),

tombe du même coup puisqu'elle ne pourrait être déduite que des deux équivalences infirmées.

La conclusion définitive à laquelle nous aboutissons est capitale: l'échange entre deux biens hétérogènes conserve l'hétérogénéité des biens. En d'autres termes, *la logique interdit d'introduire l'homogénéité des biens par le truchement des échanges*. L'analyse de Sraffa, qui postule l'hétérogénéité des biens saisis avant l'échange, ne peut plus la dissoudre; ainsi, l'hétérogénéité du blé et du fer persiste au sein de l'échange. A présent, il faut en examiner les conséquences.

L'hétérogénéité permanente des marchandises empêche la détermination des rapports d'échange.

Reprenons l'exemple des deux biens. L'échange, représenté par deux flèches,

$$1 \text{ t de fer} \longleftrightarrow 10 \text{ q de blé,}$$

ne peut être traduit en une équivalence, comme nous venons d'en apporter la preuve. Cependant il se pourrait qu'il ne s'agisse là que d'une question de «vocabulaire». Si les termes de l'échange sont déterminés - 1 t de fer pour 10 q de blé -, le prix est connu sans qu'il soit besoin de l'associer à une équivalence. Il est exact, sans doute, qu'on n'a pas le droit d'écrire

$$1 \text{ t de fer} = 10 \text{ q de blé.}$$

Il n'en reste pas moins qu'une tonne de fer est échangée contre 10 quintaux de blé et que cet échange donne en lui-même toute l'information recherchée. Si, à défaut de relations d'équivalence, les prix sont néanmoins connus, l'infirmité des équivalences laisse subsister la solution du problème. Les équivalences ne sont-elles pas tout au plus un moyen de la solution? Si elle peut être établie par une autre voie, on arrive au but - la détermination des prix - malgré l'impossibilité formelle de toute équivalence.

Or on démontre que faute de pouvoir être associés à des équivalences les prix ne sont pas déterminables. Dans ces conditions l'infirmité des équivalences est très grave, car elle retire toute possibilité de solution au problème de la détermination des prix. Prouvons-le en trois étapes, les deux premières se rapportant à la théorie de Sraffa et la dernière offrant une généralisation du «théorème

d'inexistence» des prix dans un monde qui refuserait toute relation d'équivalence entre les marchandises.

1) La détermination des prix est impossible même dans le cas-limite où la production ne dépasse pas la consommation productive.

Comment savoir si le produit dépasse ou non la consommation dont il est l'effet? On ne pourrait en décider si les biens consommés productivement ne se retrouvaient pas identiquement dans le résultat de la production. Or en son premier chapitre Sraffa se donne 400 q de blé et 12 t de fer du côté du produit, c'est-à-dire toutes les quantités de biens absorbées en moyens de production. Il s'ensuit que la comparaison quantitative des biens absorbés et des biens apportés par la production est possible malgré l'absence de toute équivalence entre les différentes marchandises. Il est inutile de connaître la valeur comparative du blé et du fer pour juger que la production de 400 q de blé et de 12 t de fer ne dépasse pas la consommation productive, elle-même égale à 400 q de blé et 12 t de fer.

Sur ces données, Sraffa procède à la détermination des prix. Il est bien démontré que les prix ne sauraient être entendus comme des relations d'équivalence lorsqu'elles sont déterminées dans les échanges. Mais les prix ont une deuxième signification, en tant que simples rapports d'échange. En effet, les rapports d'échange sont spécifiés en quantités *physiques* sans qu'il soit nécessaire de poser l'équivalence des quantités échangées. Ainsi l'échange de 12 t de fer pour 120 q de blé est-il parfaitement défini même dans le cas où nous sommes de l'impossibilité logique de conclure à l'équivalence entre les deux termes. Il faut donc examiner si les «méthodes de production» permettent la détermination des prix conçus comme des rapports d'échange entre quantités physiques non équivalentes. Si la réponse devait être négative, le système de Sraffa laisserait les prix dans la complète indétermination.

Raisonnons en deux points, de l'hypothèse stricte à l'hypothèse lâche, qui est celle de Sraffa.

Hypothèse stricte. L'identité des avances et du produit n'est pas due aux circonstances; elle est au contraire nécessaire car elle est conforme à la «nature des choses». Si les moyens de production avancés sont constitués par 20 t de fer et 400 q de blé on sait avec certitude, quelle que soit la technique de production employée, que le produit de ces

avances sera lui-même constitué de 20 t de fer et de 400 q de blé. On reconnaît l'hypothèse de la production-transformation, les mêmes quantités des mêmes biens figurant des deux côtés de la production. On en déduit que 12 t de fer *doivent* s'échanger contre 120 q de blé car la production de chaque industrie, notamment celle de la première, obéit à l'équivalence de la consommation productive avec le produit qui en résulte. Il ne s'agit pas d'une contrainte normative mais physique; la production étant une simple transformation, 120 q de blé et 12 t de fer sont, en ces quantités précises, des formes distinctes d'un objet unique.

Le prix est donc déterminé en tant que rapport d'échange mais il l'est sur le fondement de l'équivalence. Autrement dit, si le prix n'était pas déterminé comme une relation d'équivalence il ne le serait pas non plus en tant que rapport d'échange.

Il est temps d'abandonner la première hypothèse puisqu'elle n'est pas retenue par Sraffa.

Hypothèse lâche. On ne prétend plus qu'il y ait identité par transmutation entre les avances et le produit. Cependant on étudie en premier lieu le cas le plus simple. Ainsi, il n'est pas nécessaire que la consommation productive de 20 t de fer et 400 q de blé aboutisse à une production de 20 t de fer et de 400 q de blé, mais on se propose d'étudier ce premier exemple, dont la rigueur hypothétique sera bientôt levée.

Puisque l'identité des avances et du produit n'est pas postulée mais seulement supposée provisoirement, Sraffa ne trouve aucune équivalence entre les produits *avant* les échanges. Dès lors, nous savons que la logique ne lui permet pas de trouver les équivalences *dans* les échanges. Abandonnant l'hypothèse forte on a donc perdu en même temps tout espoir de déterminer les prix comme relations d'équivalence. Or il y a plus: *les prix ne peuvent plus être déterminés comme rapports d'échange.*

Soit de nouveau les méthodes de production d'abord proposées par Sraffa.

$$\begin{array}{l} 280 \text{ q de blé} + 12 \text{ t de fer} \longrightarrow 400 \text{ q de blé} \\ 120 \text{ q de blé} + 8 \text{ t de fer} \longrightarrow 20 \text{ t de fer} \end{array}$$

Ces relations définissent un premier rapport d'échange entre le fer et le blé, rapport que l'on pourrait appeler *interne*. En effet, on sait que

Sraffa reprend l'hypothèse de Quesnay selon laquelle la production et la consommation forment un processus circulaire¹. En théorie moderne (l'épithète est de Sraffa), la production et la consommation sont des opérations contraires et distinctes, tandis que dans le système physiocratique de l'auteur, la consommation et la production sont deux opérations contraires et confondues. C'est précisément la confusion des contraires qui définit le caractère circulaire du processus. La consommation des marchandises est une production des marchandises. Ainsi les 280 q de blé que l'on trouve dans la partie gauche de la première relation ne sont pas une simple consommation mais une consommation *productive*; c'est dire que les 280 q de blé sont consommés par la production elle-même, le pain nécessaire à la subsistance des ouvriers étant placé sur le même plan que l'énergie qui meut les machines ou que la provende des animaux. «We have up to this point regarded wages as consisting of the necessary subsistence of the workers and thus entering the system on the same footing as the fuel for the engines or the feed for the cattle.»² La production de la première industrie absorbe 280 q de blé; cependant elle en produit 400 q. Ainsi, la consommation et la production formant une opération unique, il s'ensuit que l'absorption des 280 q de blé n'est pas nette; en réalité, la première industrie n'absorbe pas de blé, elle en apporte 120 q.

Apport net en blé = 120 q

Toutefois, la production exige paiement pour son apport: elle absorbe définitivement 12 t de fer

Absorption nette de fer = 12 t

On s'aperçoit que *la production est un échange*: elle donne 120 q de blé et elle engloutit 12 t de fer.

Ce prix *interne*, défini par une espèce de métabolisme, n'est pas celui que recherche Sraffa, qui s'intéresse au prix du marché.

¹ *Op. cit.*, Appendix D, «References to the literature», p. 93: «It is of course in Quesnay's *Tableau Economique* that is found the original picture of the system of production and consumption as a circular process, and it stands in striking contrast to the view presented by modern theory, of a one-way avenue that leads from 'Factors of production' to 'Consumption goods'».

² *Op. cit.*, p. 9

«Commodities are produced by separate industries and are exchanged for one another at a market held after the harvest»¹. Quand le blé et le fer sont échangés non plus au sein de la production circulaire mais par les producteurs qui les apportent sur le marché, nous parlerons de rapport d'échange ou de prix *externe*. C'est la détermination des prix externes qui est l'objet de l'étude de Sraffa. Démontrons que cette détermination est logiquement impossible.

Le prix interne du blé en fer est connu dès que sont fixées les méthodes de production. Ce prix est le même dans les deux industries pourvu que la production consomme et apporte les mêmes quantités des mêmes biens. Mais *les méthodes de production ne donnent aucune information sur le prix externe*. Il faut donc s'appuyer sur au moins une donnée supplémentaire. L'auteur la découvre dans l'idée du «self-replacing state». A l'issue de la production tout le blé se trouve dans la première industrie et tout le fer dans la seconde. Sraffa se donne la ventilation du produit selon un critère très simple: la reconduction du statu quo ante. Non seulement l'auteur se donne l'«auto-reproduction» mais il affirme que l'on peut toujours se la donner.² A l'aide d'un tableau montrons la signification exacte de la reconduction de l'état antérieur.

<i>Situation à l'issue de la production</i>			<i>Situation antérieure et postérieure</i>
Industrie 1	400 q de blé	→	280 q de blé
Industrie 2		→	120 q de blé
Industrie 2	20 t de fer	→	8 t de fer
Industrie 1		→	12 t de fer
Industrie 1	400 q de blé		280 q de blé + 12 t de fer
Industrie 2	20 t de fer		120 q de blé + 8 t de fer

La *définition* de l'information additionnelle dont il faut disposer pour passer du prix interne au prix externe ressort clairement du tableau: la

¹ *Op.cit.*, p. 3

² Cf. note 1, p. 5

première industrie garde 280 q de blé et elle envoie le complément à la deuxième, qui garde 8 t de fer pour envoyer le complément à la première industrie. Les envois réciproques sont de 120 q de blé et de 12 t de fer et, répétons-le, ils *définissent* l'auto-reproduction. C'est dire que Sraffa commet une pétition de principe: *il se donne ce qu'il cherche*.

Essayons de l'établir une deuxième fois, par petites touches successives.

1. Le «self-replacing state» ou l'auto-reproduction a deux acceptions possibles.

- Si les produits consommés se reproduisent automatiquement, l'auto-reproduction est définie à l'intérieur du processus de production: elle est *interne*. Sraffa retient-il cette hypothèse? Il faut répondre que non. Il est vrai que l'auteur postule le caractère circulaire de la production mais il ne dit nulle part que la production est telle qu'elle reproduise toute quantité de tout bien qu'elle consomme. Bien plus, l'auto-reproduction interne est expressément rejetée par Sraffa puisqu'elle impliquerait la nullité nécessaire des surplus de production, alors que ces surplus ne sont annulés dans le chapitre 1 de la *Production des marchandises à l'aide des marchandises* qu'à titre d'exemple provisoire, par souci de simplification didactique.

- En sa deuxième acception, l'auto-reproduction est *externe*. Par les échanges sur le marché chaque industrie reconstitue ses avances, tout bien consommé par la production étant remplacé par un bien identique en qualité et en quantité.

2. Le statut heuristique des deux acceptions de l'auto-reproduction n'est pas du tout le même.

- Si l'auto-reproduction était interne, l'auto-reproduction externe en serait une conséquence logique. Les différentes marchandises n'étant en cette hypothèse que les formes diverses d'une même substance, celle-ci serait conservée dans les échanges. Pour infirmer l'identification de l'auto-reproduction externe à l'auto-reproduction interne il faudrait supposer que la substance unique ne pourrait être suivie et reconnue à travers les mutations qu'elle subit dans le processus de production. Dans ce cas les échanges externes auraient un degré de liberté par rapport aux échanges internes et, faute d'une information complémentaire, ils resteraient indéterminés. En résumé, l'auto-reproduction interne serait très utile à la découverte du principe de la détermination des prix sur le marché. Si cette auto-reproduction

existait dans la réalité des faits, les échanges extérieurs seraient connus sauf dans le cas des «avatars» non identifiables.

- La valeur heuristique de la deuxième acception est beaucoup plus faible; elle est même nulle. Il est important de noter en effet que, selon sa deuxième acception, qui est celle de la supposition de Sraffa, l'auto-reproduction est *purement* externe: l'auto-reproduction interne est rejetée. Il s'ensuit que la loi que l'on aurait pu tirer de l'identification des taux d'échange externes aux taux d'échange internes se dérobe. Dès lors, le «self-replacing state» n'est plus appuyé que sur lui-même.

3. Nous venons de prouver que l'auto-reproduction, telle qu'elle est entendue par Sraffa, est une hypothèse gratuite. Or il serait faux d'en conclure que le raisonnement qui est appuyé sur cette hypothèse constitue une pétition de principe. Même gratuite, une hypothèse peut fonder toute une série de raisonnements valides.

4. L'erreur de logique apparaît après la conjonction de l'auto-reproduction prise en son acception faible et de la supposition (provisoire) de la nullité des surplus de production. Prises ensemble, les deux hypothèses *définissent* les taux d'échange externes. Les deux hypothèses étant données, aucune conséquence n'en découle. Les prix ne sont pas la conséquence des hypothèses mais leur définition même. Il est donc illogique de prétendre que l'on arrive à la connaissance des prix à partir des hypothèses: les prix sont le résultat d'une définition et non d'une inférence. Dans ces conditions, Sraffa part du point auquel il veut arriver et le chemin parcouru est nul.

5. Le vice formel de la démarche - son caractère circulaire - serait clairement visible si Sraffa ne portait pas les prix dans des équations. La résolution des équations est bien une opération intellectuelle, les solutions étant *déduites* et non pas *données*.

6. Or il est démontré que les méthodes de production ne peuvent être représentées par des équations que si l'auto-reproduction est validée en son acception *forte*, la production étant une pure transformation.

7. En effet, les équations ne sont permises par la logique que si l'étalon de mesure des marchandises n'est pas lui-même donné par la solution des équations. Cette condition n'est pas générale; au contraire, elle n'est vraie que dans le cas qui nous occupe. L'étalon de mesure pourrait être donné par la solution des équations s'il pouvait naître

dans les échanges sur le marché des produits. C'est parce que les échanges sont des opérations bi-polaires que l'étalon de mesure doit se former dans une opération antérieure aux échanges constatés sur le marché des produits.

8. En définitive, Sraffa n'a pas d'étalon, pas d'équivalences et pas d'équations. Ainsi ses deux suppositions - la nullité (provisoire) des surplus et l'auto-reproduction externe - définissent-elles directement les prix tout en se donnant l'apparence de ne fournir que les conditions de leur détermination.

Mais l'erreur de logique subsiste-t-elle lorsqu'on lève la supposition des surplus nuls?

2) La détermination des prix est également impossible quand la production dépasse la consommation productive.

Soit l'exemple arithmétique d'un surplus de production tel qu'il est proposé par Sraffa (p. 7.)

$$\begin{array}{l} 280 \text{ q de blé} + 12 \text{ t de fer} \longrightarrow 575 \text{ q de blé} \\ 120 \text{ q de blé} + 8 \text{ t de fer} \longrightarrow 20 \text{ t de fer} \end{array}$$

Sur la base de cet exemple, notre critique se développera en trois points.

1. La détermination d'un taux d'échange unique est impossible.
2. Sraffa n'obtient cette détermination qu'au prix d'une pétition de principe.
3. Mais l'erreur est encore plus grave: Sraffa commet une pétition de principe (première erreur formelle) qui ne conduit pas logiquement au résultat de Sraffa (deuxième erreur formelle).

Reprenons ces trois points.

1. *La détermination d'un taux d'échange unique est impossible.* Les relations proposées par Sraffa sont des «méthodes de production». Ainsi, la production de blé n'est-elle pas nette à concurrence de 575 q mais seulement pour un montant de $575 \text{ q} - 280 \text{ q} = 295 \text{ q}$. La raison en est que la consommation de 280 q de blé constatée dans la première industrie est une consommation productive, donc une imputation sur la production elle-même et non simplement sur son résultat. En contrepartie de la production de blé, la première industrie absorbe 12 t de fer. On en conclut que le rapport d'échange ou le prix *interne* est de

295 q de blé pour 12 t de fer. Dans la deuxième industrie, le prix interne est de 120 q de blé pour 12 t de fer.

Rapports d'échange internes

<i>Première industrie</i>	<i>Deuxième industrie</i>
295 q de blé pour 12 t de fer	120 q de blé pour 12 t de fer

Les deux prix internes divergent considérablement. Or l'hypothèse de l'auto-reproduction *externe*, le «self-replacing state» de Sraffa, ne fournit aucun critère de choix entre tous les taux d'échange concevables, de 120 q à 295 q de blé pour 12 t de fer.

Il se confirme ainsi que dans le cas d'un surplus nul, l'auto-reproduction externe ne détermine le taux d'échange entre le blé et le fer que par la force d'une pétition de principe. Que la production comporte ou non un surplus, l'auto-reproduction externe n'exerce aucune contrainte sur le comportement des échangistes: déjà marquée par son caractère gratuit, cette hypothèse a une force déterminante nulle. On le voit clairement dans le cas présent, la production comportant un surplus. Tous les taux compris entre 120 q et 295 q de blé pour 12 t de fer son compatibles avec le «self-replacing state». Dans le cas de la nullité du surplus de production l'inefficacité de l'hypothèse de l'auto-reproduction externe apparaît moins clairement car l'égalité exacte entre la production et la consommation productive suggère l'idée de l'auto-reproduction interne qui - si elle n'était pas un pur mirage - expliquerait effectivement la formation des prix internes, fournissant ainsi une base de détermination pour les prix externes. L'auto-reproduction interne faisant défaut - elle est absente dans les deux cas, que la production comporte ou non un surplus - l'auto-reproduction externe apparaît dans toute sa vacuité: si les prix sont déterminés, ils ne le sont pas grâce à elle (surplus = 0) et s'ils ne le sont pas, c'est malgré elle (surplus = 0).

2. *Sraffa dérive la détermination des prix d'une pétition de principe.* La force explicative de l'auto-reproduction externe ne pourrait provenir que de l'auto-reproduction interne. Il est remarquable en effet que les

méthodes de production se donnent subrepticement l'auto-reproduction *interne*. C'était évident dans le cas du surplus de production nul. Alors, on pouvait encore espérer que l'hypothèse de l'auto-reproduction interne, c'est-à-dire de la production-transformation, déjà condamnée, serait définitivement perdue au moment de l'introduction des surplus positifs. Cet espoir était bien fondé puisque Sraffa ne prétend jamais que la production soit une simple transformation de quelque substance immuable. Une telle idée ne saurait voir le jour; elle n'est donc pas postulée. Cependant, elle se cache derrière l'auto-reproduction externe, à tel point qu'on la décèle même dans le cas où le surplus de production est positif. Vérifions-le dans l'exemple arithmétique. Le taux de conversion étant de 15 q de blé pour 1 t de fer, la consommation productive de la première industrie, multipliée par le coefficient 1,25, est égale à 575 q de blé: *elle est équivalente à la production de cette industrie*. La même équivalence entre la consommation productive, multipliée par le même coefficient, et le produit qui en résulte se vérifie dans la deuxième industrie. Ainsi, sans se l'avouer, Sraffa raisonne dans le cadre de l'hypothèse de la production-transformation, avec cette circonstance aggravante que la consommation productive a une efficacité de 125% ou, plus généralement, de $100 + x\%$ où x est nécessairement positif quand le surplus l'est. La faute de raisonnement n'est pas dans la supposition du surplus mais dans la relation d'équivalence qui est implicitement posée entre la consommation productive (multipliée par tel coefficient) et le produit qui en résulte. Cette faute n'est commise qu'en vue de l'obtention du résultat que l'auteur recherche à tout prix, sans s'être donné les moyens légitimes de l'obtenir: la détermination des rapports d'échange. En définitive, les prix restent *totalelement indéterminés* dès que l'on extirpe l'hypothèse sous-jacente de l'auto-reproduction interne: à partir de là, l'auto-reproduction externe ne repose plus que sur elle-même, c'est-à-dire sur rien, et elle permet tous les taux d'échange compris entre 120 q et 295 q de blé pour 12 t de fer, ces limites étant elles-mêmes purement artificielles.

Tout auteur qui supposerait que la production est une pure transformation tiendrait la condition nécessaire et suffisante des premières équations de Sraffa. Bien plus, tout auteur qui supposerait que la production-transformation est compatible avec une efficacité de la consommation productive qui dépasserait 100%, la valeur produite

étant plus grande que la consommation qui en est l'aliment, se donnerait la condition nécessaire et suffisante des équations générales de Sraffa, celles qui comportent un surplus positif. Or Sraffa pose les équations tout en omettant d'explicitier la condition nécessaire et suffisante - la production-transformation - qui les fonde. Dès lors les suppositions qu'il s'accorde sont efficaces dans la mesure où elles reprennent d'une façon larvée l'hypothèse fondamentale de la production-transformation. Comme cette hypothèse est d'autre part ignorée par Sraffa, son système est «auto-fondé» et constitue ainsi une vaste pétition de principe. Et il y a plus; dans la mesure où les suppositions avouées restent en retrait de l'hypothèse fondamentale de la production-transformation, elles sont frappées d'inefficacité, si bien que les prix, déjà faussement déterminés, dépendent d'une erreur de logique au deuxième degré, comme nous allons le vérifier maintenant.

3. *La pétition de principe commise par Sraffa ne conduit pas logiquement au résultat de Sraffa.* Soit l'énumération des suppositions avouées.

- La consommation est une production.
- Les prix sont tels qu'après la production les dotations initiales de produits soient reconduites, dans l'identité des biens et des quantités.
- Les avances reconstituées apportent en plus un profit qui leur est proportionnel.

Il est entendu que l'hypothèse de la production-transformation, n'étant pas licite, ne doit pas figurer parmi les suppositions retenues. *Dans ces conditions, les équations de Sraffa ne peuvent être écrites, car elles ajoutent des kilogrammes à des mètres.*

Bornons-nous à illustrer l'erreur dans l'exemple arithmétique.

Rappelons les méthodes de production telles qu'elles sont posées par Sraffa.

$$\begin{array}{l} 280 \text{ q de blé} + 12 \text{ t de fer} \longrightarrow 575 \text{ de blé} \\ 120 \text{ q de blé} + 8 \text{ t de fer} \longrightarrow 20 \text{ t de fer} \end{array}$$

Ces relations trahissent les suppositions de Sraffa. Récrivons-les en conformité avec la logique.

Si le fer est consommé productivement à raison de 20 t, il faut de deux choses l'une: ou bien la production de ce métal est égale à 20 t (chiffre avancé par Sraffa), ou bien la consommation productive du fer apporte un surplus positif (supposition de Sraffa). Il est contradictoire

de poser à la fois que le surplus est positif et que la consommation productive est égale à la production. Il est vrai que Sraffa se donne un surplus en blé. Mais puisqu'il suppose que le profit est proportionnel aux avances, on est obligé de se donner également un surplus en fer. Si Sraffa ne le fait pas, c'est qu'il se donne le droit d'écrire que *le blé est une espèce de fer* - c'est le sens profond de ses équations - proposition qui dépasse singulièrement les suppositions qui censément la fondent.

Sauf à poser que la production est une pure transformation, l'addition du blé et du fer n'a pas plus de sens que celle de l'âne et du meunier. L'hétérogénéité des biens impose donc d'écrire les conditions de production de la manière suivante.

$$\begin{array}{l} 280 \text{ q de blé} \times 1,25 + 12 \text{ t de fer} \times 1,25 \longrightarrow 500 \text{ q de blé} \\ 120 \text{ q de blé} \times 1,25 + 8 \text{ t de fer} \times 1,25 \longrightarrow 25 \text{ t de fer} \end{array}$$

Ces relations définissent un prix de 10 q de blé pour 1 t de fer. Ainsi, toutes les suppositions de Sraffa sont satisfaites.

- La consommation est une production, la consommation de 400 q de blé et de 20 t de fer apportant un produit de 500 q de blé et de 25 t de fer.

- Le prix de 10 q de blé pour 1 t de fer est tel qu'après la production les dotations initiales sont reconduites, dans l'identité des biens et de leurs quantités. En effet, la première industrie distrait le surplus de 100 q de blé, sur les 500 q qui lui restent, elle reconstitue son avance de 280 q et elle envoie le reliquat à la deuxième industrie. De son côté, celle-ci distrait le surplus de 5 t de fer, le reste de son produit étant ventilé entre la reconstitution des avances - 8 t de fer - et la contrepartie du blé «acheté», 12 t.

- Enfin, les avances apportent un profit qui leur est proportionnel (de 25 % comme dans l'exemple de Sraffa).

La logique impose une seule restriction: il n'est pas permis de conclure que le surplus *approprié* par chaque industrie est proportionnel aux avances. C'est que les avances comprennent deux biens pour chaque industrie alors que le surplus de chacune n'en comprend qu'un. La supposition des profits proportionnels aux avances n'a donc de signification que pour les deux industries réunies, chaque bien avancé apportant non seulement son propre produit de remplacement mais en plus un surplus *physique* de 25 %.

La conclusion générale à laquelle nous arrivons est que les équations de Sraffa ne seraient exactes que si elles reposaient sur l'hypothèse de l'auto-reproduction interne ou, identiquement, de la production-transformation. Elles sont donc *fausses*, si bien qu'elles laissent les prix dans l'indétermination. Dans la dernière partie de cette critique, nous démontrerons brièvement que l'erreur de Sraffa ne lui est pas personnellement imputable, étant donné que la détermination des prix est formellement impossible en tout système qui omet de se donner l'étalon de mesure ou le «numéraire» dans une opération logiquement antérieure aux échanges constatés sur le marché des produits.

3) *L'indétermination des prix dans le cas où les marchandises demeurent hétérogènes entre elles.*

Il ne s'agit plus de prouver que les équivalences entre marchandises échangées ne sauraient résulter des échanges eux-mêmes. Le caractère bipolaire des échanges sur le marché des produits s'oppose à l'établissement de ces équivalences, à moins que l'étalon des mesures soit donné dans une opération préalable. La question qui doit être tranchée ici est plus simple: les prix peuvent-ils être déterminés dans une situation où l'hétérogénéité des biens persisterait après la détermination des prix? La réponse est immédiate. Si les prix sont de pures relations d'échange, par définition ils n'établissent aucune relation d'équivalence entre les marchandises échangées. Mais dans ce cas, les prix sont hétérogènes entre eux. Ainsi, les prix ne peuvent appartenir au même espace de mesure que s'ils sont rendus commensurables entre eux. Or la commensurabilité des prix définit par voie de conséquence celle des marchandises. La conclusion en est très claire: si les marchandises sont définitivement hétérogènes, les prix ne peuvent être déterminés puisque la détermination des prix suppose leur commensurabilité et que celle-ci entraîne l'homogénéité des marchandises.

Soit un exemple très simple. On échange 10 q de blé pour 1 t de fer et, dans une autre opération, 1 t de fer contre 2 cochons. Ces prix, relations d'échange, sont incommensurables si et seulement si on ne peut pas écrire l'égalité suivante.

$$10 \text{ q de blé} \xleftrightarrow{\text{échange 1}} 1 \text{ t de fer} = 20 \text{ cochons} \xleftrightarrow{\text{échange 2}} 1 \text{ t de fer}$$

Or l'égalité entre l'échange 1 et l'échange 2 est établie dès que l'on peut écrire:

$$\begin{aligned} 1 \text{ t de fer} &= 20 \text{ cochons,} \\ &\text{et} \\ 10 \text{ q de blé} &= 1 \text{ t de fer.} \end{aligned}$$

Dans ce cas, les prix ne sont pas de pures relations d'échange mais des équivalences entre les biens échangés.

Tout auteur qui se propose de déterminer les prix conçus comme des relations d'échange entre quantités physiques doit logiquement procéder en trois étapes.

1. Il faut définir l'étalon des mesures dans une opération indépendante des échanges sur le marché des produits. En effet, si l'étalon était défini dans ces échanges, les équivalences entre les marchandises seraient elles aussi définies dans les échanges sur le marché des produits, ce qui est impossible étant donné le caractère bipolaire de ces opérations.

2. Il faut que l'étalon des mesures établisse l'homogénéité des biens, c'est-à-dire leur transformation en marchandises au sens de Marx.

3. Enfin, on peut déterminer les prix selon une loi qui reste à découvrir. Mais quelle que soit cette loi, dès qu'ils sont connus les prix définissent des relations d'équivalences entre les marchandises échangées.

Très peu d'auteurs respectent ces trois étapes. Aussi n'avons-nous aucun grief exceptionnel à formuler contre la *Production des marchandises à l'aide des marchandises*. Au contraire, il est intéressant de noter que *Sraffa franchit la première étape*, car il définit l'étalon des mesures, sa marchandise-étalon, dans une opération indépendante des échanges sur le marché des produits. Reprenons les relations du § 25 de son livre.

90 t de fer + 120 t de charbon + 60 q de blé + $\frac{3}{16}$ du travail	→	180 t de fer
30 t de fer + 75 t de charbon + 90 q de blé + $\frac{3}{16}$ du travail	→	270 t de charbon
30 t de fer + 30 t de charbon + 150 q de blé + $\frac{6}{16}$ du travail	→	360 q de blé
Totaux 150	225	300

D'après ces relations, qui sont «construites» mais qui peuvent toujours l'être à partir de toute situation réelle, comme Sraffa le prouve, le fer, le charbon et le blé ne sont pas trois biens distincts, car ils forment une marchandise composite et *unique*. Effectivement, la marchandise

(1) (150 t de fer, 225 t de charbon, 300 q de blé)

est identique à la marchandise

(2) (180 t de fer, 270 t de charbon, 360 q de blé),

à un facteur de proportionnalité près. Pour trouver l'expression (2) il suffit de multiplier l'expression (1) par le nombre 1,20. Les trois biens forment une marchandise unique parce qu'ils entrent en proportion identique dans la consommation productive et dans le produit.

Cet essai de Sraffa, fondé sur une idée que Ricardo n'avait pas poursuivie, a pour but déclaré de définir un étalon de mesure qui soit indépendant des prix. Il est logique, en effet, que si l'étalon est l'unité de mesure dans laquelle les prix sont définis, la variation des prix ne doit pas modifier la définition de l'étalon. Or la définition de l'«étalon invariable» n'implique-t-elle pas qu'il ne soit pas une marchandise? Et que peut-il être s'il n'est pas une marchandise? En évitant ce problème, qui est celui de l'établissement d'un espace de mesure qui soit commun à tous les biens, Sraffa prend le contre-pied de Marx: la marchandise-étalon n'est pas une marchandise au sens du *Capital*, puisque pour Sraffa l'étalon est une marchandise alors que pour Marx l'étalon est la mesure des marchandises. L'étalon-mesure range les biens dans un même espace de mesure: c'est la raison pour laquelle ils sont des marchandises. L'étalon-marchandise laisse pleinement subsister l'hétérogénéité des biens car il signifie seulement qu'une marchandise donnée (qu'elle soit composite ou simple) est équivalente à elle-même.

Le «q-système» de Sraffa est irréprochable, au moins formellement, puisqu'il signifie l'identité de chaque marchandise avec elle-même. Mais la première étape étant franchie de cette façon très originale, les deux autres ne peuvent plus l'être. Après la définition de l'étalon-marchandise, les biens ne sont toujours pas rangés dans un

même espace de mesure: il en résulte qu'après comme avant Sraffa *ne peut pas poser les équations d'où il prétend tirer les prix*. Ainsi, l'équation

$$(A_a q_a + A_b q_b + \dots + A_k q_k) (1 + R) = A_a q_a$$

est exacte, car ses deux termes se rapportent au *même bien*, la même marchandise. Mais l'équation

$$q'_a (A_a p_a + B_a p_b + \dots + K_a p_k) (1 + r) + L_a w = q'_a A_a p_a$$

est inadmissible - elle est absurde au sens noble - car ses deux termes se rapportent à des biens divers, qui ne sont ni homogènes (l'étalon étant une marchandise et non une mesure) ni «homogénéisés» par la solution des équations (puisque l'étalon-mesure ne peut être déterminé dans les échanges sur le marché des produits).

LE N ET LE $N-1$

Dans cette dernière section nous nous contenterons de présenter les résultats déjà démontrés. Nous mettrons l'accent sur quelques points principaux, afin de faire apparaître aussi clairement que possible la raison d'être fondamentale du «conflit des écoles».

Comme tous les économistes, Sraffa sait que les biens économiques doivent être rangés dans un même espace de mesure, car s'ils devaient rester incommensurables entre eux, les prix ne pourraient être déterminés. Mais face à cette nécessité, deux attitudes sont radicalement distinctes. On les discerne clairement grâce au schéma bien connu des $n-1$ relations.

1. Si l'homogénéité des différents biens et services physiques pouvait être établie sur le marché dans les relations d'échange entre les n biens, les équivalences seraient au nombre de $n-1$. En effet, entre n biens on définit $n-1$ relations.

2. En revanche, si l'homogénéité des différents biens et services physiques ne peut s'établir dans les relations d'échange sur le marché des produits, les n biens ne sont homogènes entre eux que s'ils admettent n et non plus $n-1$ relations d'équivalence.

L'opposition est à tel point tranchée que l'on peut s'en servir pour caractériser deux familles d'esprit. Piero Sraffa appartient au groupe de ceux qui optent en faveur du $n-1$. En respectant l'usage, convenons d'appeler *néo-classiques* tous les économistes ainsi définis. Entre n biens ils construisent seulement $n-1$ relations d'équivalence. Le groupe opposé comprend tous les penseurs qui prennent parti pour le n .

Karl Marx est l'un des grands représentants de ce groupe des économistes que nous appellerons «classiques»: pour n biens, ils établissent n relations d'équivalence indépendantes.

Bien que le choix entre les deux écoles soit difficile - choix qu'on ne saurait éluder puisqu'elles sont en contradiction -, la logique apporte une information, non pas positive, mais négative: elle élimine l'une des deux positions. A moins qu'aucune décision ne soit possible, c'est donc l'école opposée qui doit l'emporter.

Partons de la doctrine des $n-1$. On rencontre encore des économistes qui conçoivent les prix seulement comme des relations d'échange et non comme des équivalences. Peu nombreux, leur influence intellectuelle est faible. Ils forment en quelque sorte la «partie vide» de l'ensemble des économistes, car ils n'appartiennent ni à l'école classique ni à l'école néo-classique. La caractéristique des néo-classiques n'est pas de renoncer à la commensurabilité des biens mais de se la donner dans les relations d'échange sur le marché des produits. Pour eux, il n'est pas vrai que les biens appartiennent au même espace de mesure *avant* les échanges sur le marché des biens et des services produits. Il n'en reste pas moins que les néo-classiques reconnaissent pleinement que, dans les relations d'échange, les biens sont commensurables entre eux. En d'autres termes, les $n-1$ relations d'échange définissent $n-1$ relations d'équivalence. C'est ici que la logique intervient. En toute théorie, classique ou néo-classique, il est exact que les $n-1$ relations d'échange supposent $n-1$ relations d'équivalence. Cependant, la théorie néo-classique *introduit* les équivalences au moyen des échanges sur le marché des produits. La logique ne l'admet pas. L'échange ne peut pas *créer* l'équivalence entre deux objets physiques. Nous connaissons bien la raison de cette impossibilité. Si 1 t de fer est échangée contre 10 q de blé, il faut de deux choses l'une:

- ou bien le fer et le blé appartiennent à un même espace de mesure avant même qu'ils soient échangés;
- ou bien la relation d'échange n'est pas une relation d'équivalence. Ainsi les néo-classiques ne se trompent pas lorsqu'ils affirment que les relations d'échange sont des équivalences mais ils en rejettent le préalable nécessaire: ce ne sont pas les échanges de produits qui introduisent les biens échangés dans leur espace de mesure.

	<i>Ecole néo-classique</i>	<i>Ecole classique</i>
marché des produits	pour n biens et $n-1$ relations d'échange: $n-1$ relations d'équivalence	pour n biens et $n-1$ relations d'échange: $n-1$ relations d'équivalence
détermination de l'étalon-mesure indépendamment du marché des produits	non	oui: par n relations d'équivalence pour n biens
cohérence interne	non: à défaut d'un étalon des mesures, les $n-1$ relations d'échange ne peuvent être déterminées, sauf erreurs de logique	oui: les $n-1$ relations d'échange respectent l'étalon défini dans les n relations d'équivalence

Au sein du néo-classicisme, la position de Sraffa est singulière: il définit un étalon indépendamment du marché des produits. Mais son unité de mesure est un étalon-marchandise; ainsi le système de Sraffa souffre de la même incohérence que toute théorie néo-classique. Cette incohérence apparaît clairement en un point privilégié: selon les néo-classiques, le numéraire étant choisi arbitrairement parmi les marchandises, le prix du bien-numéraire serait par définition égal à l'unité, au nombre 1, c'est-à-dire à un «nombre sans dimension»; «One commodity is taken as standard of value and its price made equal to unity.»¹

Qu'en économie l'unité de mesure soit un numéraire, un nombre sans dimension, ou encore une unité arithmétique, ce n'est pas sur cette affirmation que les néo-classiques se trompent. Mais si l'unité de mesure est un nombre, il est logiquement nécessaire d'établir la correspondance entre les marchandises et le numéraire en dehors du marché des produits. C'est que l'échange entre une poire et deux pommes ne transformera jamais la poire ni la pomme en nombre sans dimension.

¹ Sraffa, *Op. cit.*, p. 5; Cf. également p. 28

association des marchandises n associations pour
avec le numéraire n marchandises

Exemple:

1 unité physique du bien $a = 1$ unité (du num.)
2 unités physiques du bien $b = 1$ unité (du num.)
ainsi: valeur de $a = 1$

«Le rapport suivant lequel deux marchandises s'échangent n'en détermine pas la valeur; c'est au contraire leur valeur qui détermine ce rapport.»¹

¹ *Histoire des doctrines économiques*, Tome VI, p. 203

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION

CHAPITRE I

LA MESURE DU PRODUIT

Section 1	Valeur d'usage et valeur d'échange	15
Section 2	Les facteurs de production	22
Section 3	Le caractère double du travail	25
Section 4	Les trois concepts de la valeur d'échange	29
Section 5	Mesure, substance ou relation?	32

CHAPITRE II

L'ÉCHANGE SUR LE MARCHÉ DES PRODUITS ET DES SERVICES PRODUCTEURS

Section 1	Les rapports d'échange	37
Section 2	L'échange entre équivalents	43
Section 3	Le marché des services producteurs	47
Section 4	Le marché des produits	52
	1) les produits nouveaux	52
	2) les stocks ou le capital circulant	54

CHAPITRE III

L'AMORTISSEMENT DU CAPITAL FIXE

Section 1	Le capital fixe	61
Section 2	La valeur du capital fixe se retrouve-t-elle dans le produit?	66
Section 3	Capital fixe et valeur d'échange	77
Section 4	Généralisation du problème de l'amortissement	83

CHAPITRE IV
LES RAISONS DE LA CONTRADICTION

Section 1	La mesure dénombrement	96
Section 2	La réduction du travail complexe	100

CHAPITRE V
L'ÉTALON DE MESURE NE PEUT PAS SE FORMER
SUR LE MARCHÉ DES BIENS ET DES
SERVICES PRODUITS

Section 1	Le produit est-il équivalent aux moyens de production?	110
Section 2	Critique de la théorie de Sraffa	114
	1) La détermination des prix est impossible même dans le cas limite où la production ne dépasse pas la consommation productive	121
	2) La détermination des prix est également impossible quand la production dépasse la consommation productive	127
	3) L'indétermination des prix dans le cas où les marchandises demeurent hétérogènes entre elles	132
Section 3	Le «n» et le «n-1»	136

La théorie économique se trouve dans une impasse. L'échec de l'analyse néoclassique est toujours plus manifeste. Incapables d'expliquer les phénomènes actuels du système économique par les modèles walrasiens, un nombre croissant de chercheurs redécouvrent les écrits économiques de Karl Marx. L'indétermination des prix relatifs ne fait que confirmer analytiquement l'actualité de la pensée marxienne.

L'intérêt croissant suscité par la pensée de Marx ne doit pourtant pas déboucher sur une répétition dogmatique de sa théorie. Au contraire, nous pensons que Marx modifierait aujourd'hui sensiblement son analyse à la lumière de l'évolution du système capitaliste. Ainsi notre tâche est-elle de découvrir les failles dans l'œuvre économique de Marx non pas pour la détruire mais pour la dépasser. Seuls des épigones aveugles, «marxistes vulgaires», pourraient désavouer une démarche qui a pour but l'élaboration d'une nouvelle théorie de la valeur-travail.

Critique et synthèse seront donc les lignes directrices d'une série d'études qui porteront sur l'ensemble des catégories économiques analysées par Marx, comme: la valeur, la plus-value, la monnaie, le circuit, la crise, le capital.
